Solidaritat

« La solidaritat vai mai luenh que la frairesa ; es bastida dessús un biais d'idèa de la justícia.»

« La solidarité va bien au-delà de la fraternité; elle est fondée sur une certaine idée de justice.»

REVUE **N° 6** *automne / hiver 2015* Union syndicale **Solidaires 30** *Paf : 2 €*

Nous ne lâcherons rien !

SOMMAIRE

- **Édito** *P. 3*
- **Un an après l'attentat de** ***Charlie Hebdo*** **:** *P. 4 /12*
- **Luttes :** *Mas Careiron / Projet sur les retraites /grève à STDG P. 13/24*
- **Dossier psy :** *P. 25/27*
- **Situation des syndicats :** *Congrès Sud-Rail L.R : P. 28/30*
- **Débat :** *La question de la laïcité : P. 31/33*
- **Les Révoltes logiques (5) :** *Les coordinations : P. 34/40*
- **Convergences et Utopie :** *P. 41/43*
- **Dossier Palestine :** *P. 44/51*
- **Syndicalisme et Anti-fascisme :** *P. 52/55*
- **Ecologie sociale :** *P. 55/56*
- **Histoire :** *Les origines de l'impérialisme américain : P. 57/63*
- **Cartes blanches :** *P. 64/70*
- **La der des ders :** *La légende noire des soldats du midi : P. 71/73*
- **Les recettes radicales :** *« Mange tes morts ! » P. 74/75*
- **17 octobre 1961 :** *P. 76*

SOLIDARITAT, de qu'es aquò ?

Solidaritat est la revue trimestrielle de *Solidaires 30* (qui regroupe notamment l'ensemble des syndicats SUD sur le Gard).

Solidaritat, c'est *solidarité* en langue occitane. La solidarité, valeur universelle, c'est ici que nous l'exprimons et la pratiquons, c'est d'ici que nous parlons, de cette région marquée dans le passé par la rébellion et l'insoumission, désignée sous le nom de *Midi Rouge.* C'est sous cette identité plurielle, mouvante, locale mais ouverte, donc universelle, que nous nous reconnaissons. À l'opposé de l'identité figée, fermée, institutionnalisée qui est carcan et camisole de force.

Solidaritat se veut un outil d'échange, de formation, de consolidation de nos pratiques militantes, d'information et de réflexions sur le front du mouvement social et syndical dans notre département et plus largement, hexagonal, voire international.
Au fil des numéros, sans sectarisme ni esprit boutiquier, nous ouvrirons nos colonnes aux collectifs de lutte, organisations et associations intervenant dans le tissu social gardois.

Solidaritat entend être une tribune pour toutes celles et tous ceux qui partagent notre combat pour un syndicalisme autogestionnaire de transformation sociale ancré dans la lutte de classe, et qui, comme nous, défendent les principes d'indépendance syndicale à l'égard non seulement du patronat mais aussi des partis politiques et de l'État. Un souci d'ouverture qui n'est pas neutre.

Solidaritat se veut une des composantes d'un mouvement social qui s'enrichira par la diffusion et la confrontation d'idées comme de pratiques syndicales. Là, réside l'essence même de notre revue : la construction, ensemble, d'une coordination accrue des résistances actives.

L'ensemble des tâches amenant *Solidaritat* entre vos mains, chers lecteurs et lectrices, sont effectuées par des camarades de *Solidaires 30* après leurs journées de travail sur la base du bénévolat. ■

La lettre de *Solidaritat* à ses lecteurs et lectrices …

Avec un peu de retard sur le calendrier que nous avions prévu, voici enfin le nouveau numéro de la revue de Solidaires 30, Solidaritat n°6.

Un retard de parution, dû à la lourdeur du travail de finition (maquettage, corrections syntaxiques et orthographiques) qui a une explication en lien avec ce qui fait l'originalité et la vocation de notre revue.

A savoir : une ***revue "artisanale" qui est le fait d'un travail de militant-e-s d'un Solidaires local, non rémunéré-e-s sur la base du volontariat et de l'autogestion,*** *qui se donnent avec passion, le projet de proposer une revue de qualité qui aborde des thématiques en lien avec l'actualité de notre département certes mais qui peut aussi s'intéresser à des sujets plus larges que ce soit l'actualité nationale ou internationale.*

Vous noterez pour ce numéro 6 qui fait pas moins de 76 pages, une ***ouverture, quant aux thèmes abordés*** *une fois de plus. Une fois encore aussi, le souci de mettre en avant certains articles en occitan mais aussi, après un article en picard dans le numéro précédent, en arabe dans celui-ci ! Sans oublier la permanence de la rubrique qui fait la renommée de notre revue :* ***Les recettes radicales !***

Une ouverture, enfin, quant aux plumes sollicitées, puisqu'une fois de plus, si l'essentiel de nos articles sont produits par des adhérent-e-s de Solidaires 30, nous ouvrons, ce qui est la vocation de notre revue, nos pages à des signatures extérieures, considérant que ***le débat s'enrichit par la confrontation des points de vue****.*

L'aventure de notre revue continue donc. *Un cas, il faut le noter, sans fioriture, quasi exceptionnel de revue de réflexion syndicale, produite par une Union départementale d'un syndicat quelle que soit son étiquette.*

Le Comité de rédaction de *Solidaritat*.

Éditorial

Suite au mouvement de lutte sur le CH le Mas Careiron, un communiqué a été écrit en commun par l'intersyndicale de l'hôpital au mois de juin dernier retraçant l'historique de nos un an de lutte ainsi que les revendications portées par l'intersyndicale. En voici son contenu:

Sophie Colin *(SUD Careiron)*

Intervention Publique du 10 juin 2015 à Uzès pour l'Intersyndicale (FO, SUD, CGT, USP) du C.H. Mas Careiron.

Depuis près de 3 ans, l'Agence Régionale de la Santé étrangle l'hôpital du Mas Careiron en réduisant drastiquement son budget année après année pour l'amener à un déficit actuel de 600 000 euros.

Depuis près d'un an, dès son arrivée, le nouveau Directeur Monsieur NOGRETTE veut faire passer en force un plan d'économie … pour compenser, selon lui, un déficit … artificiellement créé par l'Agence Régionale de Santé.

Pour cela, il a successivement tenté de **supprimer les croissants du dimanche** aux patients de l'hôpital. Puis de supprimer une prime "**informatique" aux personnels les plus précarisés…**

Maintenant il tente de **s'attaquer au temps de travail** des salariés et aux accords concernant des repos compensateurs négociés dans la foulée des accords de 2002 sur les 35 heures… et qu'il déclare maintenant illégaux …13 ans après !!

Dans le même élan destructeur, il veut également s'attaquer aux corps de métiers eux-mêmes, en réduisant au minimum les personnels techniques de l'entretien du jardin et des cuisines…

Et, cerise pourrie sur ce gâteau amer, par ces plans d'économie, il s'attaque à la **qualité des soins, et à l'accès pour tous et toutes aux soins psychiques** dans tous les secteurs, qui constituent la mission fondamentale du Service Public de psychiatrie !

En réduisant les personnels et en ne remplaçant pas les départs à la retraite, c'est l'offre de soins qu'il réduit dans tous les secteurs couverts par le Mas Careiron, du Rhône aux Cévennes ! En s'attaquant au temps de travail des soignants, c'est à la qualité des soins qu'il s'attaque !

Enfin en voulant réintégrer dans l'enceinte de l'hôpital l'unité de jour pour enfants qui, depuis près d'un demi siècle, a sa place au sein de la cité et dans la population, c'est au cœur du métier de la psychiatrie de secteur public qu'il s'attaque. En effet un tel projet ne lui permet plus de remplir sa mission qui est de donner l'accès aux soins psychiques de manière non ségrégative et déstigmatisante. De la même façon la fusion qu'il envisage avec l'hôpital général constitue l'estocade qui mettra à mort la psychiatrie de secteur au mas Careiron.

Mais, depuis prés de 10 mois les personnels de l'hôpital et l'intersyndicale unie sont en lutte pour refuser de se laisser abuser par un supposé plan d'économie qui n'est que la traduction des directives gouvernementales d'une Ministre de la Santé qui déclare qu'elle veut faire 3 milliards d'économie sur la santé, dont 1 milliard sur les personnels !!!...alors que la F.H.F. proclame qu'il faut revenir sur les 35 heures, comme elle tente déjà de le faire dans les Hôpitaux de Paris (AP-HP)

Non, après les patients, les personnels refusent de se laisser stigmatiser par le Directeur qui les livre à la vindicte publique, alors qu'ils assurent une mission de service public pour des salaires oscillant, en début de carrière, et à BAC+3 , entre 1200 et 1450 euros net.

Non ! les agents de la fonction publique ne sont pas des nantis, à moins de considérer, comme nous pouvons le lire entre les lignes de la Loi MACRON et du Pacte de Responsabilité du Gouvernement, que **toucher le smic est un signe extérieur de richesse … voire même qu'avoir un travail est un luxe !!!** Nous refusons de nous laisser tondre comme des victimes expiatoires du système néo libéral !

Nous demandons, au contraire, le respect des accords concernant les temps de travail des personnels et le remplacement des personnels partis en retraite.

Pour conserver et améliorer la qualité des soins, nous demandons le respect des conditions de travail de TOUS les salariés de l'hôpital !

Nous réclamons des augmentations budgétaires pour financer les nouveaux projets de soins, dont l'élaboration ne peut se faire au rabais !

Et enfin nous demandons l'annulation du projet de fusion-mutualisation avec l'Hôpital Général et le maintien des unités de soins extra hospitalières, afin de respecter les personnes en soin et en souffrance et le travail de TOUS les personnels de l'hôpital public. Nous exigeons qu'on laisse vivre la psychiatrie publique au Mas Careiron, en Uzége et du Rhône aux Cévennes !

La lutte continue …
Ne lâchons rien !! ■

Presque un an après, revenons sur cet évènement qui a fait exploser les strates politiques de notre société. Les points de vue et analyses qui suivent, rédigés juste après les assassinats sont donc à considérer passés par le tamis du temps.

Union syndicale Solidaires

144 boulevard de La Villette 75019 Paris
Téléphone : (33) 1 58 39 30 20 Télécopie : (33) 1 43 67 62 14
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

Après les meurtres commis dans les locaux de Charlie-Hebdo

Nous défendons la liberté d'expression

Après l'assassinat collectif commis au siège du journal Charlie-Hebdo, l'Union syndicale Solidaires réaffirme la nécessité de défendre toujours et partout la liberté de la presse. Nous sommes plus que jamais solidaires avec toutes celles et ceux, qui, dans les métiers de la presse, sont horrifiés par le meurtre de leurs collègues.

Nous combattons les fanatismes religieux

Les assassins ont clamé agir au nom d'un Dieu. L'Union syndicale Solidaires respecte le droit de croire ou non de chacun et chacune, mais nous savons aussi qu'à travers l'histoire, nombre de massacres ont été perpétrés au nom de diverses religions. Le fondamentalisme religieux est un danger pour l'Humanité.

Nous agissons contre les discriminations

Cet assassinat fait le jeu de tous les ennemis de la liberté dont la volonté est de stigmatiser des individus et groupes, en fonction de leur origine, de leur culture, de leur religion. L'Union syndicale Solidaires refuse ces amalgames honteux et dangereux. Elle ne participera pas à une « union nationale » qui désignerait un ennemi bouc-émissaire incarné par telle ou telle « communauté ».

Nous refusons toutes les politiques réactionnaires

Cet assassinat fait le jeu de toutes les forces réactionnaires et des politiques impérialistes, qui l'utilisent pour construire une société toujours plus policière et prônent une unité nationale qui rassemblerait exploiteurs et exploités. L'Union syndicale Solidaires ne combattra pas pour la liberté et l'égalité aux côtés des ennemis de la liberté et de l'égalité.

L'Union syndicale Solidaires respecte la douleur des proches de toutes les victimes, s'associe aux rassemblements unitaires organisés partout en France et appelle à poursuivre le combat pour une profonde transformation sociale, en rupture avec les processus totalitaires d'où qu'ils viennent.

Le 9 janvier 2015

« I'm muslin but don't panic : je suis Charlie »

Buenos Aires, Museo del Humor, avril 2015

Une balade portègne, un beau matin d'avril 2015, me replongea brutalement dans la réalité française de début 2015.

Au soir même des attentats du 7 janvier, on a vu fleurir ce slogan : « Je suis Charlie ». Sur le parvis des Arènes de Nîmes, la présence habituelle des militants qu'on peine à retrouver tant il y a foule. Des lecteurs de *Charlie* ou pas. Des jeunes, nombreux, qui brandissent des crayons. Des familles, des mamans avec des poussettes. La liberté de la presse attaquée, bien sûr. Le 7 janvier assimilé au 11 septembre, inévitable. Mais surtout le fracas du marteau sur l'enclume avec l'annonce de la perte, dans ces conditions, de figures si familières : Wolinsky, l'aîné (on l'a toujours connu). Charb, Tignous, dont les dessins accompagnent les journaux de SUD Educ, qui étaient invités à illustrer les débats de congrès de notre fédération (en 2000 et 2003). Bernard Maris, que j'écoutais sur France Inter, non sans m'exaspérer souvent d'analyses économiques trop « centre gauche » à mon goût.

Au sein de Solidaires Gard, un débat : faut-il appeler à la « marche républicaine » du 11 janvier ? Sur nos bases, oui. Nous avions imprimé de nombreux tracts Solidaires… et nous sentîmes finalement incapables de les distribuer, pas le jour. Nous avons trouvé étrange ces 3 ou 4 drapeaux tricolores déployés. Dans d'autres circonstances, nous aurions été quelques-uns à aller discuter avec leurs porteurs, pour comprendre et tâcher de convaincre ou d'instiller le doute. Pas le 11 janvier. Une drôle de journée. Une solennité étonnante.

Solennité vécue les jours précédents en classe. La minute de silence eut lieu dans la cour, où furent rassemblées toutes les classes : les collègues craignaient le face-à-face avec les élèves, en classe, dans un exercice qui peut être très difficile. Peu se sont sentis armés pour entamer le dialogue. La plupart ont botté en touche, très démunis et trop affectés par les événements de la veille.

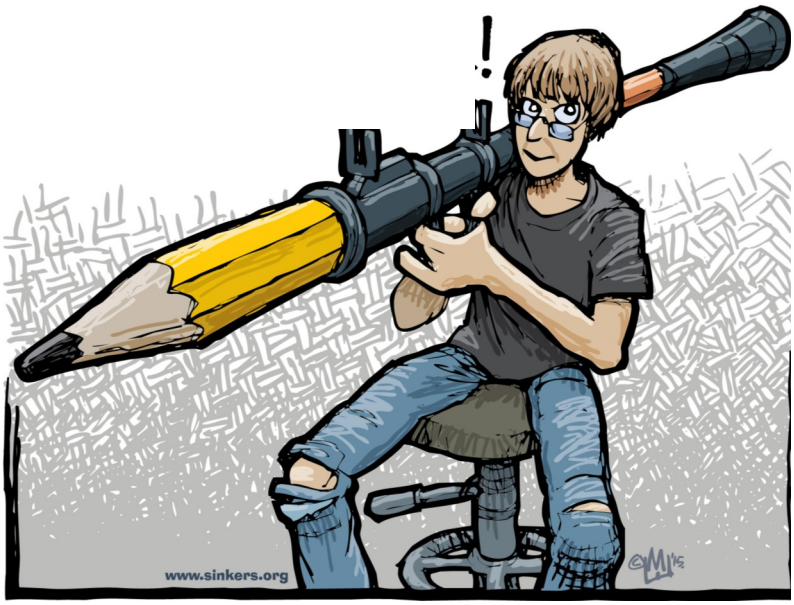
1000 élèves, de toutes origines, de toutes conditions sociales, se sont donc retrouvés dans la cour. Quelques rires émanant de 3 ou 4 élèves.

Gêne ? Provocation ? Si tel est le cas, elle n'a pas fonctionné, elle n'en a pas entraîné d'autres. Et mes collègues ne se sont pas déchaînés pour réclamer une exemplaire sanction : un signe du temps, du besoin de concorde, du traumatisme profond causé par la tuerie de la rue Nicolas Appert.

« I'm muslin but don't panic : je suis Charlie » : un élève de Terminale témoigna de son refus de l'amalgame en arborant cet écriteau durant la minute de silence. La photo du jeune homme et de sa pancarte fit le tour du réseau social des élèves du lycée. On y voit des jeunes souriants. Non pas d'avoir échappé à quelques laborieuses minutes de cours de fin de matinée, mais d'un furieux besoin de se retrouver, d'échanger, de partager des infos, des émotions, des analyses, des questions.

Et aucun clan, aucune réaction hostile : chacun exprime ses convictions, affirme son identité sans se renier et sans exclure.
Mais des inquiétudes se manifestent, notamment de la part d'élèves musulmans. Une élève en pleurs, le jour de la prise d'otage du supermarché casher : « Madame, moi je suis musulmane, mais c'est pas ça, l'Islam. On va nous stigmatiser davantage ».

Les premières réactions islamophobes ont effectivement eu lieu (cocktail Molotov et jet de pierres sur tel lieu de prière, sur tel « kebab »). De très nombreux élèves se posent et posent des



questions : certaines disciplines (philo, histoire-géo, lettres) se prêtent davantage que d'autres à des tentatives de réponse, à des éclairages.

Hasard de ma *progression*, nous étudions « les sociétés et cultures urbaines dans l'Occident médiéval », en classe de Seconde. Et j'évoque les processions, le faste de certaines célébrations religieuses dans les grandes villes, le décorum déployé lors de la visite de l'évêque. L'emprise du christianisme sur la société médiévale.

Depuis le début de l'année, la gestion de cette classe est complexe : relations un peu tendues entre élèves, attitude proche de l'hostilité envers l'institution scolaire (et ses représentants, profs en tête). On sent la frustration à l'égard d'un système scolaire qui exclut, qui broie, qui ne tient pas ses promesses. Mais ce jour-là, l'écoute est très attentive : les élèves comprennent que je ne suis pas dans mon état habituel.

Et les questions fusent, assorties d'une précaution oratoire : « c'est pas pour vous embêter, Madame, mais on a vraiment envie de comprendre ». J'avais bien compris l'intérêt pour cette leçon en particulier, dans ce contexte précis mais j'ai été sensible à cette précision, qui me réconforte en ces temps compliqués : dans l'Education nationale depuis presque 30 ans, prof d'histoire-géo depuis 20 ans, les frères Kouachi et Amedy Coulibaly sont potentiellement passés dans mes classes.

Où et quand ai-je failli ? Pas seule, bien sûr. C'est toute l'institution scolaire qui est mise en cause. L'incapacité à traiter la difficulté scolaire est pointée du doigt. Mais personne pour désigner le manque de volonté politique de s'y attaquer. Aucun moyen sérieux pour mettre en œuvre des projets pour tenter de résoudre la question de l'échec scolaire.

Des projets, il en existe pourtant des milliers qui reposent sur la bonne volonté de collègues qui finissent par se décourager devant les obstacles à surmonter pour les mener à bien d'année en année.

« On a vraiment envie de comprendre » : de la part de cette classe, pas une question concernant les attentats. On a envie de comprendre votre cours. De comprendre le monde dans lequel on vit ? De trouver des explications dans le passé ?

Christine Boularasse
(SUD éducation 30)

Pierre Stambul (UJFP) :

« Instrumentaliser cette émotion pour l'inscrire dans le *choc des civilisations* »

Quelles sont d'après toi les conséquences de la manifestation du 11 janvier, quelques mois après ?

Les centaines de milliers de manifestant-e-s voulaient sûrement principalement manifester leur émotion face à ce massacre. Le pouvoir y a vu immédiatement une opportunité. Instrumentaliser cette émotion pour l'inscrire dans le « choc des civilisations » : les « civilisés » descendent dans la rue contre la « barbarie ».

L'amalgame a vite été fait entre les massacreurs et les dominés, musulmans, arabes, bronzés … Hollande et Valls ont même eu l'impudence de mettre à la tête d'une manifestation censée dénoncer le terrorisme d'authentiques criminels de guerre (Nétanyahou et ses acolytes Lieberman ou Bennet) qui auraient dû depuis longtemps être jugés pour leurs crimes de guerre par la cour pénale internationale.

Il est sûr que dans le mois qui a suivi, il y a eu (en toute impunité) autant d'actes islamophobes que pendant toute l'année 2014 et que les popularités d'Hollande ou Valls ont remonté. La manifestation n'est bien sûr pas responsable de cette poussée raciste mais elle n'a pas servi à l'endiguer.

Deux mois plus tard cette opération visant à montrer que nos gouvernants s'occupent de notre « sécurité » aux côtés des maîtres du monde s'avère un échec. Cette pseudo gauche reste heureusement détestée pour sa politique de démolition sociale.

Par contre, un certain nombre de verrous ont sauté sur le terrain du racisme en général et de l'islamophobie en particulier. Plus que jamais depuis le 11 janvier, les Français musulmans sont sommés de prouver qu'ils ne sont pas des terroristes et qu'ils adhèrent à « nos » valeurs de démocratie (??) et de laïcité (??).

Comment s'insérait l'article de Shlomo Sand : Je ne suis pas Charlie dans la mobilisation de l'UJFP après les attentats ?

Rappelons d'abord qui est Shlomo. C'est un ancien militant de Matzpen, ce tout petit groupe d'Israélien-ne-s antisionistes des années 70. Cet historien qui a fait dans ses livres un fantastique travail de déconstruction du sionisme s'affirme aujourd'hui selon ses dires « modéré » : il est pour deux Etats, contre le droit au retour des Palestiniens et refuse de se qualifier d'antisioniste.

Sur la question de l'islamophobie, son analyse est magistrale. Tout en réaffirmant son athéisme, il relève que le dessin de Mahomet coiffé d'un turban flanqué d'une grenade assimile évidemment l'islam à la terreur. Il compare cette caricature aux anciennes caricatures antisémites où Moïse était représenté en usurier à l'air roublard. Il fait un parallèle entre l'islamophobie d'aujourd'hui et l'antisémitisme.

« Virage raciste impulsé par Val et Fourest »

Il rappelle que les mêmes dirigeants européens qui stigmatisent les musulmans d'ici soutiennent le régime féodal, esclavagiste et patriarcal d'Arabie Saoudite. Il rappelle le rôle des interventions néocoloniales dans l'explosion actuelle. Bref, étant de ceux qui ont adoré le « Charlie » décapant des années 70 et qui n'ont pas supporté le virage néolibéral et raciste impulsé par

Philippe Val et Caroline Fourest, aujourd'hui, je suis Shlomo.
À l'UJFP, il est évident qu'après l'attentat nous devons refuser toutes les assignations à l'Union Nationale et combattre plus que jamais tous les racismes, y compris bien sûr le racisme d'Etat qui se développe contre les musulmans ou les Roms.

Que penses-tu de cette affirmation péremptoire de notre Premier ministre, Valls, soulignant le fait qu'anti-sionisme et antisémitisme soient la seule et même chose ?

Valls a fait encore pire en affirmant que, sa femme étant juive, il était indissolublement lié à Israël. Je ne savais pas que c'était sexuellement transmissible. Sur cette question, il faut cesser d'être défensif. Le sionisme est une idéologie criminelle contre les Palestiniens et suicidaire pour les Juifs.

Qui peut croire sérieusement que les atrocités commises aujourd'hui contre les Palestiniens pourront se poursuivre impunément, éternellement ? Le sionisme s'est construit contre le judaïsme, qu'il soit laïque ou religieux. Le sionisme ne combat pas l'antisémitisme, il s'en nourrit. Le sionisme ne protège pas les Juifs, il les met délibérément en danger pour les pousser à l'Alyah (la « montée » vers Israël).

« c'est le sionisme qui est antisémite »

On vient d'en avoir une nouvelle preuve avec un chef d'Etat étranger et criminel (Nétanyahou) venu expliquer aux Français juifs qu'ils sont des touristes en France et que leur pays c'est Israël.

Les dirigeants européens comme Valls qui soutiennent inconditionnellement Israël ne le font pas parce qu'ils sont mal informés. Cet État colonial, morceau d'Occident au milieu du Proche-Orient et dépensant 60% de son budget dans l'armement et les technologies de pointe, c'est leur État rêvé.

L'Europe s'est débarrassée de sa responsabilité majeure dans l'antisémitisme et le judéocide sur le dos du peuple palestinien qui n'y était pour rien. Donc soyons clair : c'est le sionisme qui est antisémite. Et si on aime les Juifs, alors il faut les aider à rompre au plus vite avec cette idéologie.

Propos recueillis par
Benjamin Sterne
(Solidaires 30)

Schlomo Sand : « Je ne suis pas Charlie »

Rien ne peut justifier un assassinat, a fortiori le meurtre de masse commis de sang-froid. Ce qui s'est passé à Paris, en ce début du mois de janvier constitue un crime absolument inexcusable.

Dire cela n'a rien d'original : des millions de personnes pensent et le ressentent ainsi, à juste titre. Cependant, au vu de cette épouvantable tragédie, l'une des premières questions qui m'est venue à l'esprit est la suivante : le profond dégoût éprouvé face au meurtre doit-il obligatoirement conduire à s'identifier avec l'action des victimes ?

Dois-je être *Charlie* parce que les victimes étaient l'incarnation suprême de la liberté d'expression, comme l'a déclaré le Président de la République ? Suis-je *Charlie*, non seulement parce que je suis un laïc athée, mais aussi du fait de mon antipathie fondamentale envers les bases oppressives des trois grandes religions monothéistes occidentales ?

Certaines caricatures publiées dans *Charlie Hebdo*, que j'avais vues bien antérieurement, m'étaient apparues de mauvais goût, seule une minorité d'entre elles me faisait rire. Mais, là n'est pas le problème ! Dans la majorité des caricatures sur l'Islam publiées par l'hebdomadaire, au cours de la dernière décennie, j'ai relevé une haine manipulatrice destinée à séduire davantage de lecteurs, évidemment non-musulmans.

La reproduction par *Charlie* des caricatures publiées dans le journal danois m'a semblé abominable. Déjà, en 2006, j'avais perçu comme une pure provocation, le dessin de Mahomet coiffé d'un turban flanqué d'une grenade.

Ce n'était pas tant une caricature contre les islamistes qu'une assimilation stupide de l'Islam à la terreur ; c'est comme si l'on identifiait le judaïsme avec l'argent !

On fait valoir que *Charlie* s'en prend, indistinctement, à toutes les religions, mais c'est un mensonge.

Certes il s'est moqué des chrétiens, et, parfois, des juifs ; toutefois, ni le journal danois, ni *Charlie* ne se seraient permis, et c'est heureux, de publier une caricature présentant le prophète Moïse, avec une kippa et des franges rituelles, sous la forme d'un usurier à l'air roublard, installé au coin d'une rue. Il est bon en effet que dans la civilisation appelée, de nos jours « judéo-chrétienne », il ne soit plus possible de diffuser publiquement la haine antijuive comme ce fut le cas dans un passé pas très éloigné.

Je suis pour la liberté d'expression, tout en étant opposé à l'incitation raciste. Je reconnais m'accommoder bien volontiers de l'interdiction faite à Dieudonné d'exprimer trop publiquement sa « critique » et ses « plaisanteries » à l'encontre des Juifs.

Je suis, en revanche, formellement opposé à ce qu'il lui soit physiquement porté atteinte, et si, d'aventure, je ne sais quel idiot l'agressait,

j'en serais très choqué… Mais je n'irais pas jusqu'à brandir une pancarte avec l'inscription : « je suis Dieudonné ».

En 1886 fut publiée à Paris *La France juive* d'Edouard Drumont, et en 2015, le jour des attentats commis par les trois idiots criminels, est parue, sous le titre : *Soumission, « La France musulmane »* de Michel Houellebecq. *La France juive* fut un véritable « bestseller » de la fin du 19ème siècle ; avant même sa parution en librairie, *Soumission* était déjà un bestseller !

Ces deux livres, chacun en son temps, ont bénéficié d'une large et chaleureuse réception journalistique. Quelle différence y a-t-il entre eux ? Houellebecq sait qu'au début du 21ème siècle, il est interdit d'agiter une menace juive, mais qu'il est bien admis de vendre des livres faisant état de la menace musulmane.

Alain Soral, moins futé, n'a pas encore compris cela, et de ce fait, il s'est marginalisé dans les médias… Et c'est tant mieux ! Houellebecq, en revanche, a été invité, avec tous les honneurs, au journal de 20 heures sur une chaine de télévision du service public, à la veille de la sortie de son livre qui participe à la diffusion de la haine et de la peur, tout autant que les écrits pervers de Soral.

« Un vent fétide »

Un vent mauvais, un vent fétide de racisme dangereux, flotte sur l'Europe : il existe une différence fondamentale entre le fait de s'en prendre à une religion ou à une croyance dominante dans une société, et celui d'attenter ou d'inciter contre la religion d'une minorité dominée. Si, au sein de la civilisation judéo-musulmane, en Arabie saoudite, dans les Emirats du Golfe s'élevaient aujourd'hui des protestations et des mises en garde contre la religion dominante qui opprime des travailleurs par milliers, et des millions de femmes, nous aurions le devoir de soutenir les protestataires persécutés.

Or, comme l'on sait, les dirigeants occidentaux, loin d'encourager les « voltairiens et les rousseauistes » au Moyen-Orient, apportent tout leur soutien aux régimes religieux les plus répressifs.

En revanche, en France ou au Danemark, en Allemagne ou en Espagne où vivent des millions de travailleurs musulmans, le plus souvent affectés aux tâches les plus pénibles, au bas de l'échelle sociale, il faut faire preuve de la plus grande prudence avant de critiquer l'Islam, et surtout ne pas le ridiculiser grossièrement.

« La responsabilité du gendarme colonialiste»

Aujourd'hui, et tout particulièrement après ce terrible massacre, ma sympathie va aux musulmans qui vivent dans les ghettos adjacents aux métropoles, qui risquent fort de devenir les secondes victimes des meurtres perpétrés à *Charlie Hebdo* et dans le supermarché *Hyper casher*. Je continue de prendre pour modèle de référence le « Charlie » originel : le grand Charlie Chaplin qui ne s'est jamais moqué des pauvres et des non-instruits.

De plus, et sachant que tout texte s'inscrit dans un contexte, comment ne pas s'interroger sur le fait que, depuis plus d'un an, tant de soldats français sont présents en Afrique pour « combattre les djihadistes », alors même qu'aucun débat public sérieux n'a eu lieu en France sur l'utilité ou les dommages de ces interventions militaires ? Le gendarme colonialiste d'hier, qui porte une responsabilité incontestable dans l'héritage chaotique des frontières et des régimes, est aujourd'hui « rappelé » pour réinstaurer le « droit » à l'aide de sa force de gendarmerie néocoloniale. Avec le gendarme américain, responsable de l'énorme destruction en Irak, sans en avoir jamais émis le moindre regret, il participe aux bombardements des bases de « daesch ».

Allié aux dirigeants saoudiens « éclairés », et à d'autres chauds partisans de la « liberté d'expression » au Moyen-Orient, il préserve les frontières du partage illogique qu'il a imposées il y a un siècle, selon ses intérêts impérialistes. Il est appelé pour bombarder ceux qui menacent les précieux puits de pétrole dont il consomme le produit, sans comprendre que, ce faisant, il invite le risque de la terreur au sein de la métropole.

Mais au fond, il se peut qu'il ait bien compris ! L'Occident éclairé n'est peut-être pas la victime si naïve et innocente en laquelle il aime se présenter ! Bien sûr, il faut être un assassin cruel et pervers pour tuer de sang-froid des personnes innocentes et désarmées, mais il faut être hypocrite ou stupide pour fermer les yeux sur les données dans lesquelles s'inscrit cette tragédie.

C'est aussi faire preuve d'aveuglement que de ne pas comprendre que cette situation conflictuelle ira en s'aggravant si l'on ne s'emploie pas ensemble, athées et croyants, à œuvrer à de véritables perspectives du vivre ensemble sans la haine de l'autre.

Shlomo Sand (UJFP)
mardi 13 janvier 2015
(Traduit de l'hébreu par Michel Bilis)

Saïd Bouamama : « L'islamophobie est un des nouveaux visages du racisme »

Comment analyses-tu, près de six mois après les attentats de janvier, les conséquences de la manifestation du 11 de ce mois qui, à partir d'une émotion profonde et justifiée, a été retournée, majoritairement, en une expression de l'Union nationale ?

Tu écrivais le 11 janvier même : « Aujourd'hui, personne dans les médias n'aborde les causes réelles ou potentielles. Pourquoi est-il possible qu'un tel attentat se produise à Paris aujourd'hui ? »

De manière massive les discours médiatiques dominants comme les déclarations des hommes politiques se sont centrés sur « l'offre de djihadisme ». Certains ont invoqué les prédicateurs qui pulluleraient dans nos quartiers populaires et qui rendraient indispensables une surveillance policière accrue de ceux-ci.

D'autres ont mis en avant « l'auto-radicalisation » que permettraient désormais les réseaux sociaux et qui appellerait elle aussi à un contrôle plus important. Par contre un silence complet a prévalu en ce que l'on pourrait appeler la « demande de djihadisme » c'est-à-dire sur les causes profondes poussant un jeune à imaginer commettre un attentat. Tout se passe comme si il n'y avait aucune base matérielle à ces attentats. Ce mutisme assourdissant sur les causes réelles répond à une série d'objectifs.

Il permet de masquer les processus de paupérisation, de précarisation et de discrimination qui touchent massivement les quartiers populaires et encore plus leurs habitants issus de la colonisation. Il cache le lien avec les guerres dans lesquelles la France est engagée. Il oriente toutes les mesures à prendre dans le sens d'une surveillance accrue de certaines catégories de citoyens.

« Prise en otage des enseignants »

Il légitime des atteintes aux libertés par la construction d'une soumission volontaire acceptant une perte de liberté pour avoir un surcroit de sécurité. Près de six mois après les attentats la parole et les actes islamophobes ont explosé, plus aucune voix ne s'élève contre les guerres pour le pétrole et les minerais stratégiques, le projet de loi sur le renseignement ne soulève aucune colère de masse et le discours sur les quartiers populaires est entièrement centré sur la dangerosité avec un abandon complet des dimensions économiques et sociales.

Plus grave, pour la première fois depuis longtemps les enseignants ont été détournés de leurs missions en leur demandant de se faire délateurs. Des enfants ont ainsi été convoqués dans des commissariats sur dénonciation d'enseignants parce qu'ils avaient refusé la minute de silence ou d'être Charlie.

Cette prise en otage des enseignants à des fins idéologiques accroît encore la distance entre école et classes populaires. Mais cette fonction idéologique de surveillance et de normalisation ne s'arrête pas à la séquence Charlie.

Le gouvernement Valls souhaite la rendre pérenne en demandant aux enseignants de promouvoir les « valeurs de la république » à partir de la prochaine rentrée. Si le corps enseignant ne refuse pas cette mission de contrôle idéologique, il sera inévitablement confronté à des enfants et des adolescents ne se reconnaissant pas dans un discours sur la liberté alors qu'ils sont témoins autour d'eux de contrôles policiers abusifs quand ce ne sont pas des crimes racistes.

Ces enfants et ces adolescents ne croiront pas plus à un discours sur l'égalité alors qu'ils observent la dégradation massive de leurs quartiers et de leurs habitants. Ils n'accorderont pas plus de crédit aux discours sur la fraternité alors qu'ils entendent la banalisation du racisme.

Ils resteront sourds aux discours sur la laïcité comme outil du « vivre ensemble » tant cette notion est instrumentalisée à des fins islamophobes.

Petit à petit c'est à une véritable police de la pensée que l'on nous habitue en lieu et place d'une culture du débat et de la confrontation d'idée.

Enfin six mois après les attentats, le Front National retire les fruits de la séquence Charlie en n'ayant rien d'autre à faire que d'accroître la surenchère à propos de l'Islam, des immigrés et des quartiers populaires.

Qu'en est-il de l'islamophobie (de la xénophobie et du racisme en général) qui touche de plein fouet les couches populaires issues de l'immigration ? Islamophobie souvent appuyée par les responsables de l'Etat ?

L'islamophobie est un des nouveaux visages du racisme (avec la rromophobie et la négrophobie). L'apparition de ces nouveaux visages souligne que le racisme comme idéologie et comme pratique prend de nouvelles formes pour garder les mêmes fonctions. Frantz Fanon avait déjà souligné en son temps le passage d'un « âge » du racisme à un autre, de l'âge du racisme biologique à celui du racisme culturaliste. Il mentionnait à juste titre que la raison de cette mutation était à situer dans la délégitimation du racisme biologique du fait de la découverte des horreurs du nazisme.

Il semble qu'avec l'islamophobie nous passons à un troisième « âge » consistant à passer d'un marqueur d'origine à un marqueur religieux. Il y a en quelque sorte une internalisation de la cible. Ce sont des Français qui sont désignés comme justifiant un traitement d'exception, un contrôle accru et des pratiques discriminatoires. Ce faisant c'est l'idée d'un « ennemi de l'intérieur » repérable à sa religion qui est diffusé et assumé publiquement par Manuel Valls.

« Islamalgames »

Ajouter comme phrase d'accompagnement « il ne faut pas faire d'amalgame » ne change rien à la situation surtout que d'autres forces politiques surfent sur ces déclarations publiques pour diffuser des « islamalgames ». Ce qui est retenu c'est la cible et non la précision de précaution. La seconde caractéristique de l'islamophobie (qui est commune avec la romophobie) est qu'elle est portée par l'Etat.

Depuis la loi sur le foulard à l'école en 2004 ce sont des discours étatiques et politiques qui ont systématiquement construit l'image d'un islam dangereux pour la république et ses valeurs, pour la laïcité et pour l'école, pour les droits des femmes et maintenant pour la sécurité nationale.

Tous les six mois en moyenne de nouveaux débats sont lancés renforçant cette dangerosité supposée : foulard et assistante maternelle, foulard et mères accompagnatrices lors des sorties scolaires, foulard et université, jupes trop longues jugées comme signes religieux, etc. Pour les Roms le discours est encore plus explicite puisque c'est Manuel Valls lui-même qui les considère comme *inintégrables.*

Ces discours racistes d'État sont ensuite déclinés dans des politiques municipales accroissant encore les pratiques discriminatoires. Le récent fichage à Béziers des enfants en fonction de l'origine du prénom n'est qu'un résultat de la déclinaison de la cible désignée par les discours étatiques.

Il en est de même des pratiques de certaines municipalités refusant de ramasser les ordures de « camps » Roms qui ne sont que la déclinaison de la cible désignée par le gouvernement. Le nouvel âge du racisme reflète une véritable politique de racialisation par l'État.

Cette politique publique de racialisation fait fonction d'autorisation pour les passages à l'acte raciste qui se multiplient. À désigner une cible sur une base religieuse et/ou « ethnique », on suscite des vocations de « justiciers ». Dans ce domaine comme dans les autres, il ne faut pas inverser l'ordre des causes et des conséquences. C'est la construction publique d'une cible qui produit les actes individuels et non l'inverse.

L'islamophobie et la Rromophobie ne se sont pas développées subitement au sein de la population. Ce sont les besoins de légitimation du gouvernement (pour masquer les conséquences de sa politique économique, pour justifier des guerres pour le pétrole et les minerais, pour soutenir Israël, son allié stratégique au Moyen-Orient, etc.) qui ont construit progressivement une cible et ainsi autorisé les passages à l'acte.

Comme tu le soulignes dans tes textes écrits après le 7 janvier la domination des médias et du gouvernement est frappante et stupéfiante car elle ne fait jamais mention que la France est en guerre en Afrique et au Proche-Orient et qu'elle soutient totalement l'État d'Israël face aux Palestiniens. Peux-tu nous en dire plus sur ces guerres et que penses-tu de ces nouveaux moyens de propagande ?

Depuis la fin du monde bipolaire avec la disparition de l'Union Soviétique, le monde est entré dans une nouvelle séquence historique. Ce qui est appelé *mondialisation* n'est rien d'autre qu'un processus généralisé de libéralisation et la disparition de toutes les entraves à la concurrence.

Chacune des grandes puissances tente de maîtriser à son profit l'accès au pétrole et au gaz naturel d'une part et aux minerais stratégiques d'autre part. La séquence historique actuelle est celle du redoublement de la concurrence pour le contrôle des matières premières stratégiques : entre grandes puissances impérialistes d'une part et entre celles-ci et les pays émergents d'autre part.

Cette concurrence est encore renforcée par les progrès technologiques permettant la découverte et l'exploitation de nouveaux gisements. L'ensemble du continent africain est de ce fait l'objet de

nouvelles découvertes pétrogazières et en minerais stratégiques.

« Faire approuver les engagements français dans ces guerres de rapine »

Telles sont les origines des guerres de rapine qui se développent en Afrique et au Moyen-Orient. Le reste c'est-à-dire la « lutte contre le djihadisme », la « défense des droits de l'homme », « l'émancipation des femmes », la protection des populations face aux « conflits tribaux », « interethniques » ou « interreligieux », etc., ne sont que des justifications idéologiques masquant la réalité des buts de guerre. C'est à ce niveau que l'islamophobie articule le national et l'international. Le danger djihadiste est invoqué pour le Mali, pour la Palestine, pour la Syrie, etc. La géographie de ces conflits recouvre celle des ressources en pétrole, en gaz, en minerais stratégiques.

Construire l'Islam comme danger à l'extérieur permet de faire approuver les engagements français dans ces guerres de rapines. Mais pour que l'idée de danger soit crédible, il faut la rapprocher du territoire national afin de justifier l'idée d'un « ennemi de l'intérieur ».

De manière significative les mêmes séances de l'assemblée nationale et du sénat le 13 janvier qui, à la quasi-unanimité, valide l'idée d'une «unité nationale » dans un « esprit du 11 janvier », donne un blanc-seing au gouvernement pour la poursuite de la guerre en Irak.

A l'assemblée nationale, ce sont 488 députés avec seulement 13 abstentions (essentiellement du Front de Gauche) et un seul contre. Au Sénat, ils sont 327 sénateurs sur 346 à approuver la guerre, les autres s'abstenant ou ne prenant pas part au vote. Quel beau consensus guerrier !
L'absence d'opposition aux guerres souligne l'efficacité de la campagne idéologique initiée par l'État et répercutée sans failles par les médias dominants. La moindre critique des buts de guerre fait courir le risque d'être accusé de « laxisme envers le djihadisme » et la moindre critique du soutien à Israël est accusée d' «antisémitisme ». Les mêmes médias dominants se taisent étrangement quant aux alliés diffusant une vision réactionnaire de l'Islam comme l'Arabie Saoudite ou le Qatar.

Ce silence est encore plus assourdissant quand ces alliés agressent militairement le Yémen. Cela n'empêche pas un instant Hollande de se rendre en Arabie Saoudite et au Qatar pour y vendre des rafales.

Propos recueillis par
Benjamin Sterne
(Solidaires 30)

Après le 13 novembre...

Nous avions envisagé de faire le point plusieurs mois après l'attentat contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher du 7 janvier (des réactions immédiates et d'autres plus distanciées) et nous avons été rattrapés, malheureusement et atrocement, par l'Histoire avec sa grande hache (comme l'écrivait Georges Pérec). Histoire qui nous laisse au milieu du fanatisme religieux qui s'accroît et parmi les séquelles et conséquences d'une France colonialiste et pétrolière (en guerre depuis des années !).

Comment un pays (une République !) peut-il être en guerre sans le dire ouvertement à ses citoyens ? Comment les jihadistes profitent-ils de la situation ?

Comment l'État va-t-il utiliser cette même situation pour diminuer encore plus les libertés publiques, développer son racisme et accentuer la régression sociale ?

Ce sont des questions auxquelles il sera difficile de répondre. Nous l'essaierons dans un numéro à venir. ■

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

GUERRE à la GUERRE!

TRAVAILLEURS

La Guerre déclarée!

OR, LE PEUPLE NE VEUT PAS LA GUERRE!

QU'ELLE VEUT LA PAIX A TOUT PRIX!

TRAVAILLEURS

Nous voulons la Paix! Refusons-nous à faire la Guerre!

LE COMITÉ CONFÉDÉRAL

La lutte continue à Careiron

Comme il a été mentionné dans l'article précédent de la revue *Solidaritat* N°5, plusieurs actions de lutte ont été mises en place depuis quelque temps déjà face à notre Direction qui veut nous supprimer plus de 11 jours en voulant moduler notre temps de travail.

Petit rappel des luttes précédentes au CH

le 17 décembre 2014 : plus de 300 agents ont envahi le Conseil de Surveillance afin que la Direction retire son projet du plan d'économie et puisse ouvrir des négociations avec les Représentants du personnel (RP). Malheureusement, nos voix ne se font pas assez entendre, le Directeur s'obstine à discuter et reste sur ses positions.

Le 9 janvier 2015 : environ 50 salariés se sont mobilisés afin de huer lorsque le Directeur a voulu nous souhaiter une bonne année avec un apéro organisé d'une valeur de 1000 euros!! par les temps de restriction budgétaire!!!

Début 2015 : L'ARS a enfin « lâché » en proposant aux RP de débloquer un budget de 400 000 euros s'il y avait un plan d'économie « partagé » entre la Direction et les RP.

Plusieurs Assemblées Générales du personnel du CH le Mas Careiron se sont déroulées face à ce changement.
Lors d'un CTE (Comité technique d'Etablissement), notre Direction propose aux représentants du personnel 3 scénarios à choisir sur la gestion de notre temps de travail.

Dans ces scénarios, la Direction a bien scindé les différents corps de métiers à savoir qui peut bénéficier ou non des RTT en travaillant 8H/jour. Il propose donc aux agents de travailler soit en 7H30 par jour soit en 7H48 !!

Une rencontre a eu lieu courant janvier 2015 entre l'ARS et les RP. Suite à cette rencontre, une ouverture des négociations est mise en route avec pour visée 6 réunions entre les Représentants du personnel et la Direction durant 3 mois.

Nos luttes ont payé, enfin les négociations sont ouvertes. La première a eu lieu le 3 mars en présence de l'ARS et ils nous ont restitué le temps de travail et sa gestion sur le Mas Careiron. Ce rapport met en avant le fait que la règlementation sur notre temps de travail n'est pas réglementaire et donc illégal et qu'en plus les agents du Mas Careiron ne travaillent pas assez dans l'année!

N'oublions pas que rien n'est encore gagné. Le rapport de force doit continuer afin d'exprimer notre désaccord sur cette modification. Au fur et à mesure des réunions de négociations, les RP resteront vigilants face à ce que va nous « proposer » la Direction.

Une AG est prévue le 16 mars afin de faire voter nos perspectives d'actions à l'ensemble du personnel selon l'évolution de ces réunions dites de *négociations*.

Aujourd'hui nous avons eu plusieurs de ces réunions qui ne sont en fait que des réunions de *concertation* d'après notre Directeur. « La réglementation ne se négocie pas » nous rétorque-t-il sans cesse au fur et à mesure des rencontres. Au Mas Careiron les agents ne travaillent pas assez d'heures annuellement! Il faut revoir la gestion du temps de travail pour être dans la législation !

Un rassemblement géant s'est organisé le 27 avril 2015 à partir de 10H avec le personnel et ouvert aux personnes extérieures afin d'exprimer, une fois de plus nos revendications auprès de la Direction de notre hôpital.

Depuis, notre mouvement s'est durci par nos actions votées en Assemblée Générale du personnel. Certains agents ont même occupé les lieux de l'administration la nuit afin de montrer encore plus notre volonté de ne rien lâcher.

Une grève reconductible à durée indéterminée a été votée par la majorité mais malheureusement nos actions en service restent limitées dans la mesure où les soignants sont réquisitionnés et assurent le service minimum auprès des patients.

Le lendemain de cette manifestation, l'avant-dernière réunion dite de « négociations » avec la Direction s'est déroulée dans un climat très tendu où environ 200 agents ont tourné sur la journée. Notre Direction est claire et l'a redit et surtout n'en démord pas, « la règlementation ne se négocie pas » c'est-à-dire qu'elle a assuré aux personnels qu'elle prendra les mesures nécessaires pour revenir à la règlementation et que selon elle, nous avons trop de congés annuels (alors que ce sont des repos compensateurs liés à notre durée de temps de travail) et même si ça ne plaît pas aux agents du Mas Careiron ! La Direction nous a déclaré que le CH local d'Uzès fusionnerait avec le CH le Mas Careiron avec comme Directeur Général le Directeur du CH local d'Uzès et le Directeur Adjoint notre Directeur actuel.

La dernière mobilisation au sein du CH le Mas Careiron a eu lieu le 11 mai à partir de 10H avec au programme un grand rassemblement festif avec repas tiré du sac et ce, en musique!

La Direction nous a reçu afin d'entendre nos revendications intersyndicales. Malheureusement, une fois de plus, notre rencontre

s'est déroulée avec encore plus de provocations de la part de la Direction. Elle a reçu les représentants du personnel, suivis d'une centaine d'agents, avec des boules quiess dans les oreilles, en nous expliquant qu'on blesse leurs oreilles avec nos tambours ! Et ils les ont gardées tout le long de notre intervention !! Si ça ce n'est pas un dialogue de sourds !!! De nouveau, certains agents ont occupé les lieux, la nuit.

Le 18 mai, un rassemblement s'est de nouveau fait à 17H avec un repas partagé et des agents ont encore dormi à l'administration.

La dernière réunion de « négociations » s'est faite le lendemain. Le positionnement de la Direction n'a donc pas changé. Elle maintient le fait de nous supprimer des jours de repos compensateurs sans aucune négociation.
Le personnel encore en colère décide, par le biais d'une Assemblée Générale, de se réunir le lendemain sur le parking du Mas Careiron, tous en blouse blanche, et d'effectuer une marche pour aller à la rencontre de l'administration du CH local à pied, sur la route, en musique, accompagnés de banderoles. Une pétition a été signée par 328 personnes de l'extérieur en 2H seulement afin de soutenir nos revendications.

La prochaine manifestation a lieu le 10 juin avec interpellation de la population uzétienne pour notre soutien et le 18 juin grande mobilisation au CH le Mas Careiron.

Collectif « d'hôpital en lutte »

Un point important à rappeler : le Mas Careiron s'est inscrit depuis plusieurs mois dans un collectif « *d'hôpital en lutte* » où plusieurs hôpitaux subissent la même chose que nous et ce, sur tout le territoire français. Plusieurs hôpitaux déjà ont eu des réductions du temps de travail, en 7H42 par exemple ayant pour conséquence des plannings plus qu'inconfortables tant pour les récupérations en repos que pour l'organisation personnelle des agents (garde des enfants, un seul repos sur une période de travail de plusieurs jours...) sans parler des temps de relève qui s'écourtent avec cette réduction du temps de travail lorsque les équipes soignantes tournent. Les soignants font donc régulièrement du rab gratuitement car ce temps en plus n'est pas récupérable.

Notre Direction nous renvoie que les temps de relève ont été calculés dans le temps de travail et qu'il faut revoir l'organisation du travail, voire écourter le temps de relève s'il y a dépassement d'horaire!!

Certains services dans des hôpitaux généraux sont passés en 12H de travail, ce qui est une contrainte dans sa vie personnelle. De plus il a été constaté que les accidents de travail augmenteraient au bout de la dixième heure de travail.

Les personnels sont déterminés à faire maintenir 8H de travail par jour tout en ayant les récupérations cumulées en jours compensateurs; repos compensateurs qui sont dus et ce, pour tous les personnels du CH qu'ils soient soignants, administratifs, techniques...dans un esprit de droit collectif, comme ils avaient été négociés en 2002 pour nos accords locaux. Malheureusement nos accords locaux sont gravement attaqués.

Le temps de travail fait partie de nos conditions de travail. Il est également notre outil de travail afin d'organiser la continuité des soins. Malheureusement nous ne sommes pas entendus alors que nos revendications ne font que défendre la qualité des soins et plus largement le service public et l'accès aux soins pour tous.

En attendant «Nous avons profité» de cet été pour recharger nos batteries pour d'éventuelles autres luttes à venir ! Une assemblée générale du personnel est organisée par l'intersyndicale; elle sera tenue le 14 décembre 2015 après la deuxième réunion des négociations en date du 10 décembre. La première réunion des négociations a été difficile car la Direction ne veut rien négocier des propositions de l'intersyndicale et mieux encore elle laisse sous entendre que les syndicats ne veulent pas négocier !!!

Serait-ce réellement l'hôpital qui se fout de la charité alors ??

Sophie Colin
(SUD Santé - Careiron)

Mobilisations, actions, médiations, négociations , et après ?

Petit résumé de la lutte des personnels qui se poursuit depuis près de 15 mois à l'hôpital du Mas Careiron à Uzès: Au terme de 9 mois d'une mobilisation qui a vu son apogée le 18 Juin, après une journée d'"occupation " massive de l'hôpital, le préfet a demandé à l'ARS de nommer des médiateurs pour "apaiser la crise" et préparer des négociations avec les deux médiateurs (le Pr AUSSILLOUX pédopsychiatre en retraite et Mr DELMOTTE, directeur régional de l'inspection du travail). Des négociations devaient s'ouvrir en octobre, afin de conserver l'emploi et les temps de travail des personnels et maintenir un équilibre financier qui , malgré les restrictions budgétaires imposées par l'ARS, devait préserver l'intégrité des services de soins des secteurs psychiatriques du Mas Careiron , qui s'étend du Rhône aux Cévennes (et notamment pour les structures ambulatoires au plus près de populations précarisées et dans des territoires désertifiés.

Or, après avoir répondu à l'appel du Directeur, le 6 octobre, afin, à la demande de ce dernier, de fixer les modalités des négociations et les points sur lesquels elles allaient porter , et avoir entendu ce dernier déclarer que les "conclusions des médiateurs s'imposeraient à lui " notamment sur les 3 points abordés : organisation du temps de travail (GTT), retour à l'équilibre financier, et audit sur les structures médico-sociales) , les responsables syndicaux de l'établissement et les personnels ont eu la désagréable surprise d'observer une volte face complète du directeur après le Conseil de Surveillance vendredi dernier ...

Sa présidente, B. NOGUIER s'est en effet élevée contre les modalités de ces négociations, critiquant le nombre de représentants syndicaux (3 par syndicat) pourtant validé par l'équipe de direction, contestant la nomination d'"observateurs" préconisés par le médiateurs (en l'occurrence M. SCHOTT, co-président du Comité d'Éthique et M. RIEU, membre du conseil de surveillance), avec pour effet d'annuler la première séance de négociations qui devait s'ouvrir ce lundi 19 octobre

. Après consultation, les syndicats des personnels et des médecins de l'établissement ont donc lancé ce lundi un préavis de grève illimité devant ce recul du directeur et cette ingérence du Conseil de Surveillance et de sa présidente, qui n'était absolument pas désignés par les médiateurs dans un espace de négociation BIPARTITE, qui devait concerner que l'équipe de direction et les représentants syndicaux , le Conseil de Surveillance demeurant évidemment une instance de restitution des négociations.

Après une entrevue tendue avec les syndicats le matin du 19 octobre, et devant une nouvelle mobilisation des personnels, le Directeur acceptait, *in fine*, d'en revenir aux modalités convenues - à sa demande - lors de la réunion préparatoire du 6 octobre.

Après confirmation écrite de sa part, les syndicats levaient donc le préavis de grève en fin de journée...Une réunion de négociation est à nouveau prévue pour le 19 novembre..

Mais la mobilisation demeure vigilante au Mas Careiron et la lutte se poursuit, pour le maintien des conditions de travail de TOUS les personnels et de soins psychiques de qualité pour tous et toutes, et sur TOUS les secteurs de l'établissement.

USP

▶ Expression libre

Le Républicain d'Uzès et du Gard, 29 octobre 2015

Courrier de Philippe Gasser, pour l'intersyndicale SUD/FO/CGT/USP du Mas Careiron

Mobilisations, actions, médiation, négociations (?)... et après ? La lutte des personnels se poursuit depuis 15 mois à l'hôpital du Mas Careiron à Uzès. Au terme de 9 mois d'une mobilisation, le préfet a demandé à l'ARS (Agence régionale de santé) de nommer des médiateurs pour «apaiser la crise». Avec les deux médiateurs, des négociations devaient s'ouvrir en octobre, afin de conserver l'emploi et les temps de travail des personnels et maintenir un équilibre financier qui, malgré les restrictions budgétaires imposées par l'ARS, devaient préserver l'intégrité des services de soins des secteurs psychiatriques (notamment pour les structures ambulatoires). Or, après avoir répondu à l'appel du directeur, le 6 octobre, afin de fixer les modalités des négociations et avoir entendu le directeur déclarer que les «conclusions des médiateurs s'imposeraient à lui», les responsables syndicaux de l'établissement et les personnels ont eu la désagréable surprise d'observer une volte-face complète après le Conseil de Surveillance du 16 octobre.

Sa présidente, Bérengère Noguier, conseillère départementale, s'est en effet élevée contre les modalités de ces négociations (...), avec pour effet d'annuler la première seance de négociations du lundi 19 octobre.

Après consultation, les syndicats des personnels et des médecins de l'établissement ont donc lancé un préavis de grève illimité (...). Après une entrevue tendue avec les syndicats le 19 octobre, le Directeur acceptait d'en revenir aux modalités convenues et les syndicats levaient leur préavis de grève en fin de journée... Une réunion de négociation est à nouveau prévue pour le 19 novembre.

Mais la mobilisation demeure vigilante et la lutte se poursuit, pour le maintien des conditions de travail de TOUS les personnels et de soins psychiques de qualité sur TOUS les secteurs de l'établissement.

Les *bourses du travail* aujourd'hui

Je ne parlerai pas de l'origine des *bourses du travail* et de leurs fondateurs. Vous avez déjà, sous la plume de Jérémie Berthuin, consacré dans les numéros 2 et 3 de *Solidaritat* un article sur ce sujet.

Je pense que cela n'a pas échappé aux camarades, mais depuis quelques années, les *bourses du travail* deviennent les cibles favorites des maires réactionnaires de droite, mais aussi de gauche,

Pourquoi un tel acharnement. Certains y voient comme unique raison, l'opération immobilière ! Il est vrai que généralement, les immeubles qui accueillent les syndicats sont situés en ville ou comme à Alès, proche du centre, sur les rives du Gardon.

« Gommer de l'Histoire le patrimoine des prolétaires »

Je n'écarte pas cette solution, tout le monde sait que nos édiles bâtisseurs, rêvent de construire des résidences bourgeoises sur les ruines des *bourses du travail*.

Nous avons eu un bel exemple à Nîmes. La première *bourse du travail* de notre département fut détruite pour le plus grand bonheur des promoteurs.

C'est sûr, en rasant ces édifices, ou en les vidant de leur substance, de leur esprit, ces vassaux du capital concrétisent un des rêves, peut-être le plus cher du MEDEF : gommer de l'Histoire le patrimoine des prolétaires. Les *bourses du travail* sont indissociables de la naissance du syndicalisme, haut lieu de mémoire de résistance, de solidarité et de culture de la classe ouvrière.

Ces négationnistes, à l'instar des milices barbares qui détruisent en Mésopotamie au nom de la religion, les vestiges de la civilisation, s'empressent de démolir les restes de l'industrialisation du pays. Usines, puits de mines, ateliers qui furent, il est vrai en leur temps, le symbole de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais surtout des lieux d'organisation et de luttes de la classe laborieuse.

Tout doit disparaître. Restent, pour rendre un petit hommage à tous ces travailleurs qui ont produit les richesses dans ce système immonde, quelques musées et autres mines témoins où s'expose selon une vision aseptisée, l'histoire du salariat en bleu de travail fraichement repassé, avec casque et gants bien blancs.

Aucune référence au mouvement social, rien ne doit rappeler la souffrance des prolétaires et l'âpreté des luttes émancipatrices, la répression féroce qu'il a fallu combattre en créant le rapport de force nécessaire pour arracher des droits et des libertés.

La désindustrialisation a permis la désorganisation de la classe ouvrière. Les grandes concentrations des prolétaires n'existent plus. Les syndicats sont affaiblis, et deviennent corporatistes, sacrée reculade ! mais contre vents et marées, les *bourses du travail* résistent, animées le plus souvent par des syndicalistes privés d'emploi, retraités ou prolos qui n'ont pas oublié l'histoire du mouvement social.

Elles demeurent encore des bastions de résistance où se réfugient, de plus en plus nombreux, des salariés isolés, en perdition, victimes de l'inhumanité capitaliste et de la destruction systématique du Code du Travail.

Bernard VIRE
(CGT ALES)

Les personnes « en retraite » ne sont pas du tout « en retrait »

Dans l'Union syndicale Solidaires nous essayons d'imaginer et de construire un syndicalisme « retraité-e-s » engagé au côté des « actifs » dans un syndicalisme Solidaires ouvert et déterminé à agir pour la construction d'une société plus juste.

Dans l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) nous estimons que les personnes « en retraite » ne sont pas du tout « en retrait ». Nous le constatons tous les jours, les personnes retraitées ne sont pas à l'abri des attaques et des mises en cause par le système de capitalisme financier mondialisé aujourd'hui dominant.

Elles ne sont peut être pas la première cible, mais elles sont bien une cible de ce système. Désormais en retraite, désormais « hors les murs » de l'entreprise, nous pouvons développer un syndicalisme qui n'aura plus cette limite que nous lui fixions justement trop souvent, celle de l'entreprise, du service, de l'administration, du groupe, de la société auquel nous « vendions notre force de travail ».

Par notre position actuelle dans la société, nous pouvons maintenant faire vivre un syndicalisme directement ouvert sur la société. Là encore, l'actualité politique, économique et sociale nous montre chaque jour que l'entrée « retraités – retraitées » est une approche pertinente pour nous permettre tout à la fois de pratiquer un syndicalisme directement utile aux revendications spécifiques des personnes retraitées sans cesser de contester un système de domination, engagement dans lequel toutes les générations devraient se retrouver.

En cette fin d'année 2015, nous pouvons retenir trois domaines dans lesquels le gouvernement et le Medef interviennent souvent conjointement pour mettre en cause la situation des personnes retraitées, trois domaines donc dans lesquels nous devons proposer des réponses alternatives progressistes : la question du pouvoir d'achat des personnes retraitées ; celle de la « réforme des retraites », sans cesse à l'œuvre, cette fois par le biais des retraites complémentaires AGIRC – ARRCO ; et celle de la situation des personnes âgées avec le projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement.

Le pouvoir d'achat des personnes retraitées

Nous savons que le pouvoir d'achat des personnes retraitées résulte, pour l'essentiel, du montant de leurs retraites et de leurs pensions.

Depuis des années, les diverses réformes des retraites ont toutes conduit à réduire le rapport entre le dernier salaire versé et le montant de la pension perçue. Les procédés utilisés pour y parvenir ont été multiples : changement des années de référence (25 meilleures années, au lieu des 10 meilleures années, par exemple), augmentation du nombre d'années nécessaire pour avoir une retraite à taux plein (40 années de cotisation au lieu de 37, 5 années, par exemple) avec institution d'une décote pour les personnes qui partent « sans avoir leurs annuités » (ce qui accentue la baisse de la retraite de la future personne retraitée), etc.

Pour les personnes déjà retraitées, l'imagination des patrons et des gouvernements est tout aussi vive pour réduire très directement la pension versée aux « retraités en exercice » : indexation sur l'évolution des prix au lieu de l'indexation sur l'évolution des salaires, report de cette indexation dans le temps (par exemple, recul de l'application de l'indexation au 1er avril au lieu du 1er janvier de l'année ; ou recul au 1er octobre de l'année, voire au 1er octobre de l'année suivante). C'est ce que les personnes retraitées en France sont en train de supporter, et ce contre quoi l'intersyndicale « retraités » continue de se mobiliser.

Il s'agit en fait d'un blocage, ou d'un « gel » des pensions, sachant que, pendant le même temps, les profits des grandes entreprises continuent d'exploser ainsi que les dividendes versés aux actionnaires.

Le pouvoir d'achat des personnes retraitées dépend aussi assez directement de certaines dépenses contraintes et plus ou moins obligatoires : coût des dépenses de santé, en général plus important pour les personnes âgées, et problème des diminutions des prises en charge par l'assurance maladie ; coût des « complémentaires santé » (mutuelles et assurances privées).

Depuis plusieurs années, les personnes retraitées ont également pu constater que certaines mesures fiscales spécifiques pouvaient venir augmenter l'impôt sur le revenu des personnes retraitées. La réduction des services publics pèse aussi, bien entendu, sur le niveau de vie des personnes âgées, comme sur celui de toutes celles et de tous ceux qui ont recours aux services publics et qui sont ensuite obligés de se tourner vers le secteur privé marchand, et profiteur, plus onéreux.

Depuis 2013 et la réforme des retraites engagée par Hollande et Ayrault, il y a un relatif accord d'un certain nombre d'organisations syndicales de retraités pour critiquer la politique gouvernementale dans ces domaines.

Au printemps 2013, quatre organisations « retraité-e-s » se retrouvaient pour exprimer des revendications communes en matière de pouvoir d'achat des retraités (CGT, FO, FSU, UNIRS Solidaires). En 2013, des ac-

tions et des rassemblements spécifiques « retraités » ont été organisés par ces quatre syndicats, à Paris et aussi, progressivement, dans les départements.

En 2014, il y a eu un élargissement du nombre d'organisations. Ainsi, le 3 juin 2014, lors de la manifestation nationale organisée à Paris, environ 20 000 personnes retraitées ont répondu à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU, de l'UNIRS Solidaires, mais aussi de la FGR-FP, de la CFTC, de la CFE-CGC, et de deux associations « retraité-e-s », l'UNRPA et LSR. Le 30 septembre 2014, les mêmes appelaient à des manifestations dans les régions. Le 17 mars 2015, les mêmes encore (sauf la CFE -CGC retraitée « rappelée » par son bureau confédéral pour quitter les opposants à la politique patronale et gouvernementale et rejoindre les directions de la CFDT et de l'UNSA) organisaient des manifestations et des rassemblements retraités dans les départements.

Et le 1er octobre, les neuf organisations tenaient une conférence de presse nationale à la Bourse du Travail de Paris, puis appelaient à un rassemblement militant au Rond Point des Champs Elysées pendant qu'une délégation des neuf organisations était reçue par le conseiller social du Président de la République. Le même jour, étaient organisés dans un certain nombre de villes des rassemblements, des manifestations, des conférences de presse.

Tout ceci venait conclure une campagne de signature d'une carte pétition destinée au Président de la République. Ce sont près de 100 000 cartes signées qui ont pu être centralisées et remises aux services de l'Elysée. La prochaine mobilisation décidée par ce regroupement aura lieu le 24 novembre 2015. Tout ceci montre qu'une convergence assez large est aujourd'hui possible entre organisations pour soutenir des revendications offensives pour les personnes retraitées : l'arrêt du gel des pensions et l'abrogation des mesures fiscales régressives contre les retraités + l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités et aucune pension inférieure au SMIC pour une carrière complète + la mise en œuvre dès 2015 d'une loi sur l'adaptation de la

société au vieillissement avec la prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale + etc.

Pendant le même temps, à l'UNIRS Solidaires, nous devrons certainement élargir notre réflexion quant à la structuration de nos revendications sur le pouvoir d'achat des personnes retraitées.

Nous savons que les retraites sont toujours « payées » à partir des richesses créées au moment de leur versement. Ceci est vrai quel que soit le système de financement des retraites. Quand le système dit « par répartition » domine (ce qui est encore la situation en France), les retraites payées à un moment donné le sont par les cotisations payées au même moment par les actifs. Et ce sont les cotisations payées antérieurement par ces retraité-e-s, quand ils et elles étaient eux-mêmes actifs, qui leur donnent aujourd'hui des « droits à pension ». Dans un système de retraite « par capitalisation », il y a un lien direct également entre les richesses créées à un moment et les retraites versées aux retraité-e-s au même moment.

De la même façon, bien entendu, les salaires, les profits, les rentes, les dividendes des actionnaires, les cotisations, les impôts payés, etc., en 2015 par exemple, sont fonction des richesses créées en 2015 et des rapports de force économiques et politiques existant en 2015 pour décider de la répartition de ces richesses. Une organisation syndicale de retraité-e-s doit donc s'intéresser très directement à ce qui concourt à la création des richesses et à ce qui conduit à la répartition de ces richesses entre les différents « acteurs » de la société. A l'UNIRS Solidaires, nous avons déjà une réflexion, dans et avec Solidaires, sur ces questions, mais il nous faudrait certainement faire un lien plus concret entre la situation des personnes retraitées et la situation économique et sociale générale pour convaincre plus de personnes retraitées à s'engager dans l'action syndicale revendicative et interprofessionnelle comme intergénérationnelle pour revendiquer et se battre pour un autre partage des richesses créées.

Et nous devrons certainement aller plus loin dans notre interrogation sur la hiérarchie des salaires et des revenus. Nous constatons, et nous dénonçons, de très fortes inégalités de salaires au sein des entreprises et des administrations, et aussi entre secteurs professionnels, entre régions, entre hommes et femmes, etc. Les inégalités de revenus sont encore plus importantes que les inégalités de salaires, et elles ne cessent de s'accroitre, en France comme dans la plupart des pays, par un accaparement de plus en plus fort des richesses créées par la minorité détentrice des capitaux. Les tenants de ces inégalités arguent des différences de talents et de mérites ! Bien entendu, ceci ne tient pas quand les différences peuvent aller quasiment de zéro à l'infini. Mais, dès qu'il s'agit des inégalités en matière de retraites, le

« prétexte » du mérite peut encore moins tenir. « L'utilité sociale » des retraitées est à peu près identique, ce qui signifie que la hiérarchie des retraites devrait certainement être fortement réduite.

Une réforme des retraites sans fin...

Les premières attaques contre les systèmes de retraite, en France comme dans la plupart des pays développés, ont commencé dans le début des années 1990. Partout l'objectif visé était, et demeure, de faire en sorte que la part des richesses créées par le travail aille de plus en plus vers la rémunération du capital (soit par les profits et les dividendes, soit par les intérêts et la rente).

Partout donc, il s'agissait de réduire tout de suite la part affectée aux personnes déjà retraitées (par le gel des pensions, par exemple) et de réduire, à terme, la part qui serait affectée aux futurs retraités (par allongement de la durée de cotisation, par modification du salaire de référence, etc.).

Ceci se traduisait toujours par une précarisation accrue du plus grand nombre et une sécurisation renforcée de la minorité détentrice de l'essentiel de la propriété des capitaux investis, placés, prêtés. Dans les pays où le système de retraite reposait encore essentiellement sur le mode de la répartition, il était nécessaire de passer par une étape supplémentaire pour faire entrer ces fonds vers les marchés financiers et la capitalisation.

Dans chaque pays, quelle que soit la pyramide des âges, quel que soit le niveau de chômage ou le taux d'emploi des femmes et des seniors, quelle que soit la productivité du travail, le discours patronal et le discours gouvernemental convergeaient avec celui des économistes et des experts mandatés dans ces opérations.

Dans chaque pays, il s'agissait de retarder l'âge de départ en retraite : chaque personne allait donc devoir travailler plus longtemps, et cotiser plus longtemps, ou épargner plus longtemps vers le fonds de pension, pour une durée de pension réduite d'autant. Partout il était dit que « dès lors qu'on vit plus longtemps, il est normal de travailler plus longtemps ».

C'est ce qui a été dit en France, malgré la très forte progression de la productivité du travail au cours des vingt dernières années.

Et malgré les 5 millions de chômeurs, de précaires et de travailleurs à temps partiel, il fallait que les personnes ayant un emploi travaillent plus longtemps. C'était bien la démonstration que, pour les idéologues libéraux, le chômage n'est pas un problème mais un élément de la solution : il faut maintenir un taux de chômage assez important pour maintenir un rapport de force favorable au capital. La « course à l'emploi » ainsi mise en place entre les candidates et les candidats à un emploi permet de réduire les prétentions des travailleurs en matière de salaire, de conditions de travail et de conditions d'emploi.

En France, notamment, les attaques ont souvent été opérées en plusieurs étapes, le régime général du privé une année, les fonctionnaires une autre année, ou encore certains régimes spéciaux. Chaque fois, bien entendu, celles et ceux qui étaient à la manœuvre dans ces réformes régressives et « courageuses » déclaraient qu'il s'agissait « de sauver notre système par répartition ».

Chaque réforme était présentée comme devant régler les problèmes pour une longue période. Les changements de gouvernement permettant au nouveau gouvernement de dénoncer l'incurie et l'imprévoyance de son prédécesseur … en présentant à son tour sa nouvelle réforme courageuse.

C'est ce à quoi on nous prépare en France une nouvelle fois avec la réforme des régimes complémentaires. Après la réforme Hollande – Ayrault de 2013, le gouvernement Hollande – Valls, toujours sous l'impulsion de la Commission de Bruxelles et pour répondre aux demandes des marchés financiers, prépare de nouveaux reculs, la porte d'entrée étant cette fois les retraites complémentaires AGIRC et ARRCO (AGIRC = Association Générale des Institutions de Retraite des Cadres) (ARRCO = Association pour le Régime de Retraite Complémentaire des salariés).

Il n'est pas inutile de rappeler qu'avant le gouvernement de la Libération, en 1944 – 1945, celui qui allait lancer la Sécurité Sociale, il existait déjà une « fédération des cadres ». Celle-ci a refusé de disparaître et de se fondre en 1945 dans la Sécurité Sociale, certains de ses membres estimant même que le risque était une « prolétarisation » des cadres.

C'est ainsi que l'AGIRC a été créée en mars 1947. Il s'agissait de permettre aux cadres de compléter leur retraite de base. En effet, le régime général ne leur assurait pas un taux de remplacement correct (ratio entre la pension et le dernier salaire). Ceci est la conséquence d'une pension de base plafonnée, la part de salaire dépassant le plafond de la Sécurité Sociale (PSS, 3 170 euros par mois en 2015) n'étant pas retenue comme base dans la cotisation de ce régime de base, et la retraite versée ensuite se trouvant donc en décalage fort avec le dernier salaire versé.

Par ailleurs, il existait de multiples régimes complémentaires pour les non – cadres. Ceux-ci ont été progressivement fédérés pour aboutir en 1961 à la création de l'ARRCO. En 1972, l'affiliation de tous les salariés, cadres ou non, à un régime complémentaire est devenue obligatoire.

AGIRC et ARRCO sont des régimes à points gérés par les syndicats et le patronat. Les cadres cotisent à l'ARRCO sur la fraction de leur salaire inférieure à 3 170 euros et à l'AGIRC sur la fraction de leur salaire supérieure à 3 170 euros. Les non – cadres cotisent à l'ARRCO sur leur salaire brut plafonné à 3 fois le plafond de la Sécurité Sociale. Le taux de cotisation diffère selon qu'il s 'agit de la fraction inférieure ou supérieure au PSS.

Pendant des années, ces régimes ont pu accumuler des réserves, années durant lesquelles ils engrangeaient des cotisations alors qu'ils servaient encore peu de pensions.
Désormais, les courbes sont inver-

sées. **Selon les projections effectuées, les caisses de l'AGIRC seraient vides en 2018 et celles de l'ARRCO en 2020**. Il s'agit d'un élément essentiel pour les personnes concernées : ces retraites complémentaires représentent environ 60 % de la retraite totale des cadres et environ un tiers de celle des non – cadres. Des réunions ont été engagées entre les « partenaires sociaux ». A défaut d'accord entre les « partenaires sociaux », il a été annoncé que le gouvernement déciderait.

Le Medef a fait largement état de ses diverses solutions : le recul de l'âge de départ en retraite, le gel des pensions pendant trois ans, la mise en place de décotes temporaires ou définitives pour les actifs qui prendraient leur retraite avant un certain âge (67 ans par exemple), la modification des pensions de réversion, etc.

Le Medef préconise en outre la fusion des deux systèmes, ce qui conduirait selon lui à réaliser quelques économies dans la gestion des caisses et créerait une solidarité financière entre les deux caisses. La CFE-CGC y est très fortement opposée, car la fusion des régimes AGIRC – ARRCO signifierait la disparition à terme de la représentation collégiale des cadres. La CGT, par son Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens (UGICT – CGT), est également contre cette fusion.

Finalement, le gouvernement n'a pas eu à décider et à annoncer des reculs sociaux. Le « dialogue social » entre le Medef, la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC a fait le boulot. Dans les locaux du Medef, le 16 octobre 2015, « le patronat et trois syndicats sont parvenus à un accord pour sauvegarder les régimes complémentaires », selon les dires et les écrits des journaux et des gazettes. Par cet accord, à partir de 2019, sera instauré un « bonus-malus » (génération née en 1957, et les suivantes). C'est, à côté d'autres dispositions négatives contenues dans l'accord, l'élément le plus éclairant sur les orientations patronales. Ce mécanisme est destiné à « inciter » ces personnes à travailler plus longtemps, au-delà de l'âge et de la durée légale de cotisation. Concrètement, une personne qui, à 62 ans, remplit toutes les conditions de durée de cotisation pour prendre sa retraite pourra le faire, mais elle subira un « malus » de 10 % du montant de sa pension complémentaire pendant trois ans, jusqu'à 65 ans. Le mécanisme jouera aussi dans le cas d'un départ à taux plein à 63 ou 64 ans (avec un abattement jusqu'à 66 ou 67 ans). Le malus ne pourra pas être appliqué au-delà de 67 ans. En revanche, le mécanisme est annulé dès lors que le salarié prolonge son activité pendant un an, après l'âge de son taux plein. Au-delà, des bonus sont prévus (+ 10 % pendant un an pour un départ reporté de 8 trimestres, etc.). Ainsi, un nouveau coup vient d'être porté à la retraite à 62 ans, et tout ceci glisse lentement vers la retraite à 67 ans.

Loi d'adaptation de la société au vieillissement

L'objectif final n'est pas forcément « d'équilibrer les comptes sociaux », l'objectif, en faisant travailler plus longtemps celles et ceux qui ont un emploi sans tenir compte des gains de productivité qui devraient conduire à une réduction importante du temps de travail, est bien de renforcer le chômage de masse. Ensuite, c'est ce chômage de masse qui permet d'améliorer le rapport de force en faveur du capital et de la finance, en affaiblissant les travailleurs, en multipliant les divisions entre eu, etc. Et en faisant que les pauvres soient plus pauvres, on permet aux riches d'être plus riches. C'est bien la finalité de toutes ces opérations.

Dans nos réflexions pour des réponses alternatives, nous devrons certainement avoir une position cohérente : il s'agirait peut être d'unifier toutes les caisses de retraite, en faisant alors cotiser les salaires sur leur totalité. Ensuite, les retraites versées devraient certainement connaître des écarts moindre que les écarts de salaires.

De par l'allongement de la durée de vie, le nombre de personnes « âgées » augmente dans la plupart des pays (reste à dire à partir de quand une personne est « âgée », 60 ans ? 65 ans ?). Ceci a de nombreuses conséquences : dans les rapports dans les familles (coexistence de plusieurs générations, trois ou quatre, voire plus). Les transferts de patrimoines se trouvent modifiés, en effet, les « enfants » héritent de leurs parents quand ils ont eux mêmes 60 ans, et leurs parents 90 ans. Les adultes peuvent avoir des ascendants à charge et des enfants à charge.

Il est nécessaire que la société prenne en compte ces changements et évolutions : urbanisme, logements, transports, services publics, santé, établissements spécialisés, etc.

Cette population, par son nombre, est aussi un enjeu électoral. Très souvent, les élus développent un discours honorant « les anciens ». Dans les municipalités, il est fréquent que le maire se fasse photographier avec la doyenne de la commune dans le journal municipal et qu'il honore de sa présence le « repas des anciens », là encore avec une photo dans le journal municipal. Pendant le même temps, les moyens alloués aux associations et les crédits aux services sociaux sont réduits.

La plupart des gouvernements ont multiplié et continuent de multiplier les annonces et les promesses à l'égard de ces populations. Au premier semestre 2011, Bachelot, dans le gouvernement Sarkozy – Fillon, avait organisé un certain nombre de colloques dans les principales villes de France, après avoir commandé plusieurs rapports d'experts venant compléter des travaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat. Tout ceci devait déboucher sur une loi « dépendance ». Puis, le 24 août 2011, Fillon a annoncé que le dossier « dépendance » était reporté à 2012 « compte tenu des difficultés financières du pays et de la nécessité de répondre aux pressions des marchés financiers ». Ainsi, les personnes âgées étaient « sacrifiées sur l'autel de la finance ».

A l'automne 2013, le gouvernement Hollande – Ayrault a relancé un projet « Adaptation de la société au vieillissement ». Cette fois, le dossier a été abordé de façon plus globale. Fin 2013 et début 2014, avec Madame Delaunay, ministre des personnes âgées, nous avons eu droit à des débats, des colloques, des réunions de travail, etc. Et toujours des propos très lénifiants sur la solidarité nécessaire à l'égard « des ainés », sur la reconnaissance de la Nation à

l'égard des « anciens », des « âgés ». Avec le changement de premier ministre et l'arrivée de Valls, sans Mme Delaunay, une ligne politique encore un peu plus « libérale » s'affiche, inscrite plus fortement dans la rigueur budgétaire et l'austérité à l'égard du plus grand nombre.

Le projet de loi actuel porte seulement sur le volet « Maintien à domicile ». Dès le départ, il est annoncé que pour « l'Accompagnement et la prise en charge en établissement », ce sera renvoyé à plus tard, compte tenu des problèmes financiers particuliers aux finances publiques. Pour nous, ceci ne peut être un argument.

Le gouvernement continue de faire le choix d'une fraude fiscale très importante favorisant particulièrement les plus grosses entreprises, les plus grands groupes déployés à l'international et toutes les multinationales qui peuvent jouer largement de la concurrence fiscale et de la concurrence sociale entre les Etats, même à l'intérieur de l'Union européenne et de la zone euro.

Le gouvernement continue de priver l'Etat et les collectivités territoriales de rentrées fiscales importantes par ses réformes fiscales (impôt sur les sociétés, impôt sur le revenu des très hauts revenus, etc.). Le gouvernement continue de verser des fonds publics sans contrôles et sans contreparties aux grandes entreprises (CICE, etc.). Le gouvernement vient encore d'annoncer de nouvelles mesures fiscales « favorables à l'investissement », c'est-à-dire que les entreprises qui investissent, qui augmentent ainsi leurs actifs, pourront le faire moyennant des réductions d'impôts plus importantes !

La barrière de l'âge est maintenue. Malgré la loi du 11 février 2005, il est toujours fait la distinction, en matière d'aide à la personne, entre les personnes de moins de 60 ans et les personnes de plus de 60 ans. Le texte contient des déclarations de principe qui vont dans le bon sens : intégrer le vieillissement dans l'ensemble des politiques publiques, donner la priorité au maintien à domicile, augmenter les seuils de l'APA, prendre en compte les aidants.
Mais le texte contient des dispositions qui posent question : la « silver économie » est très largement valorisée. Il est fortement souligné que les personnes âgées sont un terrain d'investissement qui peut être fructueux pour les investisseurs. Il est indispensable de rappeler qu'en matière d'aide aux personnes, le facteur humain est essentiel, et les résultats à attendre des nouvelles technologies ne pourront suffire.

En matière d'adaptation des logements, globalement, il n'y a pas assez de logements. La rareté continue d'être organisée, ce qui conduit à valoriser le capital des principaux détenteurs de foncier. Pour l'essentiel, le secteur du logement relève toujours très majoritairement des lois du marché.

En ce qui concerne les personnels de l'aide à domicile, malgré les discours là encore lénifiants, rien de déterminant n'est annoncé quant à la formation, la qualification, la reconnaissance professionnelle de ces personnes. Nous continuons de demander la création d'un service public de l'aide à la personne avec une qualification et un statut pour les personnes qui relèveront de cette mission de service public. En réalité, ce secteur continuera de dépendre du marché du travail, avec des personnes mal rémunérées et sans reconnaissance professionnelle.

La reconnaissance des aidants commence à se faire. Mais cet aspect positif n'est que la suite d'une politique qui continue de faire reposer l'essentiel de l'aide à la personne par des aidants bénévoles (la famille, souvent l'épouse, ou la fille) pour compenser des professionnels qui n'existent pas.

La création d'un Haut Conseil de la famille et des âges de la vie continue de poser la question de la place des organisations syndicales dans ce secteur.

La question essentielle est celle du financement. La source de financement « CASA » (Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA = Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie) reste très insuffisante et ne fait contribuer que les personnes retraitées imposables. Nous exigeons toujours une solidarité nationale par la Sécurité sociale avec une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale pour les dépenses supplémentaires liées à l'aide à l'autonomie.

Le rappel de ces trois domaines actuels d'intervention du patronat et du gouvernement sur des questions qui concernent très directement les personnes retraitées confirme la nécessité de développer un syndicalisme « actif » chez les personnes retraitées, pour y porter des revendications progressistes et y faire vivre des réponses alternatives aux choix actuels qui répondent aux intérêts des investisseurs et des financiers.

Gérard Gourguechon

Union syndicale Solidaires
Retraités Retraitées

Transports du Gard : Les STDG en action

Les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) se terminent rarement par un accord favorable aux salarié-es lorsqu'elles se déroulent « à froid », c'est-à-dire sans que ces dernier-es n'exercent de rapport de force vis- à-vis de la Direction.

Dans ce cas, ce sont les patrons qui décident de ce qu'ils « octroient » au personnel ; dans la période, cela se termine souvent par 0% d'augmentation puisque « c'est la crise » ! À la Société des Transports Du Gard (STDG), les négociations initiales du printemps 2015 se sont terminées par une « proposition » de 0% d'augmentation pour 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019 ! Le seul moyen d'arracher des acquis lors des N.A.O. (négociations annuelles qui ne portent pas que sur les salaires) demeure l'action collective des salarié-es.

Celle-ci peut prendre des formes différentes, selon les objectifs fixés, selon d'où on part (les propositions patronales), selon la capacité réelle de mobilisation. Cette dernière est déterminante ; le poids de l'organisation syndicale, donc le nombre de syndiqué-es, compte beaucoup mais ce n'est pas le seul élément.

Il y a aussi tout un travail d'explications, de discussions, de débats, que doit mener la section syndicale : cela s'appelle la démocratie syndicale et ouvrière ! L'unité syndicale et l'unité du personnel sont aussi des éléments importants.

Un collectif syndical qui veut se donner toutes les chances d'organiser une grève gagnante ne peut ignorer cet aspect. Pour un mouvement long, la solidarité est nécessaire ; c'est un des rôles des structures syndicales interprofessionnelles que de l'organiser.

Il y a la solidarité financière bien sûr, mais ce n'est pas le seul aspect : l'information sur les raisons de la lutte et sur son déroulement doit être faite auprès des autres salarié-es ; ceci, tant vers les autres professions de la localité, du département (c'est le rôle du Solidaires local) que vers les collègues du même secteur professionnel partout en France (c'est le rôle de la fédération ou de l'Union syndicale).

La lutte des classes est toujours d'actualité !

La grève de 22 jours à la STDG a permis de passer de 0% pendant 5 ans à une augmentation de 0,6% en 2015 plus une prime de 300 €. Ces avancées, ont été obtenues grâce à l'action collective et notamment la grève qui demeurent des outils efficaces pour la classe ouvrière, face à la minorité qui nous exploite.

Ces 22 jours de grève montrent que la lutte des classes est toujours d'actualité. Cette lutte victorieuse montre la voie de la résistance, le refus de la résignation !

Transdev, union de la Caisse des Dépôts et de VEOLIA environnement est une entreprise privée qui s'enrichit grâce aux délégations de service publique (DSP) qu'elle gère dans le domaine des transports Urbains et interurbains en France et à l'étranger. La STDG est une entreprise privée qui reçoit de l'argent des collectivités locales pour fonctionner. 22 jours de grève, c'est long et difficile pour les grévistes ; c'est aussi 22 journées durant lesquelles les collègues se retrouvent ensemble, prennent le temps de discuter, d'argumenter, de débattre. Combien de discussions autour de notions jusque là trop souvent inconnues, au mieux réservées aux « délégué-es » ?

Pourtant, comme pendant la grève, chacun et chacune d'entre nous a le droit de disposer de toutes les informations sur l'entreprise que nous faisons fonctionner, le droit d'apprécier l'importance de l'intervention économique du Comité d'Entreprise, le droit de débattre des différences entre Délégation de Service Public, régie ou coopérative, en ayant tous les éléments pour saisir les enjeux. Un des enseignements tirés par les grévistes est que les pouvoirs publics ont décidé d'abandonner leurs pouvoirs aux grands groupes privés tournés uniquement vers la recherche de plus de profits pour leurs actionnaires. 22 jours de grève, c'est une histoire collective dont il faut garder la trace. Tirer le bilan de nos luttes est important pour être plus fort-es demain face aux patrons qui nous exploitent.

Genèse de la grève

Les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) débutent le 17 mars. Dès les premières réunions, la direction de la STDG annonce qu'elle n'acceptera aucune augmentation de salaire, et même que les salaires seront gelés jusqu'en 2019. Le motif est classique : soit les patrons invoquent « les difficultés » de l'entreprise et il faudrait alors se serrer les coudes (comme si nos intérêts étaient communs, comme s'ils pensaient à nous lorsqu'ils empochent les dividendes !), soit l'entreprise doit demeurer « compétitive » (c'est-à-dire, en réalité, continuer à dégager de forts bénéfices pour une minorité de profiteurs et profiteuses, les actionnaires).

Cette fois, c'est le second alibi qui est mis en avant par les patrons de la STDG. Ils vont même jusqu'à adresser un courrier au domicile de chaque salarié-e, reprenant ces « arguments », mettant en avant les salaires qui seraient trop élevés par rapport à « la concurrence » et menaçant de lourdes sanctions en cas de blocage « illégal » du dépôt. L'attitude patronale produit son effet parmi le personnel ; celui-ci est très majoritairement scandalisé et révolté.

La dernière réunion des NAO se tient le vendredi 10 avril. La direction ne propose pas de

« protocole de désaccord ». Sans concertation avec les autres syndicats, la CGT dépose une alarme sociale. Le syndicat SUD fait alors le choix de ne pas déposer d'alarme sociale à son tour, et élabore un tract annonçant qu'il prend note de la décision de la CGT de partir seule, tout en appelant l'ensemble des salarié-es à se mobiliser car la grève est inévitable.

Notre syndicalisme est autonome, ce sont les syndiqué-es qui décident et pas une autre organisation qui impose ses choix ; mais dans le même temps, la priorité est la défense des intérêts du personnel, donc la recherche de l'unité, y compris si ce n'est pas simple, car pas souhaité par tous. Les réunions de concertation ne donnent rien et le 27 avril, la grève commence.

La grève est très suivie, et tout de suite, un piquet de grève se met en place devant l'entreprise. Aucun véhicule ne sort du dépôt de Nîmes. Les salarié-es se mettent en grève pour « gagner quelque chose ». Deuxième jour de grève, manifestation vers la gare routière.

À partir du deuxième jour de grève, les salarié-s partent du dépôt en manifestation vers la gare routière de Nîmes. Il s'agit de faire connaître le conflit à l'ensemble des habitant-e-s. Il est également organisé des rassemblements devant le Conseil Général. Le soutien de l'Union Solidaires Transports et de Solidaires Gard, présents auprès des grévistes, les structures professionnelles et interprofessionnelles Solidaires publient aussi des communiqués, diffusés aux salarié-es et relayés par la presse.

La section Union Solidaires Transports de Pays d'Oc Mobilités (POM) à Castelnau le Lez rédige également un communiqué de soutien. C'est une initiative importante car cette entreprise, du même groupe Transdev, a le même Directeur que la STDG. Solidaires rappelle ainsi que les salarié-es ne sont pas en concurrence, ils et elles ont des intérêts communs, opposés à ceux des patrons ! La direction en remet une couche…

Un nouveau courrier est envoyé à chaque salarié-e par la direction ; elle tente de démoraliser les grévistes, de les culpabiliser, de leur faire « prendre conscience qu'ils et elles mettent l'entreprise en danger »…Uni-es, les salarié-es ne tombent pas dans le piège.

La Direction ment

Deuxième semaine de grève : les patrons mentent Au cours de la deuxième semaine de grève, SUD rend public, auprès des salarié-es de la STDG et plus largement de la population (par voie de presse), le fait que l'entreprise n'est pas du tout pénalisée par le mouvement revendicatif, contrairement à ce que ses patrons racontent : le contrat de Délégation de Service Public a été rédigé de manière à ce que STDG continue de percevoir les subventions publiques durant la grève.

Le syndicat SUD met ainsi en évidence l'hypocrisie et les mensonges de la direction ! Pendant la grève, l'entreprise ne paie pas les salarié-es, ne fait pas rouler les bus, mais elle perçoit les subventions et a encaissé les abonnements des usagers.

Deuxième semaine de grève : les patrons mentent (bis). Les organisations syndicales rappelaient que parmi ses fonds disponibles, l'entreprise avait perçu l'argent public du Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). Aussitôt, la direction expliquait l'avoir déjà utilisé pour combler un déficit … contredisant les documents qu'elle avait elle-même communiqués lors de plusieurs réunions du Comité d'Entreprise. Les grévistes décident de retenir le directeur pour qu'il négocie enfin. La CGT fait savoir que son avocat conseille d'y mettre un terme et toute l'équipe dirigeante profite de cet épisode pour déserter les locaux de l'entreprise.

Durant cette deuxième semaine de grève, les salarié-es de la STDG vont bloquer, de 6h à 7h30, la sortie des autobus de l'entreprise voisine (TCN du groupe KEOLIS). Alors que la CGT et SUD/Solidaires sont présentes tant à la STDG qu'aux TCN, aucun contact n'a été pris préalablement ; mais nous apprenons aussi de nos erreurs !

Troisième semaine de grève : un médiateur apparaît. Au bout de trois semaines de grève, la Préfecture met en place une médiation entre les salarié-es et la direction de la STDG. Le directeur de la DIRRECTE (ministère du travail) sera nommé médiateur. C'est à partir de la mise en place de la médiation que la direction propose 0,6% d'augmentation, ajoutant qu'il est hors de question de négocier quoi que ce soit sur le paiement des journées de grève.

Les deux premières réunions avec le médiateur se sont déroulées avec la seule CGT (qui, comme indiquée précédemment, avait déposé l'alarme sociale) ; puis, les grévistes ont demandé que SUD soit aussi représenté. 10 avril : aux 0,6% s'ajoute une prime de 250 € Petit à petit, la direction doit rompre avec son attitude dogmatique du début de grève : elle ajoute une prime de 250 € aux 0,6% d'augmentation générale.

Dans les jours qui suivent, les patrons ne proposent plus rien. Les journées sont rythmées par les blocages des autobus de la TCN, une manifestation pour se rendre à la Préfecture ou au Conseil Général, une réunion avec le médiateur, l'assemblée générale quotidienne qui décide de poursuivre la grève, le repas en commun de retour au dépôt.

L'après midi, des discussions sont animées par les organisations syndicales qui expliquent le fonctionnement des différentes instances, le contrat de la DSP, le CICE, etc. Le représentant SUD va ainsi brosser les différences entre une régie, une DSP… et une coopérative.

Certains aspects financiers sont abordés ; par exemple, pourquoi tous les ans 800 000 € partent au siège pour « assistance technique » ? Des données connues de chaque membre du Comité d'Entreprise, mais qui ne sont pas forcément présentées aux salarié-es « en temps normal » sont alors expliquées.

Tout cela se passe sous le regard permanent d'un huissier, mandaté par la direction. Tous les jours, un membre des « RG » suit les actions des salarié-es ; chaque jour les policiers viennent, sans intervenir, et chaque jour les pompiers éteignent « la barricade » (!) qui empêche les bus TCN de sortir..

Le 15 avril, syndicats et salarié-es grévistes sont convoqué-es au Tribunal de Grande Instance, sur requête de la direction de la STDG, qui a déposé plainte pour entrave à la liberté de travail, blocage,… Le Tribunal ne reconnaît pas le blocage et l'entrave à la liberté du travail demandée par la direction de la STDG.

La grève peut compter sur le soutien de syndicats de l'Education. En effet, la grève se poursuit et dans plusieurs écoles, les enseignant-es se « plaignent » du retard et de l'absence de plusieurs élèves : SUD-Education 30 et FSU30 réalisent des communiqués de soutien à la grève des salarié-es de la STDG. La *Gazette de Nîmes* publie des témoignages de soutien aux salarié-es en grève. La presse est présente quotidiennement sur les piquets de grève. Des élues du Conseil Général soutiennent mais n'agissent pas.

Au niveau du Conseil Général, des élues « de gauche » apportent un « soutien moral », mais expliquent qu'ils et elles ne peuvent pas faire pression pour modifier le contrat de Délégation de Service Public. Ils et elles peuvent le négocier, le valider mais pas le modifier lorsqu'il s'agit de répondre aux revendications des salarié-es ?

Le 18 avril au matin, une nouvelle réunion de négociation se tient en présence de la DIRECCTE, de la direction, des Délégués syndicaux CGT et de SUD. La direction propose toujours 0,6% d'augmentation et 250 € de prime.

Après une interruption de séance, la direction annonce 0,6% d'augmentation générale, une prime portée à 300 € et le paiement de deux journées (les fériés). Les Délégués syndicaux émettent un avis positif sur ces avancées, considérant qu'après trois semaines il sera difficile d'aller plus loin. Mais ce sont les grévistes qui décident : ils et elles votent l'arrêt de la grève.

Quelques éléments de bilan

Beaucoup d'éléments positifs :

● La grève a été massive pendant tout le conflit.

● L'unité syndicale CGT/SUD a existé du début à la fin (une fois surmontée la décision unilatérale initiale de la CGT)

● L'animation quotidienne du mouvement de grève fut importante : piquets de grève, manifestations, prises de parole, repas en commun, débats,…

● Le syndicalisme interprofessionnel a joué son rôle pour populariser la lutte, élargir le soutien : Solidaires Gard, Union Solidaires Transports, SUD-Education, CGT Gard, FSU. Des organisations politiques ont pris position en faveur des grévistes : Alternative Libertaire, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti de Gauche.

● Les organisations syndicales ont alimenté la presse, qui a régulièrement suivi la grève (*Midi-Libre, Objectif Gard, La Gazette de Nîmes*,…)

Des points négatifs, sur lesquels nous devons nous améliorer :

● Il n'y a pas eu de manifestations communes ni même de rencontres entre les salarié-es de POM et de la STDG pourtant dirigé-es par le même directeur.

● Sans pour cela s'opposer au blocage de leur dépôt tous les matins, les syndicats CGT et SUD des TCN (transports urbains de Nîmes) n'ont pas eu d'action ou de déclaration commune de solidarité ou de soutien, avec ceux de la STDG.

En guise de conclusion : La grève n'est qu'un temps de l'activité syndicale. C'est chaque jour que nous devons être organisé-es pour répondre aux attaques patronales, pour défendre nos acquis, pour refuser l'arbitraire, pour assurer notre sécurité au travail. Se syndiquer, c'est permettre cela, c'est être – ensemble – plus fort-es et imposer à la direction de nous respecter !

François Girodon (UST)
et
François Seguy
(SUD STDG 30)

Dossier psy

L'Exil ou l'Asile ... ou chronique d'une mort annoncée de la psychiatrie institutionnelle ??

Petit rappel

La psychothérapie institutionnelle est un modèle d'élaboration thérapeutique et pratique du soin utilisant, à des fins psychothérapeutiques, le lieu de rencontre et d'échange où le malade se trouve en soins.

Elle est issue, d'une part de la transformation "officielle" de l'asile traditionnel, en 1937, en "hôpital psychiatrique", reconnaissant ici, à la fois son caractère pathogène, et la singularité de la personne, la subjectivité de sa souffrance, et d'autre part, du recentrage du soin sur le patient, qui d'*objet* devient le *sujet* et acteur de ses soins.

Georges DAUMEZON, dès 1948, puis d'autres psychiatres, tels François TOSQUELLES ou Lucien BONNAFE et l'hôpital de St Alban (Lozère) ou de Fleury les Aubry (Loiret) et, plus récemment, Jean OURY à la clinique de Laborde, établirent les principes fondateurs de la psychiatrie institutionnelle, avant tout basée sur la notion de transfert, concept freudien que Jean OURY, notamment, étendra au mode relationnel de la personne psychotique, dans son rapport avec l'environnement du soin.

Introduisant la notion de transfert "dissocié" ou "multiréférentiel", Jean OURY indique comment le psychotique, qui établit avec le monde un rapport objectal singulier, ne peut transférer, à l'instar de la personnalité névrosée, sur une seule personne (le psychanalyste), mais institue des investissements particuliers, de manière partielle, sur des personnes, des objets, des espaces de soins ou d'activités thérapeutiques.

C'est à travers ce "transfert institutionnel", décrit par Pierre DELION, que le patient va révéler son mode de fonctionnement et la façon dont il s'est lui même construit.

Le repérage et la mobilisation de ces investissements va donc nécessiter des infirmier(e)s et des équipes soignantes bien formés et qui vont être à même, à leur tour, d'identifier les processus contre-transférentiels qui pourraient les traverser.

Le second point clé de la thérapie institutionnelle, qui, selon Jean OURY, "*est une méthode qui permet de créer une aire de vie où apparaissent les notions de champ social, de champ de signification et de rapports complémentaires permettant la création de champs transférentiels multifocaux*", nécessite une formation spécifique et permanente des soignants, et une organisation institutionnelle permettant d'analyser les différents processus – de résistance, de rejet, d'empathie – à travers des temps de paroles, d'analyse de pratiques, et de supervision d'équipe, autorisant notamment l'expression du "contre transfert institutionnel" décrit par François TOSQUELLES.

Il faut enfin noter que "l'institution" identifiée dans le concept de la psychothérapie institutionnelle ne concerne pas uniquement un lieu circonscrit par les murs (de l'hôpital), mais doit également s'entendre – et s'étendre – à l'espace virtuel du secteur dans cette entité géodémographique.

Qu'en est-il aujourd'hui ?? Tout d'abord la suppression de la formation spécifique d'infirmier(e)s de secteur psychiatrique (pour la mise en conformité et l'adaptation réductrice aux "normes européennes") a causé beaucoup de tort à la dimension du soin de relation. Même si le savoir s'est "universitarisé", il est loin de s'universaliser et ne se transmet plus guère … sinon à travers les processus informatisés de validation des soins !

L'information se transmet, mais ne se discute plus dans les équipes soignantes nécessairement empressées d'effectuer les "transmissions électroniques" obligatoires, plutôt que de s'interroger collectivement sur leur vécu de telle ou telle situation avec un patient. Le soin ne s'élabore plus, mais se protocolise en fonction des arbres décisionnels, des références thérapeutiques (souvent dictées par les laboratoires pharmaceutiques) et des recommandations de "bonnes prati-

ques", prodiguées par la "Haute Autorité de Santé", elle même auto proclamée comme sommet de la pyramide que constitue la hiérarchisation des soins, du " Directeur des soins infirmiers" au cadre "supérieur" de santé, en passant par le "chef" de pôle …!

Et le secteur dans tout ça ?? il semble se mourir à petit feu, de maladie dégénérative … ça et là des C.M.P. ferment leurs portes, ou plutôt sont pudiquement "réorientés vers l'intra", à mesure que les "vieux" (et" vieilles") infirmier(e)s de secteur prennent une retraite qui ne les verra plus remplacé(e)s dans leurs fonctions.

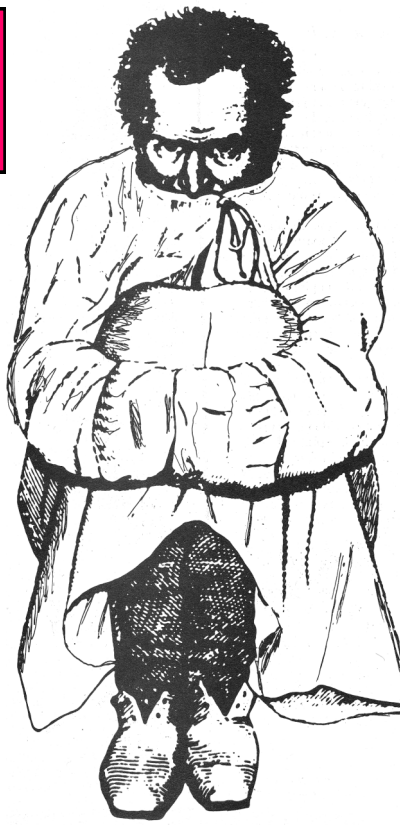
L'hôpital de Soisy-sur-Seine et son secteur (où exerça Lucien BONNAFE) n'est plus qu'une "annexe" du Centre Hospitalier Universitaire de la Pitié Salpetrière à Paris, l'Hôpital de St Alban, en Lozère est prochainement menacé de fermeture par l'A.R.S. pour "taux d'occupation des lits insuffisant " (… un comble, pour cet indicateur qui aurait , jadis, été considéré comme un indice très positif du travail de secteur … et de prévention!), et la clinique de Laborde ne survit, plus que pour un nombre très réduit de patients.

Avec force dénégations très significantes, la Ministre de la Santé nous assène pourtant que le patient doit demeurer au centre du soin … alors qu'il est de plus en plus instrumentalisé par une médecine exsangue de son savoir et de ses personnels, et qui ne sert qu'elle même – et quelques intérêts et profits particuliers ! – et que, dans le même temps, la même Ministre indique, dans la toute récente loi de santé, que la psychiatrie va être réduite "à une mission spécifique de l'hôpital".

Encore un effort, camarades, le retour vers les portes tournantes de l'asile se rapproche …! Et la transformation des infirmiers en «dompteurs de fous", (*domadores de locos*) selon le cadre sécuritaire assigné aux "soignants" de l'hôpital psychiatrique de Managua, au Nicaragua (l'un des plus grands d'Amérique latine sous Somoza) … qui pour certains "cumulaient les fonctions" et intégraient aussi les escadrons de la mort, la nuit !

Philippe Gasser

Psychiatrie : De quelles qualités des soins parle-t-on?



En début d'année 2015, le Centre Hospitalier spécialisé en psychiatrie « Le Vinatier » à Lyon a connu une longue série noire d'évènements dramatiques :

Le 28 janvier 2015, un infirmier a été blessé par un jeune de 17 ans à coups de couteau dans une unité accueillant des adolescents.

Le 30 janvier, un patient d'une unité spécifique (UHSA: unité d'hospitalisation spécialement aménagée) s'est suicidé.

Le 1er février, un patient d'une autre unité (USIP: unité de soins intensifs en psychiatrie) s'est également suicidé.

Le 11 février, un infirmier travaillant à l'USIP a mis fin à ses jours.

La politique actuelle d'austérité dans nos hôpitaux publics ne cesse de s'intensifier, ayant des conséquences dramatiques comme le montrent ces *« faits divers »* cités ci-dessus.

Cette politique, où l'objectif est de réduire les coûts des soins ne permet plus de garantir une qualité de ces soins, digne de ce nom, et met le personnel en danger en banalisant leur sécurité.

Les organisations syndicales dénoncent depuis quelques temps déjà des mesures d'économie à n'en plus finir: manque d'effectifs, mutualisation des moyens c'est-à-dire, par exemple : remplacement d'un soignant dans une unité où il ne connait même pas les patients ; équipes souvent jeunes diplômées ; des formations d'infirmières dont le contenu théorique concernant le domaine de la psychiatrie est de moins en moins étoffé.

De plus, du fait des équipes jeunes, le manque d'expérience se fait sentir selon les prises en charges et les types de pathologies rencontrées.

Les syndicats constatent un épuisement professionnel important et en augmentation depuis quelques temps déjà. Les cadres de santé lissent les plannings, c'est-à-dire déplacent les repos des agents lorsqu'il manque des soignants afin de faire des économies en évitant de demander des heures supplémentaires; par conséquent, il arrive régulièrement que les agents n'aient plus « au moins deux jours » de repos hebdomadaires consécutifs ce qui fait que les personnels sont fatigués, sans parler des contraintes liées aux horaires de travail spécifiques afin d 'assurer une continuité des soins 24H/24 dans les unités.

Le personnel soignant éprouve régulièrement du stress, de la perte du sens du travail, de la frustration, de la culpabilité pouvant conduire à des passages à l'acte extrême comme le montre l' exemple cité ci-dessus.

.

Il est important de rappeler que le soin psychiatrique demande du temps pour que l'alliance thérapeutique se fasse avec le patient mais également avec tout son entourage, de la réflexion pluridisciplinaire car le médecin psychiatre ne travaille pas seul mais bien en coordination avec d'autres professionnels de santé comme les psychologues, infirmiers, assistantes sociales, éducateurs, les mandataires judiciaires, les CMP (centre médico-psychologique), les centres d'aide par le travail, les familles d'accueil, les foyers...

La prise en charge dans le soin psychique nécessite de l'accompagnement avec parfois des rechutes et/ou des ajustements de traitements selon les patients. Cela demande du temps,

Le soin ne se réduit pas qu'à une simple prise de médicaments ou d'injection. Il est primordial de tenir compte de l'environnement de la personne soignée, c'est-à-dire s'assurer qu'il a un logement adapté, que ses revenus soient suffisamment corrects pour assurer les besoins fondamentaux.

Il est fréquent, et cela ne cesse de croître, que les soignants aient le sentiment d'être un pion dont l'on se sert pour remplacer à droite et à gauche selon les besoins dans les unités, sans se soucier de cette fameuse « qualité des soins » que l'on nous cesse de nous rabâcher!
Sans compter le nombre de lits supprimés, les services psychiatriques qui ferment, le non-remplacement de certains départs à la retraite, la fusion de certaines unités entre elles..

Une fois de plus, les syndicats dénoncent un manque de prise en compte de la spécificité qu'est la psychiatrie. La santé mentale a

toujours été la dernière roue du carrosse en médecine. Il est plus qu'urgent d'arrêter de la considérer comme telle et de mettre en place un autre dispositif de soins en psychiatrie.
Quand mettrons-nous en place une politique de soins conforme à une qualité des soins dignes de ce nom, humaines et respectueuses de la personne soignée, une politique de « prendre soin » des agents qui eux-mêmes prennent soins des autres?

En tout cas, ce n'est pas des questions que nos Directions se posent et bien au contraire, elles sont dérangeantes dans la mesure où remédier à ces dysfonctionnements coûterait de l'argent; les restrictions budgétaires, déficit de l'argent public... sont les mots d'ordre de nos Dirigeants dans tous les hôpitaux publics! Et ce n'est qu'un début paraît-il…

Sophie COLIN,
infirmière au C.H.
Mas Careiron d'Uzès

Congrès SUD-RAIL de Montpellier

Ce congrès était un congrès statutaire, sans enjeux particuliers. Une très bonne analyse de la situation du syndicat régional a été effectuée. On y constate que, suite aux résultats des deux dernières élections, nos moyens en temps et en argent ont fortement diminués. Cela nous met dans une situation difficile pour préparer les prochaines échéances ou le prochain rendez-vous que l'on doit impérativement réussir – et c'est vital ! – si l'on veut continuer à exister et mener un autre combat que celui des autres organisations syndicales qui sont, elles, dans un accompagnement des réformes patronales, pour ne pas dire dans une démarche *collaborationniste*.

Invité au congrès le syndicat de Bordeaux nous a fait une très belle déclaration (voir en annexe) qui nous rappelle nos fondamentaux. Espérons que cela fera réfléchir ou réagir certains camarades – surtout dans les nouvelles générations – momentanément égarées et que cela ne restera pas sans réponse ! Ce fut un moment de bonheur où a été évoqué, entre les lignes, **l'interpro :** là où se trouvent l'avenir et la finalité de notre action !

Faute de temps, il n'a pas été évoqué d'autres sujets (et même ceux qui étaient à l'ordre du jour n'ont pas été développés davantage).

Les retraités avaient proposé deux amendements :

- un sur le risque d'une possibilité de rétention d'information, suite à la tournure d'une phrase. L'idée était de supprimer ce qu'elle pouvait sous-entendre. Ce paragraphe évoquait comment on informe les salariés concernés de tous les documents émanants de la Direction. La phrase que nous voulions supprimer était : ***La forme de cette communication doit être adaptée à l'importance du sujet…***L'amendement a été retenu ;
- un second concernait les mandats politiques des adhérents et nous voulions rajouter aux mandats nationaux les mandants régionaux, compte-tenu de l'importance de la Région dans la gestion de notre entreprise et que cette structure aura de plus en plus de poids dans un avenir proche. Elle est d'ailleurs déjà partie prenante dans la gestion de la boîte (achat de rames de trains, directives sur leur régularité…).

Conformément à nos statuts syndicaux l'exercice de toute responsabilité syndicale exclut toute représentation politique ou religieuse (surtout lorsque l'on a un mandat).

L'article soumis au vote précisait : **On ne peut être candidat à un mandat politique ou électif national,** nous voulions donc rajouter : **régional**. Cet amendement n'a pas été retenu car il y a eu trop d'abstentions

Joël Delon (Sud rail 30)

Déclaration du syndicat Sud Rail de Bordeaux

Le syndicat des travailleurs du rail d'Aquitaine et Poitou-Charente vous remercie de votre invitation à assister à votre congrès et vous adresse ses vœux les plus chaleureux. Un congrès est une étape importante dans la vie d'un syndicat. C'est le moment de tirer le bilan de nos actions et de nos luttes, d'établir l'état de notre développement, de constater ce qui a été fait et ce qui reste à faire. C'est aussi le moment où l'analyse du présent nous permet de décider des axes futurs de construction du syndicat et d'établir les revendications sur lesquelles reposeront nos combats.

Le syndicalisme SUD Rail se développe et se construit depuis une vingtaine d'années. Nous sommes conscients du chemin parcouru malgré les embûches et les bâtons dans les roues de la part du patronat et de certaines organisations syndicales. Pour autant nous avons su convaincre un nombre grandissant de cheminots en devenant un syndicat incontournable, présent dans toutes les régions et revendiquant aujourd'hui plus de 9 000 adhérents. Pour autant nous sommes aussi pleinement conscients du chemin qu'il nous reste à faire et de nos faiblesses notamment dans la poursuite de notre implantation syndicale qui demeure très inégale comme dans l'adhésion des cheminots sur nos valeurs et nos pratiques qui reste encore minoritaire.

À SUD Rail nous défendons une spécificité syndicale qu'il s'agit d'affirmer encore et toujours. Cette spécificité c'est celle d'un renouveau syndicaliste qui rompt radicalement avec les pratiques bureaucratiques et de collaboration de classe qui gangrènent le syndicalisme et détournent les travailleurs des organisations syndicales. Cette spécificité c'est celle d'un syndicalisme de base et de lutte qui, s'inscrivant dans l'histoire du mouvement ouvrier, se veut être un outil au service des travailleurs vers leur émancipation totale. Dans la continuité de l'esprit de la Charte d'Amiens, notre syndicalisme revêt une double besogne : la défense et l'amélioration des conditions de vie et de travail des cheminots et la transformation révolutionnaire de la société pour construire une humanité libérée de la servitude du salariat et du capitalisme. Ces deux aspects sont liés et indissociables : oublier le premier, c'est se couper des préoccupations des travailleurs et se perdre dans un discours démagogique ; oublier le second c'est se résigner à un syndicalisme "responsable", à un syndicalisme de cogestion et d'accompagnement conçu comme un rouage de la machine à broyer capitaliste et s'illusionner sur un capitalisme à visage humain.

150 ans après la création de l'Association Internationale des Travailleurs, première organisation de résistance et de solidarité des travailleurs de tous les pays, nous faisons nôtre cette devise du mouvement ouvrier : "l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes". Notre syndicalisme est indépendant, indépendant des gouvernements, indépendant des partis politiques et des religions de toutes sortes. Peu nous importe la couleur du gouvernement, peu nous importent les élections passées ou à venir, peu nous importe la promesse de paradis célestes, nous avons appris des trahisons à répétitions et nous savons ne compter que sur nos propres forces. L'action directe des travailleurs, c'est-à-dire la lutte sans intermédiaires ni parasites politiciens, sans tutelle des bureaucrates et des professionnels du syndicalisme de salon doit rester notre fil conducteur. Pour cela, les assemblées générales doivent être systématiques, leurs décisions incontestables et souveraines. Les comités de grève doivent être élus et ses responsables mandatés et révocables à tout moment. Nous devons également œuvrer à la fédération des luttes, car l'union fait la force et seule l'union des travailleurs est à même de créer sur les ruines du capitalisme une société où liberté, justice, solidarité et égalité ne seront pas des vains mots et de superbes promesses mais des réalités concrètes et humaines.

Le fédéralisme est la base de notre édifice syndical. Notre fédéralisme, c'est l'union des forces syndicales (sections, structures locales, régionales...) dans le respect de leurs diversités et de leurs autonomies. Le fédéralisme, c'est un fonctionnement du bas vers le haut qui évite de recréer des hiérarchies et des bureaucraties nuisibles et inutiles et qui permet également des relations horizontales entre syndicats régionaux sans passer par le niveau supérieur. À ce titre la prochaine tournée inter-régionale commune aux syndicats de Montpellier, Toulouse et Bordeaux est un exemple concret et vivant de ce fonctionnement fédéraliste que nous voulons voir progresser. Le fédéralisme enfin, c'est le contrôle permanent de chaque adhérent sur les mandats confiés et sur l'orientation du syndicat, ce qui suppose un fonctionnement démocratique et égalitaire à tous les niveaux du syndicat, de la réunion de section au conseil fédéral.

C'est sur ces grands principes fondateurs du syndicalisme que s'inscrit aujourd'hui comme demain l'action du syndicalisme SUD Rail. Les enjeux à venir seront l'occasion de proposer nos pratiques et notre vision du syndicalisme aux travailleurs du rail.

Votre congrès s'organise dans la ville de Béziers, ville sous la coupe du Front national depuis les dernières élections municipales. Si le mouvement syndical et ouvrier a vécu douloureusement dans sa chair la réalité des fascismes et des totalitarismes, nous savons que le fascisme en tant que phénomène politique et historique est une réaction de la bourgeoisie qui se sent menacée par un mouvement ouvrier à l'offensive et qui mise sur le fascisme pour conserver ses privilèges. C'est pourquoi nous préférons utiliser les termes de populisme et de réaction pour caractériser la menace du Front national. Le Front national demeure et restera l'ennemi des travailleurs et nous pensons que la meilleure façon de le combattre est de faire vivre notre syndicalisme offensif. C'est bien le désespoir et la misère qui jettent les électeurs dans les bras du Front national. Il s'agit donc dans notre action syndicale de démasquer les populistes, conspirationnistes et réactionnaires qui détournent les travailleurs de la lutte des classes vers les impasses dangereuses du racisme et de la haine de l'autre. L'investissement antifasciste et contre le Front national de SUD Rail est nécessaire mais doit s'inscrire dans un combat plus large : la lutte pour l'égalité économique et sociale, pour l'appropriation et la gestion collective des richesses qui seules porteront le coup fatal aux fascismes et aux populismes.

Nous adressons à tous nos camarades du syndicat de Montpellier nos meilleurs vœux de lutte pour cette nouvelle année et nous vous souhaitons un congrès constructif et mobilisateur.

Vive le syndicalisme de lutte !

Vive SUD Rail !

Le syndicat SUD Rail de Bordeaux

DÉBAT

Contribution à la réflexion sur la laïcité

Les récents événements ont remis sur le devant de la scène le principe de laïcité, que les médias utilisent à tort et à travers. Bien souvent, la laïcité devient une forme de religion, sauf qu'elle est un régime juridique et non religieux. La loi définit de façon assez précise ce que la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 régit, en terme de relation entre les pouvoirs publics et les différentes religions.

Perspectives historiques

La laïcisation de l'État a été un processus lent en France. La victoire des républicains aux élections législatives de 1873, permet de renforcer la III° République et ses institutions. Aux lendemains de la défaite de Napoléon III, la République bien que restaurée ne va pas de soi. Les rapports de force ne sont pas toujours en faveur des républicains qui sont pour beaucoup marqués par un anticléricalisme prononcé. Beaucoup de Républicains sont des protestants, pour qui le *magister* n'a pas de sens, et qui verraient d'un bon œil de réduire le poids de l'Église de Rome dans les affaires de la nation.

Léon Gambetta dans son Discours de Belleville de 1875 affirme que « les affaires religieuses sont affaires de conscience et par conséquent de liberté. […] Nous ne sommes pas des théologiens, nous sommes des citoyens, des républicains, des politiques, des hommes civils : nous voulons que l'État nous ressemble et que la France soit la nation laïque par excellence. » Les Républicains souhaitent mettre fin au statut de la France « fille aînée de l'Église », en se réclamant de l'héritage de 1789 et non de celui de la monarchie. À ce moment, Gambetta fait référence à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, qui en son article X dit : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. »

En 1882, Jules Ferry met en place les lois sur l'école publique, gratuite, obligatoire et laïque. Dès cette date, le religieux est mis à l'écart de l'institution scolaire, et ce, au nom du principe d'égalité républicaine. Dans les lois scolaires, un jour, le jeudi, est laissé libre aux enfants pour recevoir une éducation religieuse, en fonction du choix des familles.

Dans la construction politique du principe de laïcité dans la société et à l'école, les républicains des années 1880 n'ont rien inventé. En y regardant de plus près, on se rend compte que la critique de l'enseignement religieux à l'école, institué par la Loi Falloux de 1850 (loi instituant un enseignement de la catéchèse dans les écoles), ne date pas des années 1880 et du triomphe du républicanisme dans la société. Lors des événements de la Commune de Paris de 1871, des dispositions concernant la laïcisation de l'école avaient été adoptées.

Un décret de la Commune, adopté à l'unanimité le 2 avril 1871 instaure la séparation de l'Église et de l'État, supprime les budgets du culte. Les communards mettent en place pour tous une école publique, gratuite et laïque. Voici donc la source d'inspiration des Ferry et Gambetta dix années plus tard ? Les relations entre les républicains et les catholiques en France au XIX° siècle sont le plus souvent tendues. Pour les républicains, les catholiques représentent une sorte « d'ennemi intérieur ». Ils semblent suivre les ordres de la papauté, et donc remettent en cause l'autorité de l'État. Avec le pontificat de Léon XIII, les rapports des catholiques avec la République tendent à évoluer. Le pape avait rédigé l'encyclique *Rerum Novarum (15 mai 1891)*, qui sert de base au socialisme chrétien, c'est d'ailleurs sur le principe de ce texte que se fondent les premiers syndicats chrétiens. Pendant le dernier tiers du XIX° siècle, la question qui se pose à beaucoup est de savoir si les catholiques, et les religions sont solubles dans la République. Et ce, malgré le fait que le Pape

Léon XIII ait recommandé aux catholiques de France de se rallier à la République en 1892.

En 1905, les républicains prennent l'initiative de rédiger une loi de séparation des Églises et de l'État. Les débats à l'Assemblée Nationale sont âpres. Le 9 décembre 1905, la loi dite de Séparation des Églises et de l'État est adoptée. Sur le fond, il s'agit d'émanciper totalement l'État des religions (catholicisme, protestantisme, judaïsme).

La loi prévoit que les bâtiments du culte construits avant 1905 appartiennent à l'État, passé la date d'adoption de la loi, les nouvelles constructions devront être financées par les fidèles. Les bâtiments devront être gérés par des associations cultuelles (statut définit par la loi de 1905), ce statut ne concerne que les lieux où les cultes sont célébrés (église et cimetière par exemple).

Le modèle de laïcité à la française vient de cette loi de 1905. Depuis lors, nous fonctionnons sur ce texte, qui n'a pas cessé d'évoluer au cours du siècle écoulé. À noter que la loi de séparation des Églises et de l'État ne s'applique pas en Alsace-Moselle, car cette région n'était plus un territoire français à cette date. Le traité de Francfort en mai 1871, le cédait à l'Allemagne.

De nos jours, malgré la réintégration de ce territoire à la nation, la loi de 1905 ne s'y applique toujours pas. En Alsace-Moselle, le statut religieux est celui du Concordat signé par Napoléon Ier et le Pape. Il demeure un code pénal particulier (certains articles sont rédigés en Allemand), dont les articles 166 et 167 prévoient des sanctions pour le blasphème et les atteintes aux offices religieux (une peine allant jusqu'à trois ans de prison). Le Concordat ne concernait que trois religions, mais aujourd'hui, les autorités alsaciennes font preuve de souplesse envers les autres confessions.

Laïcité et École

Dans le contexte scolaire, la laïcité est souvent mise en avant comme une sorte d'alpha et d'oméga de la pensée ultra-laïque. Quand on y regarde de près, ce que l'on pointe comme des manquements souvent qualifiés de graves à la laïcité n'en sont pas. La loi de 1905 se contente d'une séparation juridique des sphères.

L'État interdit le prosélytisme religieux dans l'enceinte des établissements scolaires publics et privés sous contrat d'association avec l'État. Tant qu'un élève ou un personnel ne fait pas étalage de ses convictions religieuses, opinions philosophiques (franc-maçonnerie par exemple), la liberté de conscience lui est reconnue.

L'État a créé un observatoire de la laïcité en 2013, qui rend des avis sur le sujet, et qui en se basant sur la jurisprudence actualise le mode de fonctionnement de la loi de 1905. L'orientation de l'Observatoire est donné sur son site internet : « L'Observatoire assiste le gouvernement dans son action visant au respect du principe de laïcité en France. Il réunit les données, produit et fait produire les analyses, études et recherches permettant d'éclairer les pouvoirs publics sur la laïcité. Il peut saisir le Premier ministre de toute demande tendant à la réalisation d'études ou de recherches dans le domaine de la laïcité. Il peut proposer au Premier ministre toute mesure qui lui paraît permettre une meilleure mise en œuvre de ce principe, notamment pour assurer l'information des agents publics et privés, des usagers des services publics, des élus et des représentants des cultes. Enfin, il est consulté par le Premier ministre ou les ministres sur des projets de textes législatifs ou réglementaires. »

La loi de 2004, introduit dans le Code de l'Éducation, l'interdiction du port de signes religieux ostensibles. Le travaux de la Commission Stasi (commission d'enquête parlementaire), menés auprès de chefs d'établissement aboutissent à l'adoption de cette loi, le Conseil d'État ayant invalidé les ajouts de points de règlements intérieurs sur le port du voile, il fallait pour les autorités

se doter d'une loi qui clarifie ce point dans les établissements scolaires. Il est plus que regrettable que cette loi cible prioritairement les jeunes filles de confession musulmane. On stigmatise une communauté au nom d'un principe d'égalité !

Certains *laïcards*, y compris au sein de l'institution (Éducation Nationale), ont tendance à partir du principe que la religion c'est mal, dans la logique de notre anticléricalisme quasiment ontologique. Or, c'est bien là un des problèmes, notamment en Histoire, les élèves sont complètements dépourvus de références religieuses. Les incompréhensions envers les religions sont très, voire trop nombreuses, alors que les historiens considèrent les textes des trois monothéismes comme des sources, utilisables et critiquables, et ce, sans créer de conflit.

Un retour du religieux à l'époque contemporaine

L'évolution de la société a conduit à mettre le religieux à l'écart, au moins de façon officielle et légale. Les glissements de sacralité se sont opérés vers la sphère profane, l'État a bénéficié d'une sacralisation que l'institution ecclésiale a perdu. Je citerai à titre d'exemple, le fait qu'on n'ait pas le droit de brûler le drapeau français, c'est un objet qui est considéré comme sacré.

Penser que le religieux a quitté l'espace public, est un leurre. Un universitaire de Montpellier intitulait un de ses cours « Dieu Coverboy », dans lequel, il démontre la place de plus en plus importante qu'occupent les sujets religieux/scientifiques dans la presse non confessionnelle. Malgré le fait que nous soyons un État laïc, la religion n'a jamais été aussi présente que ces dernières décennies. Souvenons-nous d'un ancien Président de la République, Nicolas Sarkozy, qui prononçait un discours au Latran, et qui fut le premier depuis longtemps à accepter le titre de « Chanoine du Latran », ou encore les accords bilatéraux signés avec la papauté par le même président, qui permet une reconnaissance des diplômes délivrés par les Universités Catholiques dans le cadre d'une équivalence avec le cadre national de nos diplômes, sachant que l'État n'a pas de droit de regard sur l'organisation des études de théologie.

Un positionnement syndical ?

En regardant dans le détail la modalité d'application de la loi de 2004 ainsi que l'interdiction aux mères voilées d'accompagner une sortie scolaire (circulaire Chatel), l'État stigmatise une communauté. La loi de 2004 au lieu d'être inclusive devient excluante.

En tant que syndicat de lutte autogestionnaire, nous soutenons une école publique, gratuite, émancipatrice, sans créer de discrimination entre les membres de la société. Laïcité, certes, mais pas à n'importe quel prix, et pas n'importe comment. La laïcité consiste à respecter le choix ou le non-choix en matière religieuse, elle ne doit pas être un totalitarisme de la pensée derrière lequel se cache un racisme inavoué et inavouable.

En guise de conclusion

Le ministère vient de recruter 1000 « formateurs en laïcité et citoyenneté » dont il a commencé la formation le 24 mars 2015, les médias ont relayé le lancement de l'opération. L'institution compte utiliser ces personnes pour former les enseignants, chefs d'établissements, CPE, etc. à la question de la laïcité. Le recrutement reste opaque (avis hiérarchique, avis inspecteurs, avis d'une commission), ce qui l'est d'autant plus concerne le fond des formations qui sont dispensées. Que cherche à faire le gouvernement dans ce nouveau dispositif ?

Dans son projet de réforme, Najat Vallau-Belkacem, veut faire de la journée du 9 décembre, un temps fort de promotion de la laïcité. Ce qui cadre avec un de ses objectifs qui veut restaurer l'autorité des maîtres en associant les élèves à la célébration des rites républicains. Je reste sceptique sur l'utilité d'une énième journée commémorative, qui risque fort d'être démobilisatrice, et qui en plus nous demandera une charge de travail supplémentaire ?

Quand on parle de laïcité aujourd'hui, il y a trop souvent en arrière plan la question de la solubilité d'un Islam de France dans la République. Un sondage parut en 2013 montrait que 71% des sondés pensaient que l'Islam n'était pas soluble dans la République ; lorsque la même question est posée suite aux événements de début janvier 2015, seuls 51% des sondés répondent que l'Islam n'est pas compatible avec la République. L'évolution des rapports et surtout de la compréhension mutuelle est bien lente, dans un pays qui reste marqué par son colonialisme latent, et un racisme qui ne veut pas dire son nom.

La laïcité est un concept difficile à manier, un spécialiste de la question disait d'ailleurs qu'il n'en existe pas de définition, il n'y a que des cas particuliers, faits de constructions historiques différentes selon les pays.

Bruno Chagniac
(SUD éducation 30)

Les révoltes logiques (5)

Les coordinations

Ces derniers temps, au cours des luttes sociales, les *coordinations* (1) sont réapparues avec leur cortège d'enthousiasme et d'incompréhension (voire carrément de censure !). Il nous a donc paru indispensable de nous interroger sur cette forme du *mouvement social.*

Un livre a paru en 1996 aux éditions *Syllepse* : *Les Coordinations, recherche désespérée d'une citoyenneté* de Jean-Michel Denis (avec une préface de Cornélius Castoriadis, ce qui n'était pas un hasard !).

Cette analyse part essentiellement des grèves de 1985, 1986 et 1988 (cheminots, instituteurs, SNECMA, Air-France, infirmières, étudiants…) ; elle aborde un peu celles de 1995, pourtant fortement influencées par les précédentes (mais plus organisées par les *comités de grève*).

Dès l'abord, la recherche s'appuie sur les fondements du phénomène et son histoire. *L'autonomie* et *l'auto-organisation* ont toujours été des pratiques du mouvement ouvrier. L'origine des syndicats (en particulier celle de la CGT) vient du rôle et de l'importance de la *1ère Internationale,* en passant par la *Commune*. Le point de départ est toujours (et jusqu'à maintenant !) l'habitude sociale de ***la solidarité***, le partage des responsabilités collectives contrôlé par les premiers intéressés dans la lutte. C'est ce que l'on a appelé ***l'autonomie*** (à l'image de la *démocratie directe* de la *Commune*). C'est un point essentiel que les auteurs du livre soulignent, car sans cela, à moins de croire à *la génération spontanée sociale*, on ne comprend rien ! Il y a toujours (et jusqu'à maintenant aussi !) cette tentative de la base (les travailleurs) de reprendre leur sort en main, ensemble, et d'organiser la lutte qui leur appartient de fait !

C'est un point très important de cette question puisque les ***coordinations*** ne se sont jamais opposées frontalement aux syndicats (comme il a été dit !) mais, au contraire, ont maintenu et développé la tradition du mouvement ouvrier dans sa *totalité*. Là est le problème !

Cette option *basiste* (cette mentalité ou *éthique* plus exactement !) - comme diraient certains qui la vouent aux gémonies (mais c'est quoi la *base* sinon nous les travailleurs ?) - va tout simplement créer les premiers syndicats (dont la *CGT*), comme on l'a vu. Et ce sont les appareils syndicaux puis le développement institutionnel des syndicats – il faut bien l'admettre ! - qui va faire taire cette tendance. D'où, et il faut le comprendre, les raisons de la méfiance qu'auront les *coordinations* envers les *bureaucraties syndicales*. Mais les choses ne sont pas aussi simples….

Cette ancienne ***mémoire sociale*** a, bien entendu, réapparu dans les années 1970, suite au mouvement de ***Mai 68*** où elle fut, passagèrement, quasi majoritaire. Mais ce relais entre les anciennes conceptions militantes et la nécessité de nouvelles a fait son chemin. Dans les années 1980 (l'époque d*e la révolution industrielle de Gauche* et son *encensement de l'entreprise* qui perdure aujourd'hui encore !), les syndicats n'ont pas réellement et précisément saisi les nouvelles divisions et conditions de travail. L'homogénéité du *prolétaire universel* s'est confrontée à la réalité : de nouveaux métiers méconnus, des situations en complet décalage avec les études nécessaires et une incompatibilité entre le travail réel et sa fonction sociale….

La première réaction des appareils syndicaux fut de dénoncer le *corporatisme* des ***coordinations*** (ce qui est en soi paradoxal !) alors qu'ils n'avaient pas suffisamment analysé cette évolution du travail et que, derrière les revendications de celles-ci, très limitées et, en apparence, *corporatistes* (au sens strict !) se dessinait une autre dynamique plus conforme à la lutte, à la réalité sociale (et aux rapports de force !).

Les ***coordinations*** issues du drame de l'incompréhension des syndicats ont fort heureusement bénéficié de *l'histoire*, du *passé des luttes,* qui demeure toujours en une ***mémoire souterraine***. Et cette dernière leur murmurait que le rôle des syndicats était encore la ***lutte***, que la *forme syndicale* (*historique*) leur appartenait en propre et qu'elle était leur ***outil de lutte***.

Comment les formes de l'*autonomie* initiale, organisées, se sont-elles transformées, tout au long de l'histoire, en délégations institutionnelles ? C'est l'un des problèmes centraux des ***coordinations***.

L'absence de reconnaissance du métier, de son utilité sociale (eu égard à la formation, aux acquis et connaissances !), son positionnement dans la société, doublée d'une dépossession pratique (impossibilité de faire entendre ces revendications), ainsi que de nouvelles formes d'exploitation, vont s'ajouter aux raisons *historiques* (***la mémoire souterraine du mouvement social***) et donner les structures de ***lutte*** que seront les ***coordinations.***

Il n'y aura pas à vrai dire un type précis de ***coordination***. A la suite des années 1970 dans l'*Education Nationale*, elles apparaissent, elles réapparaissent plus tard, surtout dans les années 1985 et 1986 (puis en 1988 avec les infirmières). A part un certain *noyau moteur* que j'ai essayé de définir, elles sont très différentes, et correspondent, plus ou moins, aux critères brièvement décrits. De surcroît, leur relation aux syndicats n'a pas été aussi simple qu'il a été dit (surtout du côté des appareils syndicaux !) et plus complexe qu'on pourrait le penser.

Les principales ***coordinations*** ont été : **les coordinations étudiantes**, **d'instituteurs** (précédées par celles des maîtres-auxiliaires des années 70) ; **les coordinations de la SNCF**, **d'Air France** et de la **SNECMA** (constructeur de moteurs d'avion) et **les infirmières**….

Ce qui distingue les coordinations est peut-être moins important que ce qui les rassemble : la recherche constante de l'unité. Ce principe constitue l'une des règles principales de leur fonctionnement. Lors des débats qui ont eu lieu au cours des réunions nationales, les bureaux des coordinations ont pour fonction d'orienter les discussions vers des positions consensuelles (p. 87).
Un second point commun aux coordinations est la revendication de **l'organisation du mouvement** qui n'aura pas exactement les mêmes effets selon les secteurs en lutte.

Le rapport aux syndicats sera également différent car, si les ***coordinations*** ne sont pas opposées aux syndicats (eux ou leurs adhérents y participent le plus fréquemment), elles n'auront pas la même attitude si la présence syndicale est importante ou non (avant ou pendant le mouvement).

Le point essentiel de ***l'autonomie*** tout aussi efficacement résolu, les ***coordinations*** vont utiliser les syndicats, leurs rôles *institutionnels* ou *juridiques* (pour alimenter les dossiers qu'elles préparent elles-mêmes). Il s'agit d'une lutte et tous les moyens doivent être donnés pour gagner, tout comme le *syndicat* qui est partie prenante du combat.

Les ***coordinations*** vont également utiliser les syndicats pour les négociations (ce qui sera le plus délicat de la part de ces derniers et créera également des différences entre les *AG*, certaines ***coordinations*** voulant négocier elles-mêmes). Ainsi l'utilisation interne de leurs syndicats, la recherche externe d'une communication optimale au moyen des médias sont également une des caractéristiques des ***coordinations.***

La question qui se pose à la suite de toutes leurs réalisations est la pérennité, **la continuité** des ***coordinations***. En fait, il n'y a pas de suite sauf l'intervention dans les syndicats (et l'attente de leur réapparition !) ou la création d'un autre syndicat comme ***Sud.*** Ou un nouveau conflit !

Mais les ***coordinations*** sont très proches (et plus que liées) au mouvement des ***comités de grève syndiqués-non-syndiqués*** responsables devant leurs *assemblées générales*, à tout ce mouvement **d'auto-organisation** qui traverse le mouvement syndical et revient par moments (une lutte précise, les grèves de 1995, le mouvement des retraites, les cheminots…).

De fait, l'engagement dans une coordination exprime à la fois une critique de l'organisation verticale des appareils syndicaux et productifs, une promotion de l'horizontalité sur la verticalité, du dialogue sur le rapport hiérarchique, de la démocratie directe sur la démocratie représentative, de la démocratie ouvrière sur la démocratie syndicale (p.159)(2).

Mais les ***coordinations*** ne sont pas non plus ce qu'elles n'ont jamais été : la solution miracle à toutes les luttes qui permettrait l'organisation collective, le déroulement de l'action revendicative et leur efficacité ultime.
De la même façon, les coordinations ne doivent pas être considérées comme des formes exclusives ; elles font partie d'un processus plus vaste d'autonomisation auquel elles participent sans forcément en exprimer la totalité (p.178).

Fredéric Miler
(Solidaires Retraité(e)s 30)

Notes :

(1) : *Dans cet ouvrage deux définitions sont proposées. La première décrit l'architecture de la forme coordination et la seconde son mode d'organisation.*
Architecture : une coordination est une structure fédérative unitaire, composée de délégués, politiques et non politiques, syndicaux et non-syndicaux, mandaté par l'ensemble des grévistes ; elle fonctionne sur le modèle de la démocratie directe – élection et révocabilité des délégués - ; elle est le porte-parole d'un groupe ou d'une catégorie sociale donnée qu'elle encadre et unifie.
Mode d'organisation : on appelle coordi-

nation un mode d'organisation et de représentation « légitimant » qui fait exister le groupe, en est le représentant officiel, dans lequel les acteurs sociaux témoignent d'un désir d'unité (surmonter les divisions syndicales), d'une volonté d'autonomie (besoin d'indépendance à l'égard des partis ou des organisations et par l'imbrication de l'individuel dans le collectif), d'auto-organisation (organisation de la lutte par les acteurs eux-mêmes), de participation (démocratie directe et refus du « suivisme ») et de vigilance à l'égard des organisations syndicales mais aussi de leurs représentants, tous ces facteurs constituent un tout à l'intérieur duquel chacun d'eux dépend de tous les autres et n'est ce qu'il est que dans le rapport qu'il a avec eux.
(Jean-Michel Denis : *Les Coordinations, Recherche désespérée d'une citoyenneté*, Ed. Syllepse, p.21).

(2) : Si la forme coordination, comme le pense T. Negri, représente la condition pour que les luttes s'engagent, elle est, de la même façon, la condition nécessaire de la prise en charge par de nombreux grévistes de toutes sortes d'actions, qu'elles soient mineures ou non (*idem* p.112).

QUESTIONS : Que pensez-vous de l'expérience des ***coordinations*** auxquelles vous avez participé ? Quel a été d'après vous le point de départ de ce moyen de lutte ? Quelles en étaient les principales revendications ? Comment étaient-elles organisées démocratiquement ? Quels furent leurs rapports avec leurs syndicats respectifs, avec les confédérations ? Quels souvenirs de lutte en retenez-vous surtout ?
Toutes ces questions peuvent se terminer par celle-ci : pensez-vous, dans la situation actuelle, que les ***coordinations*** existantes devraient se développer et que de nouvelles coordinations devraient apparaître ? ■

Témoignage de Dominique, cheminot parisien

Tu sais que la grève de 86 a débuté au dépôt d'antenne traction P.N.O., je faisais la réserve avec deux autres collègues, nous avons discuté de la grille au mérite que la direction voulait nous mettre dans la gueule et à l'époque nous étions encore soudés les conducteurs, nous discutions avec tous les collègues qui passaient et aucun ne voulait de cette grille, je suis allé chercher des grandes feuilles de roulement en titre, je me souviens encore TOUS les collègues qui signent cette pétition sont d'accord pour aller JUSQU'AU-BOUT, annulation pure et simple de cette grille au mérite, tous l'ont signée cette pétition, tous étaient sidérés et c'est Denis qui s'est chargé de trouver un responsable syndical CFDT pour signer un préavis de grève, car Michel Devacht délégué à l'antenne n'a pas voulu se mouiller. Je crois que c'est Jacquin qui a signé — demande à Denis — je ne me souviens plus....la grève a débutée le 18/12 à 00h00 illimitée. Je ne suis pas rentré chez moi de 4 jours, pas le seul, je n'avais jamais vu autant de monde au piquet de grève...

La CGT faisait la gueule, tous les responsables syndicaux faisaient la gueule, ils ne géraient pas cette grève, pendant plus de 10 jours nous étions les seuls maîtres à bord, tous les matins nous votions la reconduction à 100%, la CGT par l'intermédiaire des coordinations a repris la main de ce mouvement, j'étais écoeuré par certains, car Denis, Gérard, Jean-Michel des briscards anarchisants dont moi et d'autres dont j'ai oublié les noms voulions étendre le mouvement à toutes les catégories professionnelles, enseignants, EDF, postes etc...

Nous faisions venir tout le monde à nos réunions, les coordinations n'ont pas voulu à Paris étendre, de plus les coordinations étaient devenues catégorielles, fermées aux autres cheminots, j'ai vu que ça se barrait en couilles, début janvier je n'y croyais plus, mais j'ai continué la grève jusqu'au bout, je ne voulais même pas reprendre le boulot, c'est à ce moment que je me suis rasé la barbe et les cheveux... J'ai continué toutes les grèves, je n'en loupais aucune, mais je ne participais plus, avec un pote nous partions en vacances d'ailleurs.

Une fois nous étions partis dans les Pyrénées, le matin on téléphone au dépôt pour se déclarer grévistes...le préavis avait été suspendu la veille 'Absence illégale ' mais bon ils ont été sympa, j'ai des congés à la place, je n'ai même plus envie de parler de tout ça c'est le passé… ■

Genèse d'un mouvement social
" Les coordinations " à la SNCF

Le texte qui suit essaye de rendre compte le plus fidèlement possible du débat qui a eu lieu entre retraités et qui avait pour thème : est-ce que les coordinations correspondent à une défiance vis-à-vis des confédérations syndicales ?

Il y a eu de nombreuses coordinations durant la grève de l'hiver 86/87, mais nos échanges ont surtout concerné celles qui se sont créées sur Paris et les régions parisiennes.

Les points de vue sont différents selon les participants, à l'intérieur d'une même coordination : cependant, pour tous les cheminots qui y ont pris part, à un degré ou à un autre, l'expérience mérite d'être relatée, ne serait-ce qu'en raison de toutes les actions menées et débats qui ont eu lieu pendant ce mouvement où les AG ont animé la grève.

Avec l'arrivée de la gauche au gouvernement en 1981, on assiste au lent déclin du monde syndical, trop lié au monde politique. Certains syndicalistes collaborent même avec le gouvernement (1981- 1982). La SNCF, service public, est alors transformée en un Etablissement Public Industriel et Commercial : EPIC. C'est le début de la fin

De mai 1981 à août 1984, le Ministre des Transports du gouvernement « *de gauche* » n'est autre que le communiste Charles FITERMAN qui osa qualifier les cheminots de Villeneuve St Georges de « provocateurs » en novembre 1981.

De même, lors des grèves de mai 1984 ils se verront qualifiés ainsi par Mr. Krasucki (leader de la CGT), Bergeron (patron de FO) et Bérégovoy, futur premier ministre.

Une grève «sauvage» - sans préavis - des conducteurs de Chambéry s'est étendue en deux jours à tous les dépôts de France en septembre 1985. Rappelons le mouvement spontané des étudiants (manifestations contre la loi DEVAQUET) en novembre 1986 qui aboutit à la mort de Malik OUSSEKINE.

C'est le ras-le-bol de 14 journées de grève carrée, sans lendemain, en 1986 qui imprègne les esprits.

Le 18/12/1986 part de Paris-Nord le grand mouvement qui aboutira, entre autres, à l'éclosion des coordinations à la SNCF. Ce mouvement, parti de Paris Nord et Rouen, voulait mener l'action en dehors des syndicats, mais il avait besoin d'une signature pour

le dépôt du préavis. La CFDT est appelée, et à la suite de quelques aimables sollicitations envoie Michel Desmars qui répond :

« Faites une AG et on décidera ! ». Michel considère qu'un syndicat n'est pas là pour empêcher les salariés de faire grève et, suite à l'AG, dépose le préavis sur Paris Nord.

Mais beaucoup de cheminots se sont déjà mis en grève spontanément. Un peu partout, en toute illégalité, le conflit démarre et on voit même la CGT faire des piquets « anti grève » ! Chez les conducteurs, la puissante FGGAC (syndicat autonome) est totalement dépassée. Sur Chambéry, un mouvement très puissant émerge et partout de nombreux militants syndicaux sont complètement désorientés.

La direction de l'entreprise réagit très vivement et envoie l'encadrement avec pour mission de tempérer l'ardeur des grévistes (votre mouvement est illégal), voire de les menacer. Mais c'est trop tard. Le ras-le-bol des cheminots, quel que soit leur métier, est bien trop profond pour pouvoir être jugulé.

Une CFDT ultra-minoritaire réussit à faire basculer tout Paris Nord. Les piquets de grève se mettent rapidement en place.
Certaines centrales syndicales deviennent pratiquement invisibles. Après avoir été sourdes aux revendications, elles deviennent muettes. Des Comités de Grève, révocables, comprenant syndiqués et non-syndiqués se mettent en place au sein des AG.

C'est la démocratie ouvrière, par opposition à la démocratie syndicale ; c'est la volonté de construire un mouvement en restant unis, la volonté de se prémunir des divisions syndicales. Si on veut faire quelque chose qui puisse aboutir, passons-nous des syndicats qui sont totalement débordés et qui ne peuvent maîtriser la grève.

Tous les services, tous les métiers, toutes les régions sont ensemble, participent ensemble aux AG, au COG : la solidarité doit être la force du mouvement. Toutes les structures (gouvernement, médias et syndicats) sont bousculées puisqu'il n'y a plus les interlocuteurs classiques et qu'on ne connaît pas de véritables « meneurs ».

Sur le terrain, les gens ne se sentent plus représentés par les Confédérations et s'interrogent sur une organisation qui permette l'émergence de nouveaux mouvements.

Plusieurs mouvements spontanés ayant eu lieu avant la grande grève, cela avait engendré une véritable dynamique qui a permis la coordination et la structuration du mouvement. La CGT, dès le début, fait le jeu de la Direction : bien sûr, il y a les nombreux piquets « anti grève », mais en plus elle affirme aux grévistes qu'ils ne seront ni reconnus, ni légitimés et que leurs revendications ne seront pas portées. La CFDT, elle, a couvert légalement les cheminots (même si de nombreux foyers d'incendie se sont déclarés avant le dépôt du préavis) et a permis à des non-syndiqués d'assister aux premières négociations.

Il est arrivé que sur un même site, deux coordinations se créent : une ADC* et une autre inter-services**. Les premiers signes de dissension apparaissent. Des réunions purement CGT ont lieu d'un côté, pendant que de l'autre, un COG*** qui ne représente plus l'ensemble des grévistes tente de maintenir la flamme. Mais il y a trop de « déserts » dans la grève. La reprise du travail mine le mouvement qui s'essouffle.

La Direction joue les syndicats contre les grévistes et accorde des chartes régionales généreuses sur la représentativité (en Languedoc-Roussillon, à Limoges et sur PACA notamment) grâce auxquelles l'Organisation Syndicale qui représente plus de 50 % des cheminots se voit attribuer des droits et moyens incroyables. Certains délégués sont totalement détachés de la production.

On voit donc qu'une des questions majeures qui se sont posées pendant ce conflit est celle de la représentativité : qui représente qui, sur quel mandat ? Dans les COG, tout le monde avait droit à la parole et toutes les paroles avaient la même valeur. La bureaucratisation des OS avait été mise en avant et l'affaiblissement du poids et du pouvoir des syndicats n'a pas entraîné de modifications de leurs structures, et encore moins de leurs bureaucraties qui prospéraient.

Les coordinations,
nous avons toutes et tous
à y gagner.

Claude Cordel
(Liaison des retraité-e-s SUD-Rail de Montpellier)

*ADC = Agent de conduite des trains.

** Tous les autres services (administratif , exploitation, équipements)

*** COG = Comité d'organisation de la grève.

LE BUREAU DE LA COORDINATION NATIONALE INTERCATEGORIE S'ADRESSE A TOUS LES CHEMINOTS.

NOS REVENDICATIONS DEMEURENT

NOTRE FORCE ET LES POSSIBILITES DE LES OBTENIR RESTENT INTACTES

Cheminots,

Les cheminots n'ont pas eu satisfaction sur leurs principales revendications. Mais ils ne sont ni défaits ni vaincus. La direction de la SNCF et derrière elle le gouvernement se tromperaient lourdement en croyant le contraire. Si nous avons cessé la grève, nous ne sommes nullement démoralisés. Et les réactions qui ont suivi immédiatement la fin de cette grève l'ont démontré : de Nevers à Narbonne, en passant par Nanterre, et dans bien d'autres endroits encore, des camarades ont à nouveau posé le sac ou débrayé à la première menace de sanction pour fait de grève. Les cheminots sont bien toujours décidés à ne pas se laisser faire . La SNCF n'a pas intérêt à réprimer, ne serait-ce que quelques uns d'entre nous.

Nos revendications demeurent : les salaires, les conditions de travail, les effectifs (sans oublier le paiement des jours de grève). Il faudra bien les satisfaire puisqu'elles sont légitimes.

Les cheminots ont montré qu'ils ne supportaient indéfiniment de subir des coups sans répondre. Ils ont montré qu'ils savaient riposter et se battre. Ils ont montré qu'ils pouvaient faire peur. Maintenant pour être plus forts, mieux préparés,pour faire encore plus peur, puisqu'il semble que ce soit nécessaire pour faire céder nos adversaires, il nous faut aussi tirer les leçons de cette grève.

D'abord, nous savons maintenant que la base - c'est à dire l'ensemble des cheminots du rang, syndiqués de toutes tendances et non-syndiqués - peut décider, organiser, étendre la grève, même une grève à l'échelle nationale. Car cette grève, une des plus grandes grèves des cheminots de ce pays, c'est la base qui l'a voulue et qui l'a faite, alors que les Fédérations syndicales, sans exception, ont traîné les pieds et rechigné ou même s'y sont carrément opposés au début.

Nous savons aussi que les grévistes peuvent s'organiser, indépendamment des directions syndicales : en assemblées générales quotidiennes souveraines de tous les grévistes, en comités de grève élus par tous les grévistes, syndiqués et non syndiqués, en coordination qui regroupe les représentants des différents secteurs et établit le lien nécessaire entre eux.

On nous disait que tout ceci était impossible à faire sans l'aide des Fédérations syndicales qui en ont la possibilité mais qui n'en n'ont pas la volonté. Les cheminots de la base l'ont fait malgré l'opposition de ces Fédérations syndicales ; les cheminots de la base, c'est à dire les grévistes syndiqués et non-syndiqués, mais aussi beaucoup de militants syndicaux, tous ensemble.

Cette fois-ci, cette organisation des grévistes eux-mêmes était malheureusement encore trop faible. Les comités de grève n'existaient pas dans beaucoup de secteurs. Beaucoup de secteurs n'étaient pas représentés à la Coordination. C'est pour cela que les directions syndicales - elles qui n'avaient rien fait pour démarrer la grève - ont pu manoeuvrer pour y mettre fin alors que les possibilités de celle-ci n'étaient nullement épuisées. Car il y a eu toutes sortes de manoeuvres pour torpiller la grève: affirmations répétées qu'on ne pouvait rien obtenir de plus (pourquoi donc ?), vote à bulletin secret qui permet toutes les magouilles y compris de faire voter quelquefois les chefs non-grévistes, minorités qu'on a poussé à reprendre le travail pour démoraliser la majorité et avant de connaître la décision de la majorité, reprise

enfin secteur après secteur de façon à effilocher la grève sur quatre ou cinq jours au lieu d'organiser la continuation du mouvement. Oui, tout y est passé. Et certainement des milliers de cheminots grévistes sauront s'en souvenir.

La première leçon de tout cela, c'est qu'il faut dorénavant que l'organisation de la grève soit encore plus complètement entre les mains des grévistes et sous leur contrôle. Alors il ne pourra y avoir de magouilles de personnes, ni de la SNCF, ni du gouvernement, ni d'aucune direction syndicale.

La deuxième leçon c'est que nous devons surtout éviter de nous laisser diviser par catégorie . Nous avons tous, roulants et sédentaires, fondamentalement les mêmes intérêts.

Nos revendications, même lorsqu'elles sont exprimées différemment, sont fondamentalement les mêmes : les conditions de vie et de travail, les salaires, les effectifs. Nous avons vu dans cette grève qu'aucune catégorie ne peut tirer son épingle du jeu toute seule contre ou sans les autres. Les agents de conduite eux-mêmes qui étaient le fer de lance du mouvement n'ont pu gagner tous seuls.

Ce que la direction de la SNCF comme le gouvernement et les patrons en général craignent, c'est la force et le nombre des travailleurs. C'est bien plus important encore que le rôle technique de telle ou telle catégorie dans le fonctionnement de la SNCF.

Alors, souvenons-nous où est notre force : dans notre union entre toutes les catégories de cheminots, de tous les services et même dans l'union des cheminots avec les autres travailleurs. Si nous savons établir celà, personne ne pourra s'opposer à notre volonté.

Voilà les leçons de notre mouvement. D'un mouvement dont nous pouvons être fier puisque nous avons montré notre dignité, d'un mouvement qui comptera certainement pour l'avenir, y compris l'avenir proche.

Nous ne sommes pas vaincus. Nos revendications demeurent. Notre force et la possibilité de faire céder la SNCF et le gouvernement restent intactes.

Ivry, le 14 janvier 1987

LE BUREAU DE LA COORDINATION NATIONALE INTERCATEGORIE

POUR PRENDRE CONTACT, TELEPHONES : 45 84 90 55 - 45 82 40 47 - 45 82 40 46

POUR DISCUTER DE NOTRE MOUVEMENT
POUR EN TIRER LES LEÇONS
POUR PREPARER L'AVENIR

LA COORDINATION NATIONALE INTERCATEGORIES INVITE TOUS LES CHEMINOTS A UNE

REUNION
SAMEDI 17 JANVIER
A 15 HEURES
BOURSE DU TRAVAIL

3, RUE DU CHATEAU D'EAU - PARIS (Métro REPUBLIQUE)

Convergences et Utopie

A l'initiative de plusieurs organisations (AC !, ADEROC, Attac, CNT-SO, Confédération paysanne, DAL, FASTI, MNCP, Union syndicale Solidaires) un Forum des mouvements sociaux s'est tenu le 28 février 2015.

L'ambition était de réunir une palette assez large de mouvements sociaux engagés dans des luttes contre les inégalités, les précarités, les discriminations, les urgences écologiques.

L'objectif était aussi plus globalement de construire des convergences et des actions communes porteuses d'un projet de transformation sociale.

Le bilan en termes de participation est modeste puisque une centaine de personnes seulement étaient présentes. En revanche la diversité des associations et des mouvements représentés a permis un brassage des expériences et des points de vue. La présence d'un camarade grec animateur du collectif Solidarité France Grèce santé, dont sud Santé/sociaux est membre, et celle d'une militante italienne, ont contribué à enrichir la réflexion sur les pratiques sociales telles que la « grève sociale » et les expériences autogestionnaires. Les thématiques des ateliers, sur les inégalités et la précarité ; la transition écologique, la lutte des migrant-es du Nord et du Sud, tracent les lignes des combats à mener.

Pour ce faire nous avions décidé d'une part d'appuyer les mobilisations existantes comme les manifestations du 9 avril contre l'austérité, la manifestation anti raciste du 21 mars, ou encore celle prévue par le DAL lors de la fin de la trêve hivernale. Nous avions aussi l'ambition de se donner la perspective commune de construire une mobilisation nationale faisant converger nos forces et nos exigences sociales.

Force est de constater que nous n'avons accompli qu'une infime partie de nos objectifs. La solidarité d'action entre nos mouvements existe mais épisodiquement et quant au débouché national à nos luttes, on est loin du compte.

En réalité, cela n'est pas surprenant. Après des décennies de défaites sociales et d'hégémonie de la pensée unique libérale, il faudra du temps pour reconstruire une force sociale collective porteuse de réponses alternatives.

Cependant, toutes les initiatives, toutes les expériences de résistances, même les plus modestes, sont autant de points d'appui pour maintenir l'esprit de combat face aux dégâts du capitalisme et à la montée des courants totalitaires d'extrême droite.

C'est aussi pour cela que nous avons besoin à Solidaires de prendre le temps, en dehors de l'activité syndicale quotidienne, d'approfondir notre réflexion sur les questions essentielles qui fondent notre projet de transformation sociale. C'est le sens du rendez-vous désormais annuel des Utopiques.

Les Utopiques

Quelles réponses alternatives à la mondialisation capitaliste qui telle une pieuvre étend ses tentacules sur toute la planète ? Quel modèle écologique pour en finir avec le productivisme ?

Comment convaincre une majorité des forces sociales qu'une autre organisation sociale de la cité

est possible et qui leur appartient de la bâtir ? Quelles leçons tirer des expériences sociales passées et présentes pour prendre ce qu'il y a de meilleur pour le bien commun ?

Ce ne sont pas des questions abstraites loin des tourments de la vie quotidienne, ce sont LES questions qui sont à la source des injustices sociales, du désastre écologique et du déni démocratique.

Les quelques deux cents participant-es à la session des Utopiques de mai 2015 ont réfléchi sur ces questions avec l'apport d'intervenant-es extérieurs passionné -es par leur sujet.

Alain Bihr, économiste et sociologue, nous a proposé une lecture des défis que pose le processus de mondialisation notamment du point de vue des conditions politiques de la lutte des classes et Jade Lindgaard a exposé les questions soulevées par la transition écologique, tant du point de vue de l'emploi que des pratiques sociales alternatives.

On retrouvera leurs interventions dans le numéro 2 de la revue de Solidaires Les utopiques.

Les débats en plénières et en ateliers, ont permis de revenir sur les questions stratégiques et les axes revendicatifs posés par ces deux thématiques, notamment celle de l'autogestion, nouvellement reprise lors du dernier congrès nationale de Solidaires, et sur laquelle la réflexion doit se poursuivre.

Il revient à chaque militant et militante de mettre à profit ces temps privilégiés pour mieux repartir au combat et être les « passeurs » d'un idéal collectif.

Catherine Lebrun
(Solidaires, SN)

La revue *Les utopiques*

«Les Utopiques», cahier de réflexions bi-annuel, de l'Union syndicale Solidaires, a été lancé fin mai 2015. La revue vise à compléter les outils Solidaires de diffusion des idées et des pratiques.

Elle a pour ambition de proposer à la fois des analyses théoriques et des expériences pratiques vécues par les mouvements sociaux notamment syndicaux. Elle s'inscrit dans la perspective de profonde transformation sociale à laquelle Solidaires travaille.

De multiples thématiques sont abordées :
-L'évolution du capitalisme et ses effets sur le salariat, les services publics, les stratégies syndicales,
-l'enseignement des luttes syndicales, l'autogestion,
-L'évolution du droit et le syndicalisme, le féminisme et toutes les oppressions,
-l' histoire du mouvement ouvrier, la transition écologique, etc…

Les abonnements sont individuels afin que la revue puisse réellement être lue par de nombreux militant-e-s., mais une commande en nombre par les structures militantes est également utile pour les réunions publiques, la diffusion auprès de militant-es syndicaux d'autres organisations syndicales intéressé-es

N'hésitez plus à vous abonner et à faire abonner !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Les utopiques
CAHIER DE RÉFLEXIONS
DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

→ 2 ANS / 4 NUMÉROS = 20€

NOM / | PRÉNOM /

ORGANISATION / (*facultatif*)

ADRESSE /

CP / | VILLE /

TÉL /

COURRIEL /

Nombre d'abonnements : x 20€ soit la somme de : €
Règlement par chèque à l'ordre de Union syndicale Solidaires / Les utopiques - 144, boulevard de la Villette - 75019 PARIS

Les utopiques — Union syndicale Solidaires

Sommaire

4 ÉDITO
6 NOTRE SYNDICALISME DE TRANSFORMATION SOCIALE, ANTICAPITALISTE, INTERNATIONALISTE
20 DÉMOCRATIE ET FINANCE
40 LE SYNDICALISME CONTRE LE FASCISME
48 ALLEMAGNE: À PROPOS DE PEGIDA
52 FEMMES ET EXTREME DROITE
62 LES NOUVEAUX ANTISEMITES
70 FASCISME ET GRAND CAPITAL
78 LE DROIT DE PROPRIÉTÉ EN QUESTION
78 LE DROIT DE PROPRIÉTÉ EN QUESTION
90 L'ANTHROPOCÈNE ET SES LECTURES POLITIQUES
100 UNE HISTOIRE SYNDICALE DE L'ENVIRONNEMENT
108 LA DÉMOCRATIE EST-ELLE SOLUBLE TOTALEMENT DANS LA REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE ISSUE DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES?
112 LES ALÉAS DU DROIT DE GRÈVE
124 LE DÉTACHEMENT DES SALARIÉS DANS L'UNION EUROPÉENNE
130 INTERNET ET DÉMOCRATIE
134 LA LOI SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ DES ORGANISATIONS SYNDICALES. PREMIER BILAN
142 ÉLOGE DES SYNDICATS

PALESTINE

Jérusalem : du mythe au nettoyage ethnique

Le 7 juin 1967, l'armée israélienne s'emparait de Jérusalem Est. Cette conquête fut sanglante. Les lieux où, par centaines, les soldats jordaniens sont tombés, ont été nettoyés et leur mémoire a été oubliée.

Les sionistes fêtent le 7 juin, niant plus que jamais l'histoire, la dignité et la mémoire du peuple palestiniens. C'est ainsi qu'aura lieu le 7 juin 2015 à Montpellier la *39e journée de Jérusalem.* Ces festivités négationnistes sont indignes. Dans son livre *« Comment la terre d'Israël fut inventée »*, l'historien israélien Shlomo Sand, qui faisait son service militaire, décrit le messianisme dévoyé qui s'empare de l'armée et de la population israélienne au moment de la conquête.

L'annexion

Par milliers, croyants ou pas, les Israéliens affluent au Mur des Lamentations, qui est le vestige du mur de soutènement (dit mur occidental) du deuxième temple détruit par Titus en 70 après Jésus -Christ. Pourtant, il semble bien que ce mur ait été construit très peu de temps auparavant, alors que la Judée avait déjà été totalement soumise par les Romains, ce qui rend peu compréhensible sa valeur symbolique.

Dès la prise de Jérusalem-Est, la chanson « Yéroushalayim shel zahav » (= Jérusalem d'or) de Naomi Shemer, devient un « tube » mondial. Le dernier couplet célèbre « la réunification » de Jérusalem.

Très vite, la ville est annexée par un vote de la Knesset (le Parlement israélien) et Jérusalem devient par ce texte la « capitale indivisible » de l'Etat d'Israël (statut qui ne sera pas reconnu par la grande majorité des pays). La propagande présentera désormais Jérusalem comme le symbole exclusif du judaïsme.

La partie annexée est 10 fois plus grande que la Jérusalem jordanienne : elle va de Ramallah à Bethléem et coupe en deux la Cisjordanie rendant impossible tout « Etat palestinien » sur le reste des territoires occupés. Ce « grand Jérusalem » annonce déjà la colonisation.

Du mythe à la réalité

Les fondateurs du sionisme, dans leur majorité, n'étaient pas croyants. Mais ils ont utilisé la Bible comme un livre de conquête coloniale. Ils ont considéré que les faits décrits dans la Bible étaient des événements historiques qui justifiaient leur « retour » après un long exil. On sait aujourd'hui que cette théorie de l'exil et du retour est une fiction.

En ce qui concerne Jérusalem, les faits décrits dans la Bible concernant le « royaume unifié » de David et Salomon sont tout à fait légendaires. L'archéologie est têtue : à l'époque présumée de ce royaume, Jérusalem était un village de l'âge de fer d'au plus quelques centaines d'habitants. Le grand temple, la reine de Saba, c'est une belle histoire, mais c'est une légende. S'il y a eu un roi David, c'était tout au plus un conducteur de troupeaux.

Pourtant aujourd'hui, dans le quartier palestinien de Silwan, on détruit des maisons, on expulse par milliers les habitants, on arrête les résistants au nom du roi David. L'occupant a déclaré que ce grand roi avait vécu là. Alors on construit la maison du roi David, le parc du roi David, le musée du roi David et on « judaïse » ce quartier à coup de bulldozers et d'expéditions policières punitives.

Pour essayer de « prouver » que les archéologues et les historiens ont tort de nier l'historicité du récit biblique, le gouvernement israélien multiplie les provocations en creusant des tunnels sous l'esplanade des mosquées. Tout ce qui est découvert est très antérieur ou très postérieur à la période mythique.

Jérusalem et les Juifs

Après l'écrasement de la dernière grande révolte juive (Bar-Kokhba, 135 après Jésus-Christ), la ville a été rasée et interdite aux Juifs. La population de la région s'est en majorité convertie au christianisme, puis, après la conquête arabe du VIIe siècle en majorité à l'islam. Après la prise de la ville par les Arabes en 637 après Jésus-Christ, le calife Omar a autorisé les Juifs, jusque là bannis par les Byzantins, à revenir à Jérusalem.

Deux mosquées (al-Aqsa et le Dôme du Rocher) ont été construites sur la colline où se trouvait le temple détruit et la ville est devenue un lieu saint de l'islam. Le christianisme a fait de Jérusalem un symbole. Les pèle-

rinages chrétiens se sont multipliés et la « délivrance du Saint-Sépulcre » a servi de prétexte aux Croisades.

Pour les Juifs, rien de semblable. Quasiment aucun pèlerinage. La religion juive est une religion messianique de l'exil. Pour les Juifs orthodoxes (harédis), le retour à Jérusalem avant l'arrivée du Messie est interdit.

« L'an prochain à Jérusalem », ça ne veut pas dire « ôte-toi de là que je m'y mette, je vais construire un Etat à Jérusalem », ça exprime simplement le souhait de l'arrivée prochaine du Messie.

Après 1492, quand les Juifs chassés d'Espagne sont accueillis par l'empire ottoman, leurs principales destinations seront Salonique, Smyrne, Sarajevo. Certains s'installeront en Galilée (à Safed) mais pas à Jérusalem qui est une conquête récente ottomane.

C'est vers 1800 que quelques Juifs venus principalement de Pologne ou du Maroc s'installent à Jérusalem. Ils sont très religieux et se regroupent dans le quartier de Méa Sharim.

La propagande sioniste essaie aujourd'hui de dire à coup de pseudo recensements, que les Juifs sont majoritaires à Jérusalem depuis 200 ans. Double invention. La mère de Leila Shahid, Sirine Husseini (décédée en 2008) décrit la municipalité de Jérusalem que dirigeait son père où musulmans, chrétiens et juifs cohabitaient en bonne intelligence au conseil municipal. Les Juifs palestiniens n'étaient pas sionistes, ils craignaient que cette idéologie n'affecte les bons rapports qu'ils avaient avec les musulmans et les chrétiens.

D'un nettoyage ethnique à l'autre

Le plan de partage de 1947 avait prévu que Jérusalem serait internationalisé (au milieu de l'Etat palestinien) et serait la ville sainte des 3 grandes religions monothéistes.
Depuis les années 30, il y avait un accord secret de partage de la Palestine entre les sionistes et la dynastie hachémite (le roi de Jordanie, lire à ce sujet *La guerre de 1948 en Palestine* d'Ilan Pappé).

Dans le grand Jérusalem, la colonie de Har Homa

C'est parce que la future armée israélienne violait cet accord en attaquant un à un tous les villages palestiniens entre Tel-aviv et Jérusalem que la légion arabe jordanienne est entrée en guerre. Le 9 avril 1948, les milices fascistes de l'Irgoun (dirigée par Menachem Begin) et du groupe Stern (dirigé par Yitzhak Shamir) ont massacré la population civile du village de Deir Yassin situé à 5 Km du centre de Jérusalem. Le but était de provoquer l'exode de la population palestinienne.

Quand la guerre a éclaté officiellement le 15 mai 1948, la quasi-totalité des Palestiniens habitant l'Etat donné par l'ONU aux Juifs avaient déjà été contraints à l'exil.
Deir Yassin fait partie des centaines de villages palestiniens rayés de la carte. C'est en face de là que les Israéliens ont construit le musée du génocide nazi Yad Vashem. Sur le territoire de Deir Yassin, il y a aujourd'hui le « nouveau quartier » de Givat Shaul. Le tunnel routier qui passe en dessous s'appelle Menachem Begin (du nom de l'assassin). Et les victimes de l'attentat antisémite de la Porte de Vincennes ont été enterrées au cimetière de Givat Shaul. Quel symbole !

Pour avoir les mains libres à Jérusalem, les terroristes du groupe Stern assassinent le 17 septembre 1948 le représentant de l'ONU Bernadotte et son adjoint, le colonel Sérot. Les assassins parfaitement identifiés seront intégrés dans le premier gouvernement israélien d'union nationale.

Jérusalem-Ouest, agrandie avec les « nouveaux quartiers », est vidée de toute présence palestinienne. Des nouveaux immigrants s'y installent.

Au moment de l'armistice de 1949, la partie Est de Jérusalem échappe aux Israéliens. Elle contient la vieille ville et quelques quartiers autour. Jérusalem-Est est annexée par la Jordanie. Il n'y a qu'un seul point de passage (surtout pour les pèlerins) entre les deux parties de la ville, c'est la porte Mandelbaum. Et pour accéder à Jérusalem-Ouest, malgré les nombreux villages rasés, les Israéliens doivent contourner l'enclave de Latrun restée jordanienne.

Sous une grande tente à Silwan, les habitants expliquent leur lutte

En 1949, Ben Gourion avait été accusé par la « droite sioniste » de ne pas avoir conquis toute la Palestine mandataire. Il s'était justifié en expliquant que ce n'était que partie remise. En juin 1967, les sionistes sont maîtres de toute la Palestine. Environ 250000 Palestinien-ne-s sont expulsé-e-s, s'ajoutant aux millions de réfugié-e-s. Et à Jérusalem Est, le nettoyage commence.

Effacer la présence et la mémoire palestiniennes

Dès la conquête, la vieille ville est séparée en quatre « quartiers » : chrétien, arménien, musulman et juif. Dans le quartier juif, toute la population palestinienne est expulsée. Elle est remplacée par des riches venus d'Israël ou des Etats-Unis.

On trouve dans ce quartier juif qui jouxte le Mur des Lamentations un musée sur les gens expulsés en 1948 et leur martyr. Il ne s'agit pas des 800 000 Palestinien-ne-s chassé-e-s au moment de la Nakba, mais des quelques centaines de Juifs qui vivaient dans la partie de la Palestine qui a été jordanienne entre 1948 et 1967. La manipulation de la mémoire est en marche.

Très vite, les Israéliens vont réquisitionner des terres qu'ils affment « vacantes » pour construire des « nouveaux quartiers ». Ils ont pour nom Ramot, Atarot, Gilo, Pisgat Zeev et, plus loin du centre, Gush Etzion et Maale Adoumim.
Har Homa était une splendide forêt entre Bethléem et Jérusalem. Elle a mystérieusement brûlé le premier jour des discussions entre Yasser Arafat et Ehud Barak. C'est aujourd'hui une colonie en pleine extension, prévue pour 30000 habitants et qui sépare totalement Bethléem de Jérusalem.

La judaïsation de Jérusalem Est recevra une aide extérieure : ce sont des capitalistes français (Alstom et Véolia) qui construiront le tramway reliant Pisgat Zeev au centre ville. Ce sont les Chrétiens sionistes américains (d'authentiques antisémites) qui financeront la construction de Maale Adoumim. Cette luxueuse colonie de 40000 habitants domine le désert de Judée, coupe en deux la Cisjordanie en rendant impossible tout Etat palestinien viable et pille l'eau de la région. Elle servira aussi de prétexte à l'expulsion des Bédouins qui ont toujours vécu le long de la route qui descend à Jéricho et à la confiscation de leurs terres.

Avec les accords d'Oslo, la « Maison d'orient » dirigée par Fayçal Husseini (décédé en 2001) était censée défendre les droits des Palestiniens de Jérusalem. Ceux-ci ont « bénéficié » d'un statut à part après 1967 : ni citoyens, ni étrangers mais « résidents ». Ils bénéficient de la plaque orange sur les voitures qui leur permet de se déplacer plus facilement.

Ils disposent du droit de vote aux élections municipales (ils ne s'en servent pas car ils ne reconnaissent pas l'annexion) mais pas aux élections nationales. Tout est fait (notamment le prix des loyers et l'impossibilité pour eux de construire des logements) pour les pousser à quitter Jérusalem et donc à perdre leur statut de résident.

Ariel Sharon avait compris l'enjeu que représente Jérusalem. Il avait acquis une maison en plein « quartier musulman » de la vieille ville avec plein de drapeaux israéliens et la présence pesante de nombreux soldats. C'est à Jérusalem, sur l'esplanade des mosquées le 28 septembre 2000, qu'il a fait la provocation qui a déclenché la deuxième Intifada et l'a mené au pouvoir.

En 2001, la maison d'Orient a été fermée. Dans toutes les négociations (qui étaient en fait des demandes de capitulation) entre Israéliens et Palestiniens, les premiers sont restés « inflexibles ». Même les *travaillistes* ont signifié que tous les « nouveaux quar-

tiers » resteraient israéliens et ils ont proposé qu'Abu Dis (petite ville palestinienne incluse dans le grand Jérusalem et séparée de la ville par le tracé du mur) devienne la capitale de l'Etat palestinien.

Jérusalem, ville de résistance

Aujourd'hui il y a un peu moins de 300000 habitants à Jérusalem-Ouest et un peu plus de 500000 à l'Est. Les Palestinien-ne-s sont à peine majoritaires dans ce qui aurait dû être en théorie la capitale de leur Etat.

Les attaques sont incessantes dans les quartiers palestiniens et on parle d'une troisième Intifada qui commencerait à Jérusalem.
La tension est extrême dans tous les quartiers :

- Silwan où, depuis 1991, des centaines de colons intégristes sont installés, provoquant la bunkerisation du quartier et une répression permanente contre la population. À plusieurs reprises des enfants ont été arrêtés.

- Cheikh Jarrah, quartier envahi par des colons depuis 2000 et bien sûr la cour suprême leur a donné raison. Dans ces deux quartiers, des comités de citadins organisent la résistance

- La vieille ville. Depuis longtemps, une secte intégriste menace de dynamiter l'esplanade des mosquées pour reconstruire le Temple. Jusque-là, ils ne pouvaient pas accéder à l'esplanade. En les laissant parader et revendiquer *le droit pour les Juifs de venir prier au mont du Temple*, Nétanyahou les utilise pour provoquer des violences quand il le décide.
- C'est dans le quartier palestinien de Chouafat qu'un jeune Palestinien de 16 ans, Mohamed Abou Khdeir a été brûlé vif par des colons quelques jours avant le début de l'attaque contre Gaza en juillet 2014.

- C'est à Jérusalem qu'une école mixte pour Juifs et Arabes a été incendiée et couverte de slogans racistes : «mort aux Arabes, stop à l'assimilation ».

Alors non. Jérusalem n'est pas la « capitale indivisible » d'un Etat juif qui opprime les non-Juifs. Cette ville appartient à tout le monde, croyants de toutes les religions ou non-croyants. C'est à Jérusalem que doit être imposée la seule solution raisonnable à cette guerre séculaire : l'égalité totale des droits et le vivre ensemble.

Pierre Stambul
(UJFP)

BON DE SOUTIEN À *SOLIDARITAT*

Vous qui avez lu les précédents numéros de ***Solidaritat*** ou qui en avez entendu parler et connaissez, en outre, l'avenir d'une telle revue militante qui serait au pire, et à plus ou moins long terme, une disparition discrète, juste après quelques moments d'expression. Vous qui soutenez la liberté des débats, des controverses, des discussions.

C'est à vous que nous demandons un soutien !

Le but de ***Solidaritat*** est de rassembler au moyen de *Solidaires 30* le mouvement social attaché à son indépendance (*La Charte d'Amiens* pour les syndicalistes !) et à sa diversité. (***Solidaritat***, profondément attachée aussi, et surtout, aux luttes sociales sans lesquelles rien ne se fera vraiment !). À ces **luttes** notre revue ***Solidaritat*** mêle les **réflexions** dont nous pensons qu'elles ont besoin ; avec la particularité **occitane** de notre région - qui ne doit en aucun cas être le terreau des *Identitaires* (et de leur maison mère) ; avec **l'histoire et la culture sociales** dont elles sont le cœur parlant.

Chèques à adresser, avec la mention *soutien à Solidaritat* à :
Solidaires 30, 6 rue porte d'Alès 30000 Nîmes ■

Les femmes en noir

Une intifada des femmes !

En janvier 1988, 7 femmes israéliennes, non sionistes, fondèrent à Jérusalem le groupe des *Femmes en Noir*, tout juste après qu'ait débuté la 1ère Intifada (soulèvement national palestinien) le 9 décembre 1988. Ce mouvement a aussitôt regroupé des femmes très engagées et d'autres qui ne l'étaient pas mais, prenant conscience que leurs fils et leurs maris participaient à l'écrasement du soulèvement palestinien contre l'occupation et à l'oppression, décidèrent de sortir dans la rue et de protester.

Femmes en Noir Israël

La majorité des femmes présentes étaient juives-israéliennes ou quand la mixité le permettait il y avait

également des femmes palestiniennes de citoyenneté israélienne. Bien que la gauche radicale ait toujours coopéré avec les Palestiniens, la première Intifada a créé un espace de coopération entre les femmes israéliennes et palestiniennes.

Ce mouvement, qui organisait régulièrement des vigies contre l'occupation, a été très visible en Israël et devint le symbole de la conscience des femmes opposées à l'occupation. Leur message était :**« Halte à l'occupation ! ».**

Il y avait alors une coopération avec les autres mouvements féministes, Coalition des femmes pour la Paix, appelée *Femmes et Paix*, composée de femmes de toutes les organisations, avec des positions et orientations politiques différentes. Certaines étaient sionistes, non-sionistes, religieuses, lesbiennes, bisexuelles..., mais toutes ensembles avaient la même exigence : que cesse l'occupation qui est source de violence.

La guerre du Golfe, en 1991, a fait obstacle à ce rapprochement car une majorité de femmes étaient pour la guerre et seule une minorité s'y opposait.

Silencieuses, vêtues de noir, les « *Women in black* » de Jérusalem étaient présentes -et le sont encore- tous les Vendredis, place de France à Jéusalem-ouest, avec leurs pancartes « end of the occupation » (fin de l'occupation), en anglais, en hébreu et en arabe. Les agressions verbales et même parfois physiques des passants ne leur ont pas été épargnées. Que des femmes anonymes osent dire publiquement qu'il n'y a « pas de paix possible sans justice » était et reste difficile à supporter pour l'opinion publique israélienne.

Les « Femmes en noir » insistent beaucoup sur la prise de conscience qui a été la leur : **« il y a des occupants et des occupés,** l'occupation se fait en notre nom et nous ne voulons plus être dans le camp de l'occupant ! ». Pour elles : *« c'est pas moral... et ces enfants que l'on tue pourraient être les nôtres, c'est une guerre civile contre des femmes et des enfants... ».*

Comme les Mères de la place de Mai (qui les ont inspirées), elles sont devenues emblématiques de la résistance non violente des femmes à une situation d'injustice. Le mouvement s'est développé dans le monde et d'autres groupes de « Femmes en noir » se sont créés en Italie, en Espagne, en Colombie, aux USA, mais aussi contre la guerre en Irak ou en Tchétchénie. *Les Femmes en Noir* de Belgrade, dès octobre 1991, protestaient chaque mercredi contre la guerre, les viols et la purification ethnique tout en apportant leur solidarité aux femmes de Croatie, de Bosnie, de Slovénie, du Kosovo et du Monténégro.

Des conférences internationales ont permis des rencontres presque chaque année.

Lors de la 14ème conférence de 2007 à Valence, en Espagne, les militantes ont adopté une déclaration appelant à rejoindre la campagne « Boycott, Désinvestissement, Sanctions » pour un boycott total d'Israël tant que cet Etat ne respecte pas les droits des Palestiniens et ne se soumet pas aux décisions de l'ONU ce qui implique : « suspension de toute collaboration militaire et des armes avec Israël, boycott des entreprises qui collaborent et profitent de l'occupation, boycott des produits, boycott culturel et académique contre les universités israéliennes qui ne prennent pas une position claire contre l'occupation».

En France, des groupes se sont créés à Paris, Marseille, Lyon, Saint Etienne, Montbrison, Caen, Alberville, Strasbourg, Nîmes … Il est difficile d'avoir une connaissance de l'existence de ces groupes car ce sont des structures indépendantes qui refusent toute hiérarchie. Les femmes qui y participent le font au nom d'un engagement personnel, libre, dans une responsabilité collective.

Cela signifie qu'il n'y a aucune délégation, pas de porte parole, les tâches circulent des unes aux autres, les décisions sont prises collectivement. « Les *FeN*

développent une culture de la discussion et du consensus : chacune doit pouvoir s'exprimer et être écoutée... Il s'agit de faire vivre la non-violence à l'intérieur du groupe, première étape pour la faire vivre ailleurs ».

Femmes en Noir à Nîmes

A Nîmes, nous assurons une présence bi-mensuelle depuis 2004 au centre de la ville. Nous ne sommes pas nombreuses, bien que nous ayons essayé de toucher très largement les femmes qui seraient susceptibles de s'associer à ce mouvement. Nous sommes connues, reconnues. Nous recevons des félicitations, des encouragements … mais peu viennent grossir nos rangs. Qu'importe ! Nous continuons à dénoncer, informer, échanger, écouter. Il arrive parfois que nous ayons affaire à des inconditionnels de la politique israélienne qui nous invectivent … Nous avons appris à garder calme et distance. Nous avons parfois à nos côtés, une table d'information et de signatures de pétitions, tenue par notre ami Etienne B.

A Nîmes, nous luttons pour la paix, mais pas à n'importe quel prix.

Nous voulons :

la paix qui refuse la pauvreté, l'arbitraire, l'injustice, le modèle patriarcal ;

la paix qui lutte contre la violence, le militarisme, la production, le commerce des armes et le colonialisme ;

la paix qui promeut la rencontre, la négociation, la reconnaissance des différences, le respect du droit international.

Nous affirmons notre mot d'ordre :
Halte à l'occupation

Halte à l'occupation, parce qu'Israël impose à 3 millions de Palestiniens des territoires occupés, une domination illégitime et immorale, et condamne à l'exil des millions de réfugiés.

Halte à l'occupation, parce que la punition collective, la présence militaire brutale, les arrestations arbitraires, la torture, le bouclage des villes et des villages, le couvre-feu quasi permanent, les destructions systématiques de maisons, l'expropriation des terres, l'appropriation des ressources naturelles, la destruction des champs, l'arrachage des oliviers, les « liquidations ciblées », violent les droits humains les plus élémentaires et la législation internationale et entraînent l'anéantissement du peuple palestinien.

Halte à l'occupation, parce qu'elle sert, couvre et encourage le processus de colonisation des territoires occupés par une confiscation des terres palestiniennes et la construction d'un mur de la honte, à visée d'apartheid dans le mépris le plus total des droits du peuple palestinien et de toutes les résolutions de l'ONU.

Halte au blocus de Gaza imposé depuis sept ans par Israël à 1,7 million de Palestiniennes et Palestiniens, parce qu'il a ravagé l'économie gazaouie, empêche la plupart des habitants de sortir de la bande de Gaza, restreint l'accès aux services essentiels comme la santé et l'éducation, l'eau et l'électricité, et a coupé les liens avec les Palestiniens de Cisjordanie.

Nos actions :
appels à tous les rassemblements, aux conférences, projections de films-débat, etc, avec les associations et organisations de soutien au peuple palestinien-soutien financier aux familles par le parrainage d'enfants…
soutien aux associations de femmes de Gaza.

Pour toutes celles qui le peuvent, nous vous invitons à nous rejoindre Place de l'Horloge à Nîmes de 11 h à 12 h les 2ème et 4ème samedis du mois ou à vous rapprocher des groupes qui existent dans votre ville.

Contact : 06 83 47 87 56
un blog : http://
femmesennoirpourlapalestinenmes.unblog.fr/
Un site WEB : http//:www.femmesennoir.org

Nicole ZIANI
Membre des Femmes en Noir Nîmes,
de l'AFPS Nîmes et du Comité BDS 30

Palestine : Complicité de non assistance à peuple en danger ?

Depuis début octobre, la presse occidentale parle d'un « nouveau cycle de violence » entre Palestiniens et Israéliens, comme s'il s'agissait d'extrémistes des « deux camps » et met sur un pied d'égalité les jeunes Palestiniens qui affrontent leurs oppresseurs colons et soldats israéliens.

Cette version qui camoufle la situation coloniale et brutale à laquelle les Palestiniens sont soumis permet de criminaliser la résistance à l'occupation et de légitimer les meurtres commis par Israël.

Amira Hass, journaliste israélienne écrit sur le site du journal Haaretz « Certains jeunes Palestiniens ne partent pas tuer des Juifs parce qu'ils sont Juifs, mais parce que nous sommes leurs occupants, leurs tortionnaires, leurs geôliers, ceux qui ont spolié leur terre et leur eau, ceux qui les ont fait s'exiler, ceux qui ont démoli leurs maisons, obstrué leur horizon.... »

Et Gideon Levy, autre journaliste israélien qui publie dans Haaretz, écrit « Même le Mahatma Gandhi comprendrait les raisons de cette explosion de violence des Palestinens. »

Ces jeunes Palestiniens et Palestiniennes qui affrontent chaque jour les soldats israéliens lourdement armés, en Cisjordanie, en Israël et dans la bande de Gaza, revendiquent leur droit à l'autodétermination et à la liberté.

Cette génération d'après Oslo vit au quotidien les humiliations liées à l'occupation, les contrôles systématiques, les barrages entre villes, les démolitions de maisons, le transfert de populations, les agressions des colons protégés par la police et l'armée israéliennes, notamment à Jérusalem-Est, où les familles palestiniennes sont soit chassées, soit entassées dans des logements exigus, tandis que les colons s'accaparent de plus en plus d'espaces dans les vieille ville. Cette génération n'a plus aucun espoir dans des négociations inutiles qui n'ont fait qu'encourager l'expansion de l'occupation israélienne.

Face à ce soulèvement, Netanuyahu, approuvé par le cabinet de sécurité isréalien, a décidé d'autoriser les forces de l'ordre « à tirer à balles réelles contre les lanceurs de pierres et de bouteilles incendiaires « *...quand une tierce personne a sa vie menacée et plus seulement quand un policier est menacé* », « **de tirer pour tuer** ». Depuis on assiste à une augmentation croissante des exécutions extra-judiciaires pour tenter d'étouffer les manifestations populaires.

Ziad Medoukh *(Directeur du dép de français Univesité Al Aqsa)*, depuis Gaza, dit que ce soulèvement a trois messages : un adieu à Oslo. La jeunesse ne souhaite plus que l'Autorité palestinienne coopère ni avec l'occupant ni avec le dispositif d'Oslo.

Le second message au Israéliens : Les jeunes disent stop à l'agression et l'humiliation permanente des colons et des soldats. Désormais, les Palestiniens répondront à toute attaque de l'armée ou des colons.

Le troisième message est à la communauté internationale qui continue son silence complice avec Israël. La Paix n'est possible qu'avec la Justice. Il faut que cette communauté fasse enfin pression sur Israël pour qu'il cesse sa politique contraire au droit international.

Campagne BDS

Dans le même temps, la société civile est appelée à renforcer son engagement dans le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions. *« Dans des temps de sévère répression comme ceux que nous constatons aujourd'hui dans les territoires palestiniens occupés, spécialement dans la Vieille Ville de Jérusalem, les citoyens amoureux de la paix dans le monde entier sont appelés, avant toute chose, à mettre fin à la complicité de leurs Etats respectifs, ainsi que des entreprises, institutions, syndicats et fonds de pension, dans le maintien du régime israélien d'occupation de colonisation et d'apartheid... BDS oblige Israël à rendre compte en menant une campagne mondiale stratégique, conforme à la morale et indéniablement efficace. Rejoindre ce mouvement est la façon la plus solide et la plus efficace de soutenir la construction d'une paix juste et globale qui soit en harmonie avec la législation internationale et avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme »*

Mais, en France, pays des Droits de l'homme, pays de la liberté d'expression, le boycott des produits en provenance d'Israël est officiellement interdit !! la Cour de cassation a confirmé le 20 octobre la condamnation par la cour d'appel de Colmar de militants de Mulhouse, en s'appuyant sur une circulaire aux procureurs datant de février 2010 – Michèle Alliot-Marie était alors ministre de la justice – qui visait spécifiquement les *« appels au boycott*

de produits israéliens » et recommandait aux parquets d'apporter *« une réponse ferme »*.

La pénalisation de la contestation est toujours une mauvaise nouvelle pour la démocratie.

Et récemment, le président du CRIF a adressé un courrier aux maires des villes de France pour les alerter sur les risques du Boycott illégal qu'il qualifie de « nouveau visage déguisé de l'antisémisme » ...

La Campagne BDS France a également écrit aux maires pour les appeler à ne pas se laisser intimider par ce « Conseil Représentatif », qui harcèle ses interlocuteurs et fait pression sur les instances les plus hautes du pays pour protéger une politique israélienne largement condamnée par l'opinion publique internationale.

Nicole Ziani
Membre de l'AFPS Nîmes
et du Comité BDS30

Pour en savoir plus :

http//www.agencemediapalestine.fr/blog/2015/10/09/amira-hass-les-palestiniens-se-battent-pour-leur-vie-israel-se-bat-pourloccupation/

http//www.agencemediapalestine.fr/blog/2015/10/09/gideon-levy-linjustice-peut-se-poursuivre-de-nombreuses-annees-encore-pourquoi-parce-quisrael-est-plus-fort-que-jamais-et-que-loccident-lui-laisse-le-champ-libre/

http://bdsfrance.org/index.php?option=com_content&view= article&id=3884%3A2015-10-23-21-55-14&catid=49%3Aactualites&lang=fr

Des soldats israéliens arrêtent des manifestants palestiniens blessés, près de la colonie de Bet El, à proximité de Ramallah, le 7 octobre...un journaliste de l'agence raconte que des agents israéliens infiltrés parmi des lanceurs de pierres palestiniens tiraient à balles réelles sur les manifestants auxquels ils s'étaient mêlés. (REUTERS)■

« Construire un antifascisme social, de classe et de masse»

Depuis deux ans, l'Union syndicale Solidaires s'est dotée d'une Commission « Ripostes syndicales face à l'extrême droite ». Si l'assassinat de Clément Méric en juin 2013, a été un élément déterminent qui a justifié sa création, il n'est pas le seul.
Petit tour d'horizon avec Frédéric Bodin (SUD Rail) et Hervé Mazure (Solidaires Finances), animateurs de la Commission, sur l'actualité de notre combat syndical contre la Peste brune.

Dans un syndicalisme de transformation sociale comme celui que nous portons à Solidaires, il est normal que la question du combat contre l'extrême droite soit une de nos préoccupations. Quelles sont les raisons qui ont conduit à créer cette Commission antifasciste ?

Frédéric Bodin : Cela fait longtemps que des militant-es des organisations de *Solidaires* sont investi-es sur ce champ de lutte, et un certain nombre d'entre nous ont milité, ou militent encore, dans diverses organisations et collectifs spécifiquement sur le sujet. Et cela fait des années que nous abordons régulièrement cette question dans les Bureaux ou Comités nationaux, et que nous sortons du matériel sur la question.

Mais l'année 2013 a été un tournant. La mort de Clément Méric a rappelé que le fascisme tue ! Disons-le clairement, les réactions à l'assassinat de notre jeune camarade n'ont pas été à la hauteur dans la rue, et ont montré les difficultés de mobilisation sur la question, y compris pour les organisations du mouvement ouvrier qui avaient choisi de s'investir (sans parler de celles, organisations syndicales ou politiques, qui jugent que cette question n'est pas un enjeu ou, alors, simplement un enjeu électoral). Mais ce drame, qui n'était pas un fait divers mais bien un événement politique, a permis aussi de (re)nouer des liens entre organisations qui n'avaient pas, ou plus, l'habitude de travailler ensemble. 2013 a été aussi l'année des premières réunions de la campagne intersyndicale CGT / Solidaires / FSU / UNEF/ UNL/FIDL contre- l'extrême-droite, ses idées et ses pratiques. A la différence de la déclaration, intéressante mais surtout proclamatoire de 2011, signée par CGT, CFDT, UNSA, Solidaires et FSU rappelant que la préférence nationale est incompatible avec les valeurs syndicales, cette campagne a tout de suite été construite comme s'inscrivant dans la durée et devant s'adresser à l'ensemble des salarié-es, sur nos lieux de travail.

Au-delà des réunions publiques et des formations/débats (une quarantaine à ce jour, dans la plupart des départements), deux tracts unitaires, démontrant que les positions de l'extrême-droite sont à l'opposé des intérêts des salarié-es et que c'est bien le capitalisme qui est responsable des difficultés quotidiennes, ont été produits. Mais nous n'avons que peu de vision sur son utilisation réelle dans les entreprises et les services.

Ces deux éléments ont fait que nous avons pensé utile de créer un outil au sein de *Solidaires*, pour dépasser le travail qui était fait jusque-là sur des bases un peu affinitaires et intégrer les militant-es et organisations qui voulaient s'investir sur le sujet.

Mais un autre intérêt était de mutualiser ce qui pouvait se faire dans nos organisations et de partager les informations et analyses à partir de ce qui était vécu dans nos secteurs professionnels et nos départements.

Une précision cependant : le «vrai» nom de la commission «antifasciste», c'est *«ripostes syndicales face à l'extrême-droite»:* si nous n'avons pas de souci avec le terme «antifascisme», et ce qu'il peut signifier dans sa tradition historique, le terme *d'extrême-droite*, au vu de la diversité de ce courant, est plus pertinent, à cette heure, que «*fascisme*». «Ripostes syndicales» a été choisi pour montrer la spécificité du travail syndical sur cette question, sur les lieux de travail notamment (mais pour *Solidaires*, sur cette question comme sur les autres, notre syndicalisme ne s'arrête pas aux portes des entreprises et des services)... parce que nous pensons que les syndicats ont une responsabilité particulière... et des

moyens dans le combat contre-l'extrême-droite, par la présence et les actions de solidarité quotidiennes et concrètes auprès des salarié-es.

Quelles sont jusqu'alors votre action, vos activités et publications ?

Nous nous investissons pleinement dans la campagne intersyndicale avec la CGT et la FSU, dont nous venons de parler. Ce cadre intersyndical est pour nous essentiel et localement, il a pu s'élargir, ce qui est une bonne chose. Mais il n'est pas le seul. Nous participons aux réunions de la *Conex* (Coordination nationale contre l'extrême-droite), même si nous sommes inquiet-es du peu d'organisations qui y participent, notamment depuis l'échec de la mobilisation contre le congrès du FN à Lyon en novembre dernier. Pourtant, la nécessité d'une structure de coordination, ou au minimum, d'information de ce qui existe concernant la lutte contre l'extrême-droite est plus que jamais d'actualité. Nous pensons qu'il est possible de rassembler largement, sans rien renier sur le contenu, qu'il est possible, comme on dit, de construire un antifascisme social, de classe et de masse. L'exemple du texte d'appel aux manifestations qui ont suivi la mort de Clément le montre.

Nous éditons, toutes les deux ou trois semaines, une lettre d'informations sur l'actualité de l'extrême-droite, que nous envoyons notamment aux 80 organisations qui avaient signé cet appel en juin 2013. Cet échange d'informations est pour nous essentiel, car si Marine Le Pen et Florian Philippot squattent depuis des mois télés et radios, l'actualité et les actions de l'extrême-droite ne peuvent se résumer à ces interviews.

Notre groupe de travail publie un bulletin, qui reprend notamment notre activité et celles des organisations de *Solidaires*. Il ne s'agit pas d'un bulletin « de spécialistes » (il existe d'autres très bons outils pour cela, par exemple les sites de *La Horde* ou de *Quartiers libres*), mais bien d'une publication qui a vocation à s'adresser à l'ensemble des militant-es et adhérent-es de notre Union syndicale, en montrant que notre activité syndicale s'inscrit pleinement et naturellement dans le combat contre-l'extrême-droite... et vice versa.

Nous travaillons aussi à l'édition de fiches pratiques « grand public », décryptant et démontant quelques théories ou réseaux de l'extrême-droite, comme les « théories du complot » ou celle sur le « grand remplacement ». Là aussi, il s'agit de fournir des outils aux militant-es pour leur activité quotidienne, lors des tournées syndicales ou simplement lors des discussions autour de la machine à café.

Soral-Dieudonné, les enfumeurs

Avec l'arrivée du duo Soral-Dieudonné sur le devant de la scène de l'extrême-droite, celle-ci a été amené à évoluer ces dernières années. En quoi le modèle de l'antifascisme des années 90 avec notamment des mouvements comme Ras l'Front (Rlf) ou le SCALP est-il à revoir aujourd'hui pour combattre les idées d'extrême-droite ?

Il y a plusieurs questions dans cette question. L'extrême-droite de 2015 n'est plus exactement la même que celle de 1995, qui elle-même n'était pas exactement la même que celle des années 1970, sans remonter plus loin, même s'il y a une évidente continuité des hommes et des idées. Les évolutions du discours du FN, et surtout sa capacité à dire tout et son contraire selon le lieu et le public, en est un des aspects.

L'apparition du duo Soral-Dieudonné et leur relatif succès en est un autre. En diffusant des thèses d'extrême-droite en direction de publics ou de quartiers qui, jusque-là, étaient insensibles à ces idées, en ravivant un antisémitisme qui n'avait jamais vraiment disparu en France et qui ne touche pas que « les cités » comme on le lit trop souvent, en montant une « dissidence en carton » qui leur permet surtout de s'adonner à un fructueux petit commerce de la haine, Soral et Dieudonné jouent le rôle de rabatteurs pour le FN...

Cela nous oblige donc à lutter contre leurs mensonges et montrer que dénoncer un prétendu « complot juif » ou le poids « du lobby gay » n'est qu'un enfumage qui permet de ne pas remettre en cause radicalement le système, au contraire. En désignant tel ou tel groupe, on épargne une classe sociale, celle des patrons, des actionnaires et des banquiers.

Sur *RLF* ou le *SCALP,* il faut voir de quoi l'on parle. A la différence d'autres organisations, souvent liées au PS et qui ne voyaient finalement que les urnes pour lutter contre le FN, *RLF* et le *SCALP* ne se plaçaient pas sur le terrain de « la morale » com-

me il est de bon ton de le dire aujourd'hui. Organiser des ripostes massives face au FN ou refuser de laisser la rue aux fachos de tous poils, dénoncer l'utilisation politicienne de la lutte contre l'extrême-droite ou les politiques qui banalisent et légitiment ce « courant de pensée », est-ce dépassé ?

Mais il est vrai que la situation a changé, 30 ans de politiques libérales et de promesses non tenues ont fait des dégâts. Des réflexes se sont aussi perdus, les mobilisations sont plus difficiles à organiser au-delà du « noyau des convaincu-e-s ». Il y a un vrai travail de conviction à effectuer, y compris en interne de nos organisations, qui passe par un rappel de quelques fondamentaux, notamment qu'entre l'extrême-droite et nous, il n'y a pas de compromis possible.

On arrive à ce paradoxe où l'extrême-droite n'a jamais été aussi puissante depuis 1945, en France comme en Europe, notamment sur le plan électoral mais pas seulement, où elle gère une quinzaine de municipalités et pourrait demain diriger une ou des régions, et où la possibilité d'un accès à la présidence de la République n'est plus une hypothèse à exclure à moyen terme... Et où les ripostes ont du mal à se mettre en place, comme si le désarroi, ou le fatalisme l'avait emporté, comme si le travail de « banalisation » du FN rendait acceptable ses idées et ses pratiques. Nous ne le pensons pas. Il faut sans doute, dans la période, faire preuve de volontarisme (mais cela touche l'ensemble de notre syndicalisme de transformation sociale), ne rien céder au quotidien.

Nous avons plus lutté contre la progression de *l'extrême-droite* et du *fascisme* en agissant depuis des années au quotidien pour l'égalité des droits, contre l'injustice, pour la sécurité au travail, etc., que ne l'ont fait ceux qui , par leurs pratiques, décrédibilisent toute action politique au sens large du terme. Et c'est cela que nous devons continuer. C'est là que se mène l'essentiel de la lutte contre l'extrême-droite. Au quotidien, dans la fraternité des luttes où se retrouvent côte à côte les salariées, quelles que soient leurs origines, dans le respect du débat démocratique qui s'oppose aux « coups de gueule » et à « la loi du plus fort », dans la prise en charge des problèmes (y compris d'insécurité) pour éviter que leur non-résolution ne tourne au fantasme, etc.

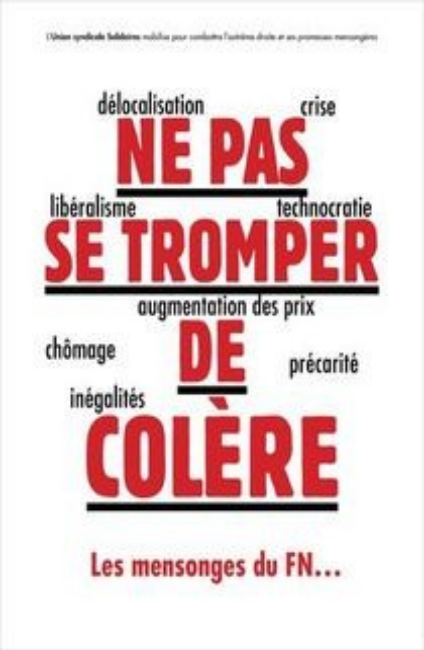
La présence et l'activité syndicales au plus près des travailleurs et des travailleuses (quotidiennement sur les lieux de travail), la reconstruction d'un tissu syndical interprofessionnel de proximité sont des actes antifascistes concrets. Cela peut paraître une banalité, mais nous le répétons, c'est parce que nous mènerons des luttes victorieuses sur le terrain des droits sociaux et économiques que nous pourrons faire reculer durablement le FN. Partisan d'un syndicalisme de transformation sociale (heureusement, comme d'autres), nous pensons que ce système doit être combattu et radicalement modifié, qu'un autre partage des richesses est une nécessité absolue !

C'est, pour nous, une des façons les plus sûres pour faire redescendre le poids de l'extrême-droite au niveau groupusculaire et de le voir disparaître.

Nombre de membres de Solidaires sont très actives et actifs au sein de VISA. Quel bilan dressez-vous de l'action de VISA ces dernières années ?

Hervé Mazure (Solidaires Finances) : Avec la FSU, Solidaires est membre de VISA en tant que structure syndicale interprofessionnelle, les autres composantes étant des fédérations et syndicats de Solidaires, de la CGT, de la CFDT, de la CNT, le Syndicat de la Magistrature.

L'adhésion de l'Union syndicale Solidaires a conforté et renforcé l'adhésion de nombre de ses membres et plusieurs de ses mili-



tant-es participent désormais à l'activité quotidienne de l'association. Aujourd'hui, plus d'une cinquantaine de structures syndicales composent VISA.

L'action de VISA s'est fortement développée ces dernières années, au fur et à mesure de la pénétration des idées du FN dans les sphères syndicales (affaire Engelmann, militant-es syndicaux sur listes FN à toutes les élections depuis 2011...) mais aussi par la prise de conscience de toutes les organisations syndicales qu'aucune ne serait épargnée par la dérive « brune » de certain-es de ses membres.

C'est ainsi que trois brochures réalisées par VISA ont été massivement diffusées dans les réseaux militants : *FN, le pire ennemi des salarié-es* (2010, auto édition), *Contre le programme du FN, un argumentaire syndical* (2012, auto édition), *Barrage syndical antifasciste* (2014, auto édition).
En parallèle, VISA a développé depuis janvier 2012 un module de formation syndicale antifasciste (*historique de l'extrême droite, programme du FN, réponses syndicales*) et des thèmes à la carte (*FN et Ecole*, *FN et femmes*…). 5 stages en 2012, 8 en 2013 et 21 en 2014, chaque session regroupant de 25 à 110 stagiaires.

Ce sont le plus souvent la CGT et Solidaires qui impulsent

ces journées, dans un cadre unitaire la plupart du temps, et les plus remarquables ont eu lieu à Grenoble, en Ariège et à Tours. A Nîmes, un épisode cévenole à la mi octobre 2014 a empêché les formateurs VISA de rejoindre la Bourse du travail où la CGT, Solidaires et la FSU organisaient une formation au lendemain d'un meeting unitaire! Mais ce n'est que partie remise !

Dans la même période, VISA est intervenue à 47 reprises devant des instances syndicales (conseil, congrès...) en tant qu'outil d'information et de réflexion afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l 'extrême droite dans le monde du travail. Le 29 janvier 2014, devant 600 militant-es réuni-es à la Bourse du travail de Paris à l'appel de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de l'UNEF, de l'UNL et de la Fidl, VISA a introduit les débats sur les réponses syndicales face à l'extrême droite.

Mais si VISA considère que le combat antifasciste doit être pris en charge par toutes les organisations syndicales, de la base au sommet et, autant que possible, que cette contre offensive syndicale doit se faire dans l'unité la plus large, il faut reconnaître qu'il y a encore « du pain sur la planche ». Par exemple, la faiblesse du nombre de participant-es aux manifestations antifascistes doit nous interroger, tout comme les réticences qu'ont encore certaines équipes syndicales à se former et à se mobiliser pour démystifier, aux yeux des salarié-es, les propositions prétendues sociales de l'extrême droite.

L'activité de VISA connaîtra une nouvelle étape en septembre 2015 avec la sortie du livre *Lumière sur mairies brunes*. Ce livre est une « boîte à outils » : On y trouve le récit détaillé des faits et méfaits du Front national et de ses alliés au terme d'une année d'exercice du pouvoir municipal dans les quinze villes qu'ils occupent depuis le printemps 2014.

On peut également y découvrir les analyses et les communiqués de VISA ainsi que les expressions syndicales et intersyndicales qui sont autant de coups de projecteurs sur les réponses à apporter aux incursions du FN sur le terrain social. En conclusion, provisoire, VISA peut et doit toujours mieux faire...

Propos recueillis par
Nestor Bronstein
(Solidaires 30)

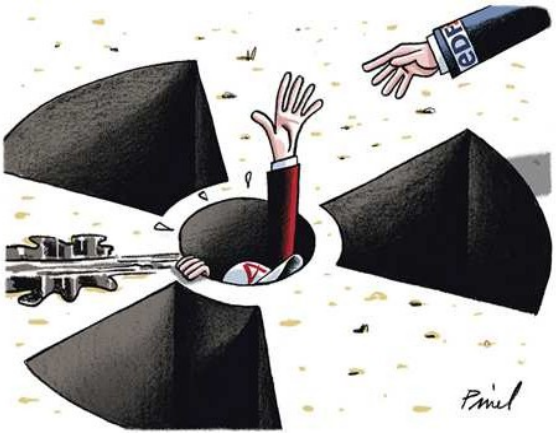
Ecologie sociale

Areva plonge, et le nucléaire ?

Plombée par la gestion d'Anne Lauvergeon et ses investissements prohibitifs, par l'échec de l'EPR finlandais, et ce dans une conjoncture internationale du nucléaire quelque peu dépressive, Areva est en difficulté. Appartenant pour l'essentiel à l'État, la part privatisée a vu le cours de l'action passer en gros de 80 à 10€, et ce n'est pas moi qui vais pleurer sur son sort… Quant à EDF cela ne va pas fort non plus, et les arrangements concoctés par l'État avec le CEA, voire avec la Chine, ne changent rien au fait que de toutes façons c'est nous qui paierons la note.

Mais qu'en est-il du nucléaire ?

A l'Échelon mondial, malgré les velléités de la Chine, de l'Inde et de la Russie, il ne se porte pas très bien, la catastrophe en cours à Fukushima aggravant la tendance qu'on pouvait percevoir déjà avant 2011. Des dizaines de réacteurs vont fermer dans les années à venir, et ils ne seront quasiment pas remplacés. La part du nucléaire dans l'électricité est tombée à moins de 10 %, et cela ne représente à peine que 2 % de l'énergie totale consommée sur la planète, c'est à dire pas grand-chose.



Ce n'est pas grand-chose mais cela n'empêche que la planète est entièrement contaminée de radioéléments générés par le nucléaire aussi bien civil que militaire, les deux étant intimement liés. L'ADN de toutes les espèces vivantes est menacé. C'est le résultat des multiples essais nucléaires, du fonctionnement des réacteurs rejetant en permanence leurs polluants, et bien sûr des catastrophes. Cette pollution n'a rien à voir avec la radioactivité naturelle à laquelle les espèces vivantes se sont adaptées.

En effet la radioactivité artificielle génère des atomes radioactifs qui sont métabolisés dans le vivant, se retrouvent dans les végétaux et les animaux que nous consommons. C'est lorsqu'ils se désintègrent dans notre organisme

qu'ils font des dégâts auxquels nous sommes tous sensibles, et plus particulièrement les jeunes*. Les estimations du nombre de victimes cumulées depuis le début de l'ère nucléaire est effrayant** et permet de parler de barbarie, voire de crime contre l'humanité.

Des installations vieillissantes

En France, nos réacteurs vieillissent, deviennent de plus en plus dangereux, et il n'est pas exclu que nous ayons à subir la prochaine catastrophe nucléaire, après Three Miles Island (USA), Tchernobyl (URSS), Fukushima qui continue à cracher et dont on ne sait pas comment gérer les cœurs en fusion qui se sont enfoncés dans le sous sol.

Aurons-nous à vivre la même situation qu'en Biélorussie où, en zone contaminée, les enfants ont pour les 4/5 d'entre eux des maladies de vieux ? Imperturbablement, les réacteurs nous fournissent les 3/4 de notre électricité, contrairement à nos voisins d'Europe occidentale qui développent des stratégies pour échapper à la menace nucléaire : Renouvelables, maitrise de l'énergie et même centrales thermiques.

Ainsi, alors qu'en Espagne tout permis de construire doit comprendre un système solaire, en France les 3/4 des logements neufs continuent à être équipés de chauffage électrique. Résultat nous avons les pointes de consommation les plus importantes d'Europe et avons besoin de l'Allemagne pour y pourvoir.

Si nous sommes le seul pays au monde à être si dépendants du nucléaire, c'est dans l'espoir d'en vendre la technologie à l'exportation, mais voila, l'échec de l'EPR, la concurrence, la conjoncture peu porteuse à cause du véritable coût et de la résistance des populations, tout cela contrarie les espoirs des nucléocrates, et nous n'avons vendu qu'un EPR en Finlande, dont on sait le fiasco (facture multipliée à ce jour par 3), et deux à la Chine à prix cassé. Imperturbablement nos dirigeants continuent à miser sur le nucléaire pour assurer notre électricité avec des arguments éculés :

-Indépendance énergétique, mais nous dépendons de l'uranium nigérien ou australien et il nous faut maintenir une politique post coloniale en Afrique pour cela.

- Coût de l'électricité, mais ce coût va très vite augmenter pour prendre en compte le coût considérable du démantèlement des réacteurs, et la gestion des déchets pour lesquels aucune solution valable n'existe. Quant au coût d'une catastrophe il pourrait être de l'ordre de 400 milliards d'€ !

- Électricité, énergie « propre », dont on a tout fait pour en développer la surconsommation, chauffage électrique d'abord, plus récemment climatisation d'été, et maintenant voiture électrique avec un gaspillage massif d'argent public. S'il est vrai que le nucléaire contribue moins à l'effet de serre que le pétrole, c'est aux dépens de la santé de la population, c'est au risque d'une catastrophe ou d'un attentat terroriste, et que faire des déchets nucléaires qui s'accumulent ?

Arrêter le nucléaire

Le nucléaire qu'il faut arrêter d'extrême urgence n'est certainement pas la solution d'avenir. Cela n'empêche pas les nucléocrates (Corps des Mines) du CEA d'œuvrer à la relance de la filière plutonium, la plus dangereuse, et de préparer la construction à Marcoule du réacteur Astrid. Ce réacteur fonctionnant au plutonium, la pire saloperie issue de l'industrie humaine, refroidi au sodium liquide (!) serait d'extrême dangerosité. Il prendrait la suite de Phénix et de superphenix (Malville), malgré le fiasco de ces réalisations démentielles. Il faudra à tout prix agir pour bloquer ce projet qui nous menace!

Et n'oublions pas, il faut le redire, nucléaire civil et militaire sont intimement liés, le nucléaire a été développé d'abord pour l'armement à l'initiative de de Gaulle, puis de Mendès France et bien d'autres. C'est de la « grandeur » de la France qu'il s'agit…. Et nous avons à revendiquer l'arrêt de ces nucléaires mortifères avant qu'il ne soit trop tard.

Pierre Péguin
Coordination Anti-nucléaire Sud-Est

**(Biological Effect of Ionizing Radiations) Effets Biologiques des Rayonnements Ionisants. Rapport de l'Académie Nationale des Sciences US -ici le 7ème- Ce rapport montre que la relation entre l'exposition aux rayonnements et le taux de cancer est linéaire c'est à dire proportionnel: plus vous subissez de rayonnement, plus vous risquez d'avoir des cancers. Cela se nomme l'approche linéaire sans seuil (Linear No Threshold = LNT). Mais les risques ne sont pas répartis uniformément: les cancers frappent essentiellement les plus jeunes et les filles, selon le schéma suivant: les filles métabolisent 2 fois plus de cancer pendant la jeunesse que les garcons. Cette différence s'atténue avec l'âge.*

*** D'après le CERI (Comité Européen sur le Risque de l'Irradiation) publié en 2003, le nucléaire est responsable de la mort de 61 millions de personnes de 1945 à 2002, de 130 millions de cancers, et de 3 millions d'avortements et de naissances monstrueuses… Cette étude a été réalisée à l'initiative des Verts européens.*

Nuclear power is beautiful ?

Histoire

Aux origines de l'impérialisme Américain

Depuis leur naissance au XVIIIème siècle, les États-Unis sont devenus progressivement une grande puissance agricole, puis dans la seconde moitié du XIXème, une grande puissance industrielle.

Leur rôle international est toutefois encore limitée : ils mènent à bien la conquête de leur territoire mais demeurent essentiellement repliés sur le continent américain.

La réinterprétation de la Doctrine Monroe

Jusqu'alors, le rapport au monde des américains était défini par la doctrine MONROE. Cette doctrine, énoncée en 1823 par le président John MONROE, posait la base théorique de la politique internationale des États-Unis.

Elle énonçait le principe de la non-intervention des États-Unis en Europe en même temps qu'ils reconnaissaient sur le continent américain les colonies européennes. En revanche, toujours selon cette doctrine, les États européens s'engageaient à ne plus étendre leur influence au-delà de leurs colonies.

Dès le milieu du XIX ème siècle, cependant, les États- Unis sont amenés à réviser progressivement cette doctrine isolationniste. C'est surtout vers les années 1880 qu'ils en donnent en définition nouvelle. Les États-Unis la font évoluer vers une doctrine, désormais, beaucoup plus interventionniste : ils la conçoivent comme justification à leur expansion territoriale sur le continent américain, voire au-delà, si leur sécurité et leur intérêt l'exigent et le justifient.

Ainsi, après leur victoire sur le Mexique en 1848 et la conquête des territoires du sud-ouest, achètent-ils l'Alaska aux Russes en 1867 (pour la somme de 7 200 000 dollars). Ils font également l'acquisition, la même année, de Midway dans le Pacifique. En revanche, l'annexion d'Hawaii échoue une première fois en 1893 par la volonté du président démocrate Stephen GROVER.

La nouvelle interprétation de la «doctrine» conduit aussi les États-Unis à s'ériger en gardiens de l'ordre sur le continent américain. En 1889 – 1890, une Conférence des États de l'Amérique du Nord et du Sud donne l'occasion au secrétaire d'État, James G. BLAINE, de définir la doctrine du futur panaméricanisme. En parallèle, est mis sur pied à Washington, un bureau des Républiques américaines.

L'affaire de la Guyane britannique est elle aussi révélatrice. En 1895, un différend de frontière oppose le Venezuela et le Royaume Uni. Le secrétaire d'État américain du moment, Richard OLNEY, adresse au gouvernement britannique une note dans laquelle il déclare que toute question frontalière sur le continent américain ne saurait être réglée par un État européen sans l'intervention des États-Unis. Ceux-ci sont donc pratiquement souverains sur le continent. C'est bien du «monroenisme» renforcé. Après avoir protesté, le gouvernement britannique accepte, finalement, l'arbitrage de Washington.

La « Destinée manifeste »

Le renouveau nationaliste s'appuie en grande partie sur la théorie de «destinée manifeste». Celle-ci remonte au XVIIème siècle et aux puritains de la Nouvelle -Angleterre mais est relancée, après l'annexion du Texas en 1845.

L'auteur de la formule en est alors John SULLIVAN, directeur de la «Democratic review» de New York. Selon lui, les États-Unis vaincraient tous ceux qui tenteraient de «*s'opposer à notre politique ou de faire obstacle à notre puissance, de limiter notre grandeur et d'empêcher la réalisation de notre destin manifeste, qui est de nous répandre sur le*

continent pour assurer le libre épanouissement de millions de personnes qui, chaque année, se multiplient ...».

Le darwinisme social inspire, également, un certain nombre d'auteurs. Selon cette théorie, très en vogue à l'époque, la sélection naturelle concernerait aussi les peuples et certains d'entre eux, supérieurs aux autres, seraient faits pour dominer, pour éduquer.

Les nationalistes placent la civilisation occidentale au-dessus de toutes les autres et les États-Unis sont à leurs yeux, les plus aptes et les plus logiquement «destinés», par leur dynamique de progrès, par leur intégrité morale, à répandre leur modèle de liberté et de culture. La notion d'une mission à accomplir est ainsi mise en évidence et les actions entreprises s'accompagnent le plus souvent d'un discours moral et idéaliste où les guerres sont considérées comme des «croisades».

Bien que les rapports avec le Royaume-Uni soient très complexes (il est l'ancien colonisateur), les deux pays se retrouvent pour défendre certaines valeurs communes. L'ultranationalisme qu'est le Jingoïsme au Royaume Uni, influence certains milieux américains qui partagent avec Rudyard KIPLING l'idée du «fardeau de l'homme blanc». La «race» anglo-saxonne devrait dominer le monde pour apporter le modèle de liberté, de démocratie et de progrès que les autres ne connaissent pas ou auxquels ils ne sont pas capables, seuls, d'accéder.

Ce nationalisme extrémiste est exprimé par des hommes politiques, des militaires, des intellectuels. Parmi les universitaires, figure l'historien John FISKE dont l'article «Manifest Destiny» paraît le «Harper's Magazine» en 1885 ou encore John W. BURGESS, auteur de «Political science and Compagny Constitutional Law» en 1890.

L'influence la plus grande revient cependant au pasteur congrégationaliste Josiah SONG. Son ouvrage : «Our Country : its posible Future and its present Crisis» paru en 1885 est un gros succès de librairie. L'auteur y développe l'idée d'une «mission» confiée par Dieu aux américains. Ceux-ci doivent évangéliser le monde et y étendre la liberté civile.

En 1900, avec «Expansion under New World Conditions», Song reprend l'idée de «mission divine» et d'une toute puissance des États-Unis sur le monde. Le pays va régénérer la planète et les Américains ainsi prouver leur supériorité.

Les applications stratégiques du nationalisme

Certains nationalistes prennent aussi en compte des données stratégiques de l'expansion. Malgré de timides efforts, les marines de guerre et de commerce ne sont à la fin des années 1880 ni importantes ni performantes. C'est Alfred MAHAN surtout, qu'est due la nouvelle politique maritime. Professeur au «Naval War College» puis président de cette institution, le capitaine (futur amiral) MAHAN, en 1890-1892, publie ses cours sous le titre : «The influence of sea power upon History». Il soutient que la puissance navale l'emporte finalement sur la puissance terrestre comme le prouvent la victoire de Rome sur Carthage ou de l'Angleterre sur Napoléon 1er.

La «croissance nationale», puisque la conquête continentale est achevée, doit se poursuivre et prendre appui sur les mers. Dans tous ses écrits (il meurt en 1914), MAHAN insiste sur le fait que les États-Unis ne peuvent devenir une grande puissance qu'en devenant impérialistes. Et l'instrument de cet impérialisme se doit d'être la flotte. Il importe donc de se doter d'une flotte marchande et militaire moderne et compétitive. Celle-ci devra s'appuyer sur des bases situées dans le monde entier qui permettront ainsi aux États-Unis de contrôler les océans.

L'acquisition d'Hawaï avec Pearl Harbor, en 1898, correspond à cette analyse géopolitique et stratégique. L'amiral souligne aussi la nécessité d'un canal à travers l'isthme de l'Amérique centrale, joignant l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique et cela afin en particulier, de concurrencer les européens sur le marché asiatique.

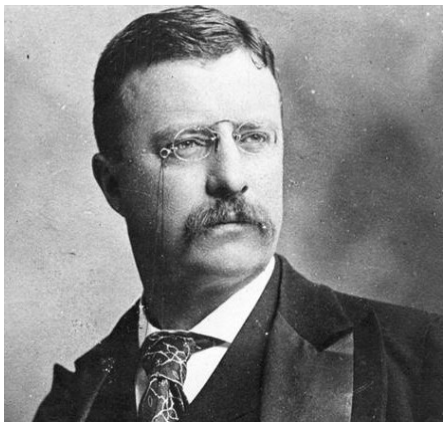
Comme le géographe britannique Halford MAC KINDER, enfin, MAHAN affirme que l'on assiste à un affrontement entre les civilisations des grands Empires maritimes (Royaume Uni et États-Unis principalement) et les nouvelles puissances européennes et asiatiques tels l'Allemagne, la Russie et le Japon.

MAHAN exerce une influence profonde sur l'opinion publique. Tous ses écrits sont des best-sellers. Il bénéficie, en outre, de beaucoup d'appuis. Parmi ceux -ci, le Secrétaire d'État John HAY ou le président Théodore ROOSEVELT (secrétaire à la Marine de 1897 à 1901) ou encore le sénateur républicain Henry CABOT LODGE. Celui affirme que les États-Unis sont désormais «à compter au rang des grandes nations» qui sont en train «d'absorber tous les territoires incultes du monde».

En 1900, la flotte de guerre des E-U atteint le quatrième rang mondial. Elle n'était qu'au sixième rang en 1889. Le budget destiné à la Marine, quant à lui, est passé de 31 millions de dollars en 1891 à 79 millions de dollars en 1902.

L'irrésistible essor économique

Cette prise de conscience du «rôle» qu'il revient aux États-Unis s'explique en partie par l'ampleur de son développement économique. A la fin du XIXème siècle, Les E.U sont devenus une grande puissance économique. Leur population atteint 75 millions d'habitants en 1900 puis 106 en



Théodore ROOSEVELT (secrétaire à la Marine de 1897 à 1901)

1920. Ils occupent un immense territoire, aux multiples ressources, et c'est en 1869 qu'est achevée la liaison ferroviaire transcontinentale, leur assurant la maîtrise de l'espace national.

Outre une puissance agricole, ils sont aussi et davantage une puissance industrielle. En 1913, leur production industrielle représente 35,5 % de la production mondiale, dépassant ainsi la production du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne réunis.

La balance commerciale, positive depuis 1894, et cela sans interruption jusqu'en 1971, est significative de l'évolution. Les produits de l'agriculture sont de plus en plus dominés par les biens industriels : les E-U vendent du kérosène, des machines-outils, des machines agricoles, du coton manufacturé…

En 1850, la part des produits industriels finis ou semi-finis représentait 17% des exportations. Elle en représente 42% en 1906.
Les grands trusts américains, tels la Standard Oil, l'US Steel, l'International Harvester commencent à pénétrer le marché mondial. Les investissements de capitaux à l'extérieur du territoire prennent de plus en plus d'importance et traduisent bien le dynamisme des sociétés américaines.

La place des États-Unis dans le monde, qui devient éminent sur le plan économique, n'a pas d'équivalent sur le plan de la politique internationale. Certains dirigeants américains souhaiteraient donc donner à leur pays le rôle qui semble légitiment leur revenir, compte tenu de sa nouvelle puissance économique. Ils rejoignent en cela beaucoup d'hommes d'affaires, particulièrement ceux de l'Est, ainsi que les «farmers» dans les visées expansionnistes. Ces derniers, en effet, sont soucieux de trouver des débouchés à une production excédentaire sans cesse croissante.

L'impérialisme européen paraît également justifier l'expansion américaine. Ne pas définir d'objectifs à l'échelle mondiale serait laisser le champ libre aux appétits des Européens en Amérique centrale ou en Amérique du Sud. Les E-U peuvent aussi craindre l'accaparement des marchés asiatiques par le Japon, autre puissance émergente ou, encore une fois par les Européens, déjà maîtres de l'Afrique. Sur le marché chinois, par exemple, prometteur de 400 millions d'individus, la concurrence est rude.

La fin de la frontière

Une autre donnée justifie les visées expansionnistes des apôtres de l'impérialisme américain, c'est l'arrêt des dynamiques intérieures lié à la notion de «frontière». En 1890, en effet, le surintendant du recensement déclare la «frontière» fermée : fort d'une conquête de l'Ouest portée à son terme, il n'y a plus de terres non peuplées à l'intérieur du territoire américain.

Or selon l'historien américain Frederik JACKSON TURNER, la «frontière», ce front ou espace incertain où se mêlent la vie sauvage et la vie civilisée, a forgé le caractère américain et même la «démocratie américaine».

Elle a également constitué une «soupape de sécurité». Il affirme ainsi, lors du Congrès international d'historiens à Chicago, en 1893, que *«la démocratie américaine est née dans la forêt américaine et s'est affermie chaque fois qu'elle rencontrait une nouvelle frontière».*

La frontière au sens turnérien du terme, une fois disparue, ce sont aussi les dynamiques qu'elle induisait qui se dérobent. La fermeture de la «frontière» entraîne donc plusieurs interrogations : ne faut il pas définir d'autres objectifs aux Américains, ces objectifs ne pouvant dorénavant se situer qu'à l'extérieur du territoire. Le marché intérieur ne risque-t-il pas de devenir trop étroit ?

Si l'on reprend la théorie de la «destinée manifeste», les États-Unis doivent entreprendre une expansion globale qui permettra de retrouver les vertus viriles de la «frontière», et de redonner un souffle vital à la démocratie.

Sur la conquête de nouveaux marchés, l'analyse est complexe. Les milieux d'affaires sont divisés. Cependant le contexte social et économique les pousse vers un soutien aux idées expansionnistes.

La dépression économique de 1893-1897 résonne pour beaucoup comme un avertissement. Le syndicalisme révolutionnaire progresse et inquiète la bourgeoisie américaine. Pour elle, la démocratie et son modèle sont en danger. Il faut, dès lors, trouver un moyen de concilier ce qu'engendre l'industrialisation, c'est-à-dire le progrès économique mais aussi l'émergence de «classes dangereuses» née de la misère sociale. Puisque la «frontière» ne fonctionne plus, l'expansion extérieure apparaît comme une solution.

«La splendide petite guerre »

Cela peut il aller jusqu'à l'annexion de territoires ? La réponse est oui à partir de 1898. Les événements cubains lui en donnent l'occasion...

La guerre hispano-américaine de 1898 tire son origine d'une révolte des Cubains contre le gouvernement espagnol.
L'île de Cuba, située à 150 kilomètres des côtes de Floride, dans les Caraïbes, appartient depuis 1492 à la couronne d'Espagne. C'est l'une des dernières colonies

de Madrid. Il s'agit de la plus grande île des Antilles, avec une position très favorable sur les routes maritimes internationales. Les États-Unis s'y sont toujours intéressés.

Il existe dans l'île, depuis longtemps, un fort mouvement indépendantiste mais les Cubains sont divisés. Les créoles, de leur côté, penchent plutôt vers une solution qui consisterait en un rattachement de Cuba aux États-Unis, dont d'ailleurs l'île dépend beaucoup au plan économique. Ce sont, par exemple, des compagnies américaines qui exploitent les plantations de sucre, de fruits, de tabac et le minerai. Les investissements y dépassent les 50 millions de dollars et le commerce avec Cuba représente 7% de l'ensemble des échanges extérieurs des États-Unis.

Depuis 1895, une révolte a éclaté, due en grande partie à une taxation de 40% des États-Unis sur les importations de sucre. La misère s'accroît encore davantage pour les paysans cubains car le sucre fournit 80% des ressources de l'île. Madrid refuse de céder devant les insurgés dont le héros d'une première révolte (1868 – 1879), José MARTI, de retour à Cuba, est tué. Le général espagnol Valeriano WEILER exerce une répression brutale : des milliers de cubains sont emprisonnés dans des camps de concentration. 200 000 personnes meurent dans ces camps de 1896 à 1898. Pour résister, les insurgés de leur côté pratiquent la politique de la terre brûlée.

Les Américains prennent fait et cause pour les Cubains. L'opinion publique est influencée par les comités révolutionnaires des émigrés cubains de New York. Ceux-ci collectent des fonds et envoient clandestinement des armes aux révoltés. Des associations protestantes demandent l'intervention mais le rôle essentiel revient à la presse, celle du Middle West et celle des «yellow papers». Cette «presse jaune», à sensation, appelle au soutien des Cubains révoltés. Les journaux plus virulents sont le «New York World» de Joseph PULITZER et le «New York Journal» de William Randolph HEARST. Le Général WEYLER y est surnommé le «boucher», «l'hyène humaine»… Chacun des deux quotidiens tire à 700 000 ou 800 000 exemplaires et n'hésite pas à utiliser des photos «chocs», des «scoops». où la véracité est souvent déformée. On passe sous silence le fait que les révoltés opèrent aussi d'importantes destructions des biens américains.

«Eclair au chocolat»

L'entrée en guerre est réclamée comme une «croisade», en vertu de la «Doctrine» de MONROE, des principes de la démocratie américaine et de la supériorité de la race anglo-saxonne. Les annexionnistes américains font aussi valoir aux milieux d'affaires, qui appréhendent une déstabilisation monétaire et boursière, que leurs intérêts économiques sont menacés s'il n'y pas d'intervention. Les partisans de celle-ci gagnent de plus en plus d'influence.

Le président MAC KINLEY (1896-1901) cède, finalement, aux pressions des bellicistes. Un événement fortuit va l'y forcer. Le 15 février 1898, en rade de la Havane, un cuirassé des États-Unis, le «Maine», est détruit par une mystérieuse explosion. En fait, l'explosion d'une chaudière est due à un incendie accidentel. On compte 260 victimes. L'opinion publique, américaine croyant à un attentat espagnol, est scandalisée. L'absence de réaction de MAC KINLEY apparaît comme une insupportable faiblesse.
«MAC KINLEY n'a pas plus de colonne vertébrale qu'un éclair au chocolat» dit de lui Théodore ROOSEVELT, futur président de États-Unis et alors secrétaire - adjoint à la Marine.

Le Président prend en compte l'attitude de l'opinion publique, des organisations protestantes, des milieux politiques et même des milieux d'affaires favorables à la guerre.

Le 27 mars 1898, il lance un ultimatum à l'Espagne exigeant l'armistice avec les révoltés et l'acceptation de la médiation des E-U. En dépit de la politique d'apaisement de l'Espagne qui accepte l'ultimatum mais refuse néanmoins l'indépendance aux cubains (ce que réclamait Washington), MAC KINLEY, le 11 avril 1898 propose au Congrès de déclarer la guerre.

Les puissances européennes sont partagées sur un éventuel soutien à l'Espagne. D'autre part, l'intervention du pape en faveur d'un armistice est un échec.

Le 20 avril, à une très large majorité, le Congrès dominé par les Républicains, autorise l'emploi de la force armée pour libérer Cuba. L'amendement TELLER précise cependant que les E-U n'ont pas l'intention d'annexer l'île.

Le 21 avril, les américains organisent le blocus de Cuba. Le 24, l'Espagne déclare la guerre aux États–Unis. Le 29, MAC KINLEY la déclare à l'Espagne.

La «splendid little war», telle est l'expression utilisée par John HAY, le secrétaire d'État américain, en juillet 1905, pour désigner la guerre hispano-américaine. Aux États-Unis l'opinion publique s'enflamme pour cette guerre. Les dons affluent : Helen GOULD, une des américaines les plus fortunées, offre son yacht et 100 000 dollars. Plus de 20 000 volontaires s'enrôlent dans l'armée, entretenus en partie par les banquiers de Wall Street.

Parmi ces volontaires, figurent les «Rough Riders» du «lieutenant-colonel» Théodore ROOSEVELT. Celui-ci les a le-

vés après avoir démissionné de son poste à la Marine, le 7 avril 1898. Sa troupe de «rudes cavaliers» lance l'assaut décisif sur les collines de San Juan Hill au dessus de Santiago.

La victoire américaine et ses conséquences

Cependant, c'est sur mer que les combats décisifs ont lieu. Dans le Pacifique, dès le 27 avril, l'Amiral George DEWEY quitte Hong Kong et fait route vers les Philippines, une autre possession espagnole. Le 1er Mai, ses navires détruisent la flotte espagnole dans la baie de Manille et font le blocus de la ville. Celle-ci est prise le 13 août, après un simulacre de bataille et avec l'aide des Philippins révoltés. Auparavant, le 3 juillet, la flotte espagnole de Cuba avait été détruite dans le port de Santiago et le 12 août, l'Espagne acceptait l'armistice ainsi qu'un traité de paix préliminaire.

Malgré la victoire, la guerre a mis en évidence les faiblesses de l'armée américaine. Portée de 26 000 à 60 000 hommes, grossie de volontaires, elle est pourtant mal commandée, mal équipée. L'intendance et les services de santé sont peu efficaces. 400 soldats américains meurent au combat mais plus de 2000 succombent de fièvre jaune ou dysenterie.

En fait, l'Espagne malgré des effectifs supérieurs (200 000 hommes) était mal organisée et a peu résisté dans l'espoir vain d'une aide européenne. En outre, ses navires, encore en bois étaient obsolètes face aux navires en coque en fer de la Marine des E.U.

Le 10 décembre est signé, à Paris, le traité de paix entre l'Espagne et les États-Unis. Les français ont servi de médiateurs entre les deux puissances belligérantes. L'Espagne doit renoncer à Cuba qui devient autonome. A titre d'indemnité, Madrid cède aux Américains Porto Rico et l'île de Guam, la plus importante des îles Marianne dans le Pacifique. Enfin, les États-Unis achètent les Philippines à l'Espagne pour la somme de 20 millions de dollars.

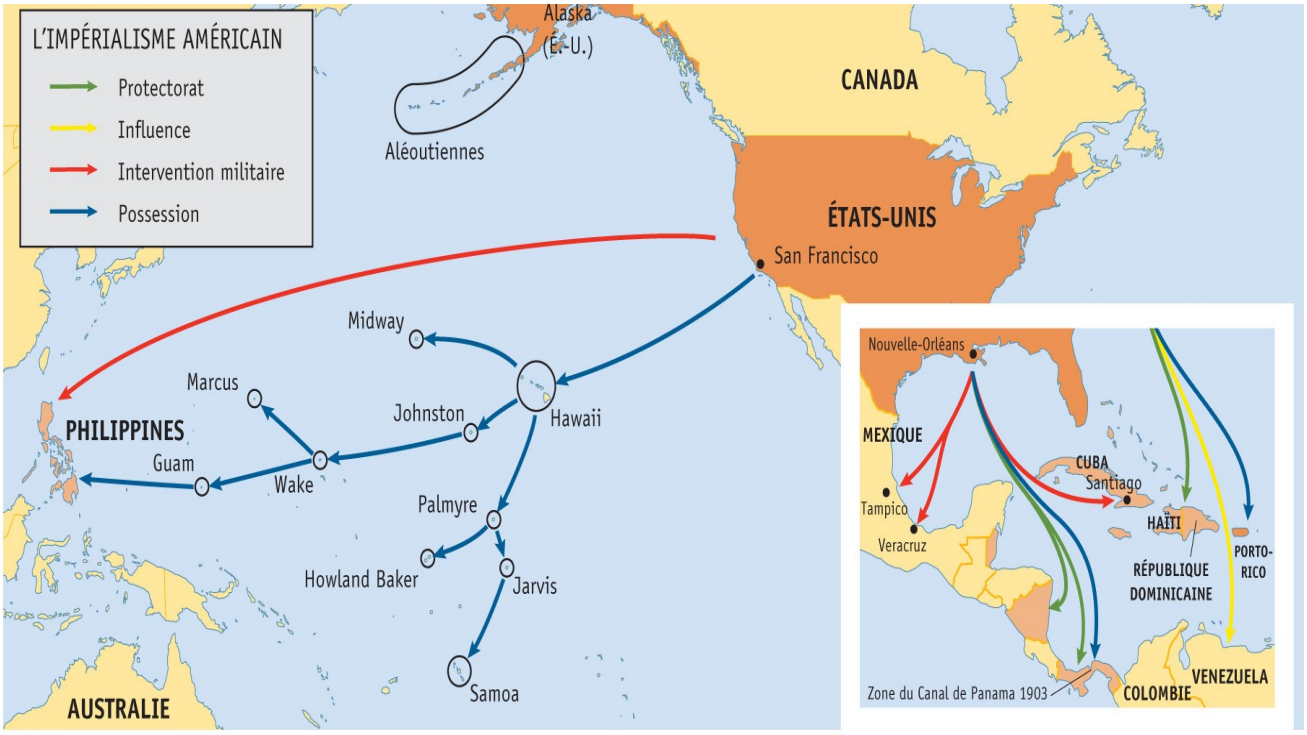
Le traité qui marque la fin de l'Empire colonial espagnol est ratifié le 6 février 1899 par le Sénat américain à une large majorité.

D'importantes controverses ont opposé les pros et les anti -impérialistes mais la possession de Puerto Rico a paru nécessaire pour surveiller l'isthme de l'Amérique centrale et le canal transocéanique que l'on envisage de percer.

Les milieux d'affaires ont vu dans les Philippines un atout pour le commerce en Asie et plus particulièrement vers la Chine. Les protestants, principalement, ont été favorables à l'annexion du catholique archipel des Philippines. En fait, la majorité de l'opinion publique s'est montrée favorable aux acquisitions, retrouvant la perception de la «destinée manifeste».

Une gestion coloniale diverse

C'est par ces mêmes arguments qu'est effectuée, le 7 juillet 1898, l'annexion de l'archipel Hawaï. Une importante colonie américaine vit déjà sur cet archipel et y contrôle les deux tiers des terres, produisant essentiellement de la canne à sucre. En 1893, la reine LILINOKALANI est déposée mais le président des E-U Stephen CLEVELAND ne procède pas à l'annexion. C'est chose faite avec William MAC KINLEY qui souligne l'importance stratégique de Hawaï. Le Japon, affaibli en Chine par les Européens et qui se rapproche des États-Unis ne s'oppose pas à l'annexion. Les Japonais représentaient 33% de la population des îles. La ratification par le Congrès intervient à une large majorité.



Selon leurs nouvelles colonies, les États-Unis mettent en place un système gestion différent.

A Cuba, c'est en fait un quasi–protectorat que les Américains exercent sur l'île jusqu'en 1934. La souveraineté de Cuba est transférée le 1er janvier 1899 par les Espagnols entre les mains du général américain BROOK qui devient gouverneur de l'île. L'objectif des États-Unis est de préparer l'indépendance mais sous leur contrôle. Ils effectuent une série de réformes administratives et financières, développent tout un programme social (écoles, hôpitaux …). Leurs troupes ne se retirent cependant de l'île qu'en 1902, qu'après l'élection présidentielle cubaine, largement préparée par les États-Unis.

Auparavant, Washington a fait ajouter «l'amendement PLATT», rédigé par le Sénateur du même nom. Cet amendement stipule, qu'entres autres clauses, que les E-U s'arrogent le droit d'intervenir à Cuba en cas de menace extérieure ou de troubles politiques. Les États-Unis, en outre, contrôlent également son endettement et occupent la base militaire de Guantanamo. Le traité de 1903 leur accorde aussi la domination commerciale avec l'île.

Les États-Unis vont ainsi jusqu'à 1917 intervenir à 3 reprises à Cuba. Ces interventions militaires seront à l'insu des Cubains, mais aussi, en certains cas, à l'appel des cubains, du moins certains. Ainsi, en 1906, le président corrompu et dictatorial d'Estrada PALMA, craignant d'être éliminé par son peuple en colère, demande l'assistance express de l'Oncle SAM pour sauvegarder son pouvoir et ses intérêts de classe.

Vis-à-vis de Porto Rico, les Américains usent d'une politique relativement modérée. D'abord sous administration militaire des E-U, Porto Rico devient autonome en 1900 par le FORAKER Act. Les Américains entreprennent une œuvre sociale importante et développent la production de canne à sucre et de tabac, pour une grande part à leur profit.

La citoyenneté américaine est finalement accordée aux Portoricains en 1917. Cependant Porto Rico ne devient pas un État mais possède simplement le statut de «Commonwealth».

La question des Philippines est plus épineuse pour l'impérialisme américain. Les événements aux Philippines sont essentiels pour comprendre l'évolution de la politique étrangère américaine.

Durant la guerre hispano-américaine, les E-U ont facilité le retour d'exil du leader nationaliste, le général Emilio AGUINALDO. Cependant ils ne reconnaissent pas l'indépendance proclamée par les Philippins dès le mois de juin 1898. L'insurrection est déclenchée contre la présence américaine après le Traité de Paris et se transforme en une terrible guérilla. Des violences (massacres, tortures, répression impitoyable) s'exercent de part et d'autre. Des camps de concentration sont organisés par les États-Unis. Le racisme le plus virulent envenime le conflit.

Les Généraux américains se succèdent : MERRIT, OTIS puis Arthur MAC ARTHUR, père de Douglas MAC ARTHUR, le futur héros de la Guerre de Corée.

En mars 1901, après la capture d'AGUINALDO, les soumissions sont nombreuses mais la pacification finale n'intervient qu'en 1903. Les E-U accordent

l'autonomie en s'appuyant sur l'aile la plus conservatrice des insurgés ainsi que sur les élites locales.

Ils promettent, en outre, de donner l'indépendance dès que la stabilité politique sera garantie. Étant entendu que stabilité, aux yeux des américains, rime avec un régime qui défendra au mieux ses intérêts économiques.

La montée des critiques

Des mécontentements se font jour, aux États-Unis, face à la nouvelle politique impérialiste. Cette vague est surtout portée par la «ligue impérialiste» qui sera très active jusqu'en 1902.

Issue de plusieurs ligues, dont la plus importante est celle de Boston fondée en 1898, la «ligue» a son siège à Chicago. Elle comprend des hommes politiques : des républicains comme le sénateur George HOAR et des démocrates comme William Jennings BRYAN ou l'ex président CLEVELAND. On y compte aussi : des hommes d'affaires, comme CARNEGIE ou encore des syndicalistes (Samuel GOMPERS, le chef de l'AFL, «l'American Federation of Labor»), mais aussi des écrivains (Mark TWAIN) et des hommes d'église.

Il s'agit de personnalités influentes mais la «ligue» ne comptera jamais plus de 30 000 personnes.

Les motivations des «ligueurs» se situent sur des plans très divers. Pour les uns, la possession de colonies est une trahison aux principes de la Déclaration d'indépendance.

Pour d'autres, plus prosaïquement, cela peut se traduire par un enrichissement des impôts puisqu'il faudra entretenir une armée et une marine importantes.

La «ligue» se bat contre l'«annexion» de Hawaï en 1897-1898.

Elle est hostile au Traité de Paris de décembre 1898.

La question coloniale devient pour la première fois un enjeu électoral à l'occasion des élections présidentielles de 1900. Or, le président MAC KINLEY est renouvelé avec pour vice-président Théodore ROOSEVELT, le «rude cavalier» de la Guerre Hispano-américaine. A partir de cette date, la «ligue» perd peu à peu de son influence.

Néanmoins, les anti-impérialistes ne sont pas les seuls à critiquer l'expansion coloniale. Les annexionnistes eux-mêmes s'interrogent sur ses résultats et ses perspectives. Les principaux arguments sont les suivants :Les conquêtes coûtent cher et engendrent des «complications» telles que celles qu'affronte le Royaume Uni avec la guerre des Boers en Afrique du Sud ou encore les EU, eux-mêmes, aux Philippines. Les marchés extérieurs peuvent être conquis pacifiquement sans qu'il y ait nécessairement d'annexion territoriale.

Même si le marché extérieur est loin d'être saturé, c'est dans l'expansion commerciale que se situe la nouvelle «frontière» (au sens turnérien du terme). Ainsi, pourront se déployer les dynamiques de la société américaine et s'accomplir sa mission civilisatrice.

L'impérialisme en soi n'est pas remis en cause. C'est la forme que l'on lui donne qui est discutée.

Une justification idéologique identique

Toujours est-il qu'en 10 ans à peine, les E-U sont devenus un acteur à part entière de la scène internationale. Et à travers le développement de ce nouveau discours idéologique aux objectifs économiques plus que militaires, les États-Unis entendent faire valoir une nouvelle stratégie, qui comme la précédente, veillera au mieux à sauvegarder ses intérêts.

La justification idéologique, en elle-même, demeure identique, quelles que soient les époques. De ROOSEVELT à TRUMAN, de REAGAN à BUSH père et fils ou à OBAMA, le monde, tel un mauvais scénario de Western, est simpliste : l'axe du bien, le leur, l'axe du mal, l'ennemi, variable selon les temps.

Dans tous les cas, les notions et valeurs revendiquées restent aussi les mêmes : «mission divine», «démocratie», «croisade» et «défense du monde libre» justifient un Ordre Mondial, toujours plus sanglant, voulu et contrôlé par le bras armé le plus fort de l'impérialisme capitaliste : celui de l'Empire américain.

Jérémie BERTHUIN
(SUD éducation 30)

Pour en savoir plus :

Yves Henri NOUAILLAT, *Les États-Unis et le monde au XXème siècle*, Ed. Arman Colin, 2000.

Allan NEVINS et Henry STEELE COMMAGER, *Histoire des États-Unis*, Ed. Economica, 1989

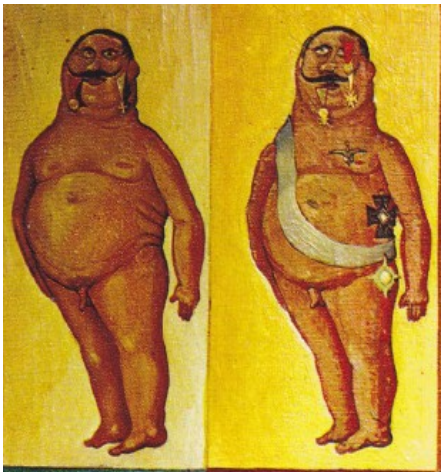
Jean Pierre MARTIN, *Histoire et civilisation des États -Unis*, Ed. Nathan Université, 1998.

Colloque de l'ERAC-CETAS, *La destinée manifeste des États-Unis au XIXème siècle*, Ed. Université de Rouen, 2000.

Carte blanche

Le cerveau disponible

Nous remercions vivement Bernard Noël de nous avoir donné ce texte (suite de *La castration mentale* (*POL*) et de *la privation de sens* (*éditions barre parallèle*)
La télévision n'a cessé d'accentuer ses effets !
Bernard Noël vient de publier *Œuvres IV : La Comédie intime* (P.O.L) et *Le roman d'Adam et Eve* (fata morgana). Les illustrations, en *contrepoint*, sont issues de *L'étrange cas de Monsieur K* de Victor Brauner (1934).
Ce texte a paru depuis aux *Editions Libertaires.*



La vue va et vient dans nos yeux tout comme l'air va et vient vers nos poumons, mais quel est derrière nos yeux l'équivalent de ces poumons ? Il faut bien pourtant que la respiration visuelle accumule en nous l'expérience de notre environnement et que la vue tire de la répétition des images les règles d'une relation qui est un premier langage. Quel est le circuit qui met le monde en tête et qui, les yeux fermés, permet qu'il soit encore là ? Dans quelle région du corps, ce là est-il situé ?

Peut-être la question ne s'est-elle jamais posée tant il est naturel de voir et de conserver les traces de la vue. C'est à partir du déjà vu que nous identifions les éléments du visible, et c'est la respiration du visible qui alimente sa reconnaissance. Savoir comment fonctionnent les zones du cerveau et les neurones et les synapses est en train de fournir des réponses, mais comment sentir que chacune de nos représentations est aussi un objet neuronal ? En attendant d'être doué de cette perception scientifique autant s'en remettre au naturel et reconnaître simplement que la circulation des images et leur conservation a fondé l'esprit. Et n'est-ce pas en lui que, peu à peu, la vision a pratiqué la nomination en inventant le langage ?

Le mot « intériorité » est infiniment plus organique et concret que le mot « esprit » mais pourquoi n'a-t-on cessé de faire de cette construction interne une sorte de supplément qu'auraient fourni les dieux ? Cette désincarnation fait peut-être logiquement suite à celle qu'opère le regard quand il ne cesse de changer le monde en images. Ce changement demeure naturellement insensible tant que la vue est directe, pratique, immédiate, mais sa conscience devrait s'imposer à mesure que la provision d'images grandit, que la mémoire s'en mêle, que la réflexion s'ajoute à l'expérience. On peut penser aujourd'hui que tout cela concerne des zones du cerveau, mais comment percevoir ce magasin intérieur et son organisation ? Il est vrai que l'on n 'a pas besoin de cette perception pour s'en servir, sauf que la perception permettrait une relation – si j'ose dire – ré-incarnée et que la ré-incarnation est sans doute une démarche capitale quand on cherche le meilleur moyen de résister à l'occupation médiatique.

Que l'on s'accorde ou non sur la formation et la nature de l'esprit, il existe un consensus général pour le considérer comme l'attribut spécifique de l'humanité et même son constituant. Chacun sait que l'esprit fonde la relation entre les hommes, donc qu'il crée la société, la culture et tous les développements qui en découlent. Il est ainsi la base de la personnalité, de son indépendance et de sa liberté d'accepter ou de combattre les conditions sociales et politiques. Le pouvoir, quel qu'il soit, a par conséquent toujours cherché à le convaincre ou à le contraindre. Il l'a fait par la loi, qui met en ordre les relations au nom de la justice. Il l'a fait par la peur, qui menace l'opposant d'une violence impitoyable. Il l'a fait surtout par l'éducation religieuse puis civique, qui orientent également l'esprit dans le bon sens de la nécessité du pouvoir et de l'acquiescement à sa domination.

Façonner la conviction de cette nécessité est plus rentable que de l'imposer et sans doute, après des siècles et des siècles de cet exercice, n'imaginait-on pas que l'on pourrait, un jour, se passer d'une formation qui exige un long enseignement, une hiérarchie familiale et sociale, une lourde administration. Tout à coup et brutalement, une invention a dévalorisé la pratique de ce long héritage parce qu'elle permet de pénétrer directement dans l'esprit – ou du moins dans son lieu - , de le violer sans en avoir l'air et d'y installer les éléments propices à sa soumission.

La facilité de cette invasion et le naturel de l'occupation qui s'en suit surprennent dès qu'on réfléchit au processus de leur mise en place. On découvre ainsi qu'il suffit de tenir les yeux et d'y déverser des images pour que l'espace de l'esprit s'abandonne à leur flux comme s'il en était l'auteur et non pas la victime. Jamais dans le passé, une machine n'avait eu la capacité de pénétrer dans la région la plus intime des humains, de l'envahir et de l'occuper au moyen d'un spectacle qui, sous prétexte d'informer, d'instruire ou de distraire, ne laisse aucune marge au moindre recul critique. Bien sûr, chacun garde le contrôle de l'appareil et peut à tout moment interrompre

l'émission dont il jouit, mais elle est en général dotée d'assez de séduction ou d'habileté pour qu'on la suive jusqu'au bout. Conséquence : un bon nombre de nos contemporains passe au moins quatre heures par jour devant leur téléviseur. De plus, les écrans se multiplient et, désormais portables, tiennent dans la poche ou le sac et nous deviennent inséparables. Pire, ils sont de plus en plus utilisés dans l'éducation et risquent de faire disparaître la relation , le contact humain.

Cette inflation de la consommation visuelle pourrait ne représenter qu'une certaine frénésie dans un domaine justement particulier de la consommation, mais quels en sont les effets ? C'est avant tout un trop plein qui fait le vide. Oui, voilà une expression bizarre, mais a-t-on jamais connu auparavant un système susceptible de remplir un lieu pour le vider de ses qualités mentales naturelles ? Et qui plus est un lieu situé dans notre corps et considéré par tous comme essentiel bien qu'il ne soit jamais perçu physiquement. Ainsi le flux d'images déversé dans nos yeux devient notre activité « spirituelle » tout en gardant l'apparence d'un spectacle inoffensif. Le sujet de ce spectacle est un leurre : il importe beaucoup moins que la circulation du flux d'images qu'il produit et qui, par son seul mouvement, occupe notre esprit pour le garder disponible au message impressionnant qui, de temps à autre, lui sera communiqué.

Tant qu'il est occupé par ce flot visuel dont l'invasion est continue, notre esprit ne le pense pas pour la raison qu'il n'a pas besoin de se représenter ce qui, tout en l'occupant, ne cesse pas d'être devant ses yeux. Il faut évidemment rappeler ici que le spectacle télévisuel est la seule activité humaine qui, pour débuter, n'exige comme seul effort que d'appuyer sur un bouton avant de suivre passivement la succession de ses images. L'effacement de tout effort préliminaire est la base de l'attrait de la télévision : il suffit de l'allumer et d'ouvrir les yeux. Cette situation replace peut-être l'esprit dans une position originelle : celle où il lui suffisait de voir pour être comblé… Sauf que, devant l'écran, il n'est plus dans la vision en cours de réflexion mais dans l'abandon à un gavage visuel qui, tout au contraire, neutralise la réflexion.

Un ancien directeur de la chaîne de télévision la plus populaire fit un jour l'aveu devenu célèbre que son rôle était de créer du « cerveau disponible » pour les messages publicitaires de ses clients. Comment s'obtient cette disponibilité ? Par la circulation continue d'un flux d'images dont le mouvement entretient la passivité de sa réception. À cette mobilisation du système visuel s'ajoute bien sûr celle du circuit auditif par des mots et des sons complétant la séduction mais cela suffit-il à expliquer la fabrication du « cerveau disponible » ?

Depuis le fond des temps, la perception humaine combine l'auditif et le visuel mais il lui a fallu des millénaires pour en perfectionner l'expression par le langage et par l'écriture, bref par une symbolisation toujours plus exactement liée à son sujet. Cette symbolisation faite de deux modes complémentaires, mais le second relativement récent, a toujours laissé chaque individu libre de les interpréter à sa façon en faisant un effort de conception et d'imagination. Par rapport à cette longue histoire, l'enregistrement mécanique des images d'où naît l'audio-visuel a tout l'air d'une brusque et envahissante précipitation, qui amplifie son effet depuis un demi-siècle.

La nouveauté, sans doute déjà oubliée, est que cette précipitation d'images s'est installée dans l'intimité de chacun et qu'elle n'exige aucun apprentissage. Il suffit de posséder l'appareil adéquat, de l'installer au centre de son logement et de s'asseoir devant lui. Vous pressez sur un bouton et le défilé des images commence doublé de la sonorisation qui l'accompagne naturellement. Dès lors, tout le champ de votre perception est occupé car le symbole et son contenu se confondent tout comme vont de pair succession des images et audition sans que vous puissiez intervenir autrement que par l'interruption.

Toutes les œuvres créées jusque-là et dans tous les domaines étaient discrètement incomplètes : elles comptaient sur l'interprétation, l'imagination, donc l'intelligence pour atteindre leur achèvement. Le spectacle audio-visuel se suffit à lui-même parce qu'il est totalement figuré, totalement achevé quelle que soit sa qualité ou sa médiocrité. Qu'ils soient originaux ou banals, ses thèmes se valent pourvu qu'ils déclenchent une assimilation rapide et entretiennent un appétit de consommation. Tout cela est désormais bien connu et dénoncé même si la dénonciation, loin d'avoir un effet dissuasif et populaire, en est réduite à constater que l'image mouvante et augmentée de quelques bulles de discours sert maintenant de programme et de pensée politiques.

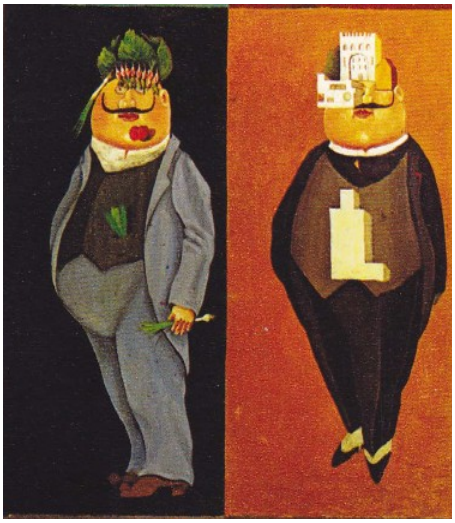
Reste pourtant à essayer de comprendre pourquoi l'humain est fragilisé par ce qui fonde justement son humanité, c'est-à-dire son « esprit ». À comprendre pour-

quoi un flot d'images pénétrant par ses yeux peut occuper cet esprit au point de le rendre en effet « disponible » à n'importe quelle manipulation publicitaire ou politique. La science, qui a beaucoup appris sur le cerveau et la pensée depuis quelques années, arrivera sans doute un jour à identifier les circuits qui permettent cette invasion et cette occupation. Servira-t-elle alors à nous protéger ou à nous asservir ? Étant donné ce que nous apprend l'histoire, les chances en sont probablement égales.

Du mythogramme à la lettre en passant par l'idéogramme, la symbolisation a progressé relativement vite dans le domaine de l'écriture. Ce qui est remarquable pour nous dans cette évolution, c'est que, au départ, une image réduite à son propre signe sert à nommer la chose, l'objet, l'animal… Qu'en est-il de la vocalisation de ce nom qui, bien sûr, précède la tentative de sa transcription ? Rien ne nous l'indique parce qu'il n'existe pas de fossile de la parole. L'écriture n'a guère que cinq mille ans, les peintures pariétales six à huit fois plus, la parole vient d'un lointain incalculable. Il faut juste souligner que la symbolisation commence par des signes figuratifs qui, très rapidement, deviennent abstraits.

L'origine s'éloigne dès qu'on veut l'approcher. Mais l'œil est toujours là, qui s'est ouvert dès qu'il y a eu du corps et de la vie. Et cet œil voit et, voyant, il envoie des images vers le cerveau et y accumule une connaissance. Rien que de naturel et d'animal jusque-là mais que se passe-t-il au moment où, ayant fermé les yeux, cet animal s'aperçoit qu'il voit encore ce qu'il ne voit plus ? Cette situation, vue depuis aujourd'hui, est mythique, elle a cependant toutes les chances d'être simplement naturelle, sauf que… entre la vision habituelle et la vision mémorisée, il y a le passage capital de la vue à la représentation. Ce passage est devenu si normal et depuis si longtemps qu'on ne voit pas qu'il inaugure la naissance de la pensée en même temps qu'il en fonde le lieu.

Si l'on admet que le passage de la vue à l'image mentale de la vue, qui est la base de la représentation, est aussi la base de la pensée, cette opération autant dire originelle suppose, pour se développer, un effort constant de réflexion générateur d'intelligence. Dès lors, si, dans un premier temps, il a pu suffire de voir, il a fallu bien vite savoir ce qu'on voit, comparer, déduire, projeter et même articuler sa vue. Il ne s'agit pas de rêver l'inconnu mais d'agiter du probable dans la mesure où l'œil, et lui seul, paraît bien être l'unique fondateur de l'humain pensif même si l'on n'oublie pas l'apport de l'oreille. Et si le pensif est attaqué par une agression mentale qui passe par l'œil, n'est-ce pas une raison de se demander ce qui fait de lui l'entrée principale de cette région intime ?



Chaque jour des millions d'yeux sont envahis par un flot d'images audio-visuelles qui s'en va occuper l'esprit dans lequel ce flot se précipite. Entre ces images-là et celles qui viennent du quotidien, du travail, des rencontres ou des activités, il y a une différence de nature qui, généralement, n'est pas perçue. Les images ordinaires alimentent normalement l'esprit en représentations qu'il analyse et réfléchit, les autres, celles de l'écran, suscitent en lui une sorte de paralysie mentale que l'ancien directeur de TF1 a parfaitement caractérisée en parlant de « cerveau disponible ».

Il faut encore interroger cette disponibilité ? Elle suspend l'activité du cerveau – mot préférable maintenant à « esprit » - en la neutralisant. Les images défilent à une vitesse normale et en apparence comme d'habitude sauf qu'elles sont à elles-mêmes leur propre représentation pour une raison que cette normalité dissimule. Ce qui occupe votre cerveau ne cesse à aucun moment de faire que vos yeux confondent le symbole (l'image) et son contenu de telle sorte que la représentation devient la réalité ambiante. Une réalité totalitaire qui ne laisse pas la moindre marge à l'imagination ni, bien entendu, à l'intervention sauf à couper court. La raison de cette occupation totale de l'espace mental est liée à l'occupation simultanée du circuit visuel et du circuit auditif avec pour conséquence que le spectacle n'est plus perçu comme tel, mais entièrement vécu.

L'installation du poste de télévision au centre de la vie familiale lui confère le pouvoir d'introduire dans le cercle le plus intime tout ce qui compose le monde extérieur : information, distraction, culture. Les membres de la famille croient que l'achat de l'appareil leur en a conféré la maîtrise, alors que celle-ci se limite à allumer et à éteindre l'appareil. En tant que spectateurs, ils sont dans une situation comparable à celle de l'ouvrier dans une chaîne de montage qui, privé de toute initiative, ne peut que répéter toujours le même geste.

On sait à quel point la passivité créée par cette situation est nuisible à l'humain parce qu'elle lui ôte toute maîtrise et rend son corps machinal : il en va fatalement de même de l'entraînement à la passivité que génère le téléviseur. C'est qu'avoir chez soi pareille source d'images charge ces images d'une réalité qui les intègre sans aucun effort de réflexion à la vie quotidienne et à la vie mentale.

Du coup, plus de distance et une familiarité très éphémère avec ce flot qui, toujours passant, impersonnel et irréfléchi, paralyse l'interprétation aussi bien que l'imagination.

Cette fabrique de la passivité

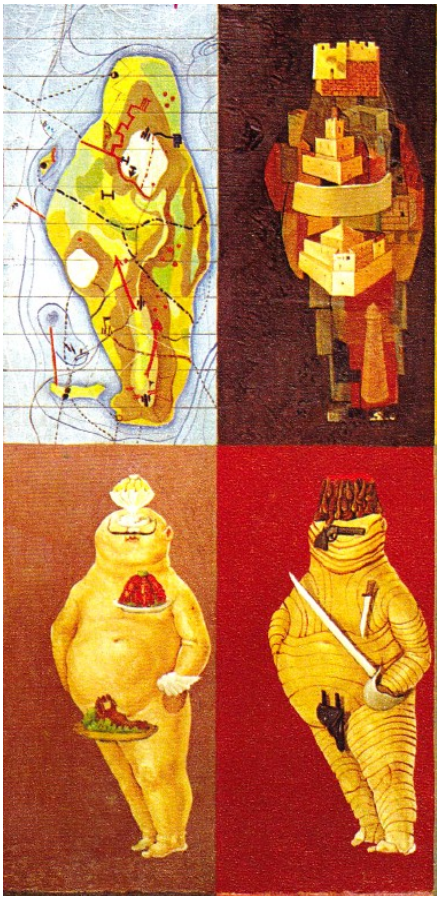
est sûrement l'une des inventions sociales les plus remarquables de notre époque. Elle est méprisante pour l'humain, mais elle aurait dû permettre d'adoucir l'oppression au point de rendre inutile la violence. Il n'en est rien parce que l'appétit des oppresseurs grandit sans cesse au-delà de toute mesure et au détriment d'un toujours plus grand nombre. À mesure que se multiplient les écrans, ce n'est pas la liberté qui grandit mais le moyen de contrôler chacun de leurs utilisateurs jusque dans son intimité. Le scandale provoqué par la découverte de la mainmise des renseignements américains sur toutes les communications privées le prouve sans, pour autant, le faire cesser. L'étonnant est de remarquer que tous les abus de pouvoir technologiques ne provoquent qu'une indignation très éphémère. Est-ce parce que les media s'empressent de passer à autre chose ou bien parce que l'indignation elle-même n'est plus qu'une réaction manipulée ?

La passivité est au fond la meilleure préservation contre toute révolte. On voit que les syndicats eux-mêmes s'en font aujourd'hui les complices puisque les manifestations qu'ils organisent ne sont qu'un leurre destiné justement à fatiguer les révoltés. Inutile d'ajouter que le socialisme ne porte plus cette étiquette que pour promouvoir son contraire. Il y a donc entre tous les centres de pouvoir une entente pour, d'une part décourager l'opposition et, d'autre part, développer les moyens de la rendre inexistante - très exactement de la faire disparaître. Pour cela, il faut rendre inconcevable la révolte et par conséquent occuper l'esprit afin de l'en écarter : l'occuper au sens militaire du terme.

Le meilleur instrument pour réaliser ce projet demeure la télévision et ses divers avatars pour toutes les raisons déjà dites et parce que la paralysie mentale qu'elle propage, non seulement est indolore, mais séduisante. Quand la vue est fascinée par une succession d'images sonores et mouvantes qui occupent tout l'espace visuel, la réalité environnante s'en trouve dédoublée si bien que la perception s'y égare. La pensée dérive alors au fil d'un spectacle qui lui permet uniquement de s'identifier à lui et qui, donc, l'empêche d'interpréter et d'imaginer. Ainsi ne progresse qu'une privation de sens qui facilite la soumission.

Quand a surgi la comparaison entre travail à la chaîne et spectacle télévisé, j'aurais dû m'attacher au fait que l'un et l'autre entraînent une perte de l'autonomie individuelle, donc de l'engagement et de l'implication physiques qui font, depuis toujours, que l'invention passe par le corps. C'est ce lien entre l'intelligence et la main qui disparaît dans les techniques nouvelles. Une désincarnation est à l'œuvre qui, loin de favoriser comme on le croyait autrefois la spiritualité, tend à la faire disparaître. Il n'est plus question que de valeurs matérielles et, tandis qu'une faillite les menace, toutes les autorités annoncent au contraire leur retour, et qu'il sera sauveur. L'entretien de cette légende productiviste passe par une obstination suicidaire et une oppression d'une violence jusqu'ici inconnue qui détruit les équilibres naturels, le climat, la qualité de la nourriture, les acquis sociaux, les services publics, l'éducation. Il faut faire croire que ce saccage est indispensable à un progrès futur, donc rendre les cerveaux disponibles à cette « vérité ». En attendant, nos corps sont atteints par cette dégradation générale en même temps que les conditions de vie, mais le spectacle à domicile nous en distrait. Les nouvelles s'enchaînent de manière à s'user l'une par l'autre de telle sorte que les responsabilités sont toujours reportées ou annulées. Le tout est de s'emparer de nos yeux et d'y déverser la potion d'images qui bonifie la vision de l'actualité – laquelle est désormais la seule dimension du monde.

Pourquoi s'emparer de nos yeux est-il si décisif ? C'est la question qui a motivé la tentative très risquée d'interroger une origine dont ne survivent pas les traces, sinon peut-être dans notre corps. Les études sont aujourd'hui innombrables qui tâchent d'éclaircir notre construction cellulaire et d'y situer



des régions, des circuits. Cependant l'urgence est de trouver la façon de ranimer une résistance corporelle à ce qui méprise notre corps et s'empare de notre seul espace mental pour y semer une soumission qui agira en nous comme un réflexe.

Il s'agissait ici d'inventer au sens archéologique le rôle fondamental de l'oeil, rôle qui de toute manière est le sien, afin de dénoncer son exploitation pour s'emparer de notre « esprit ». Est-il naïf de croire que si l'on connaît la manière d'opérer de l'ennemi, on dispose du moyen de s'opposer à son action ?

Sans doute n'est-ce ni aussi simple ni suffisant pour la raison que le savoir ne suffit pas : il faut y ajouter la perception et la conscience de la pénétration audio-visuelle au moment où elle agresse tout l'espace de l'intériorité. Cette pénétration emprunte le circuit originel qui mène de la vue à la pensée et elle doit à la maîtrise de ce trajet toute sa puissance d'occupation. Le spectateur-auditeur, à cet instant, acquiesce ou se défend : il est averti, il a le choix…

Bernard Noël

Carte blanche

Retour vers le futur

Le texte, ci dessous, est une contribution au débat pour l'unité d'action du syndicalisme de lutte. Il est signé, et là réside aussi son intérêt, à titre individuel par quatre animateurs syndicaux gardois issus de Solidaires, CGT, CNT et FSU.
Il ouvre des perspectives et des pistes de réflexion qui invitent à la poursuite du débat dans les prochains numéros de notre revue.

En ce 120ème anniversaire de la création de la CGT, se rappeler de l'abécédaire des valeurs du syndicalisme français à ses origines, peut nous aider à y voir plus clair et à dégager des perspectives. Des perspectives qui nous manquent cruellement en ces *temps maudits*, pour reprendre les mots de Jack London.

Des temps maudits de recul d'un mouvement social offensif et créatif. Condition sine qua non pour redonner du sens à notre action syndicale et peser sur le rapport de force.

En ces temps, notre temps, où la colère sociale existe (les lambeaux de la chemise des DRH d'Air France en sont la preuve...).

En ces temps, où les **attaques contre nos conquêtes sociales se multiplient** : Pacte de responsabilité, Loi Macron, casse du Code du travail, accord PPCR, remise en cause du statut des fonctionnaires, Loi Rebsamem, enjeux autour des salaires, du chômage et de l'austérité.

Oui, des attaques qui ont comme dénominateur commun, un gouvernement Hollande aux ordres du Medef. Un même Hollande qui en 2012 promettait, avec un faux ton enjoué à la Jaurès, de s'en prendre à la Finance et qui le lendemain, se revendiquait comme étant un social-démocrate (non dans le sens du XIXème, qui visait à désigner une classe ouvrière, mais dans sa reconnaissance de l'économie de marché).

Un gouvernement Hollande, qui multiplie des réformes dont le seul bénéficiaire est le patronat. Des réformes qu'un gouvernement de droite n'aurait jamais pu fantasmer, ni pu appliquer sans une contestation syndicale d'envergure...Une **histoire vieille, celle des promesses non tenues par un gouvernement de Gauche** ! Une histoire qui bégaie hélas tant les exemples sont nombreux !

LA GRÈVE DES MINEURS DU PAS-DE-CALAIS
Le cortège des grévistes parcourant les corons

Et pour n'en détacher que quelques uns : rappelons-nous de l'action du Ministère Gayssot, sous le gouvernement de la « Gauche plurielle » de Jospin, à la fin des années 90. Au Ministère des Transports, le zélé « camarade-ministre », ex- leader syndical du Rail, avait laissé une trace indélébile dans sa contribution à la casse du statut des cheminots et la privatisation d'Air France.

En retraçant plus loin - tant les trahisons et/ou les fausses promesses furent nombreuses -, nous ne pouvons que nous souvenir de quelques épisodes pris, parmi d'autres : l'invention de la précarité sous le Ministère Fabius avec ses TUC, la séparation des PTT en La Poste et France Télécom ou encore les attaques contre la Sécurité sociale en imposant la CSG, etc.

En ces temps, où les salarié-e-s, les chômeurs et chômeuses, la jeunesse se retrouvent dans une impasse qui leur fait oublier, à tous et à toutes, que **c'est dans l'action collective et la convergence des luttes que l'on gagne, que l'on retrouve la dignité : c**elle d'imposer de grands choix collectifs de vie ; celle de refuser ceux du CAC 40 et de l'impasse de la politique institutionnelle.

En ces temps, de perte de confiance dans des alternatives de rupture avec la loi des Patrons et des possédants, qui a pour conséquence corrélative et meurtrière : une extrême droite qui monte en flèche.

En ces temps, encore, de **répression de classe, où la chasse est ouverte aux syndicalistes** (en 2010, suite à des actions pendant le mouvement des retraites, cinq militants de la CGT Alès sont condamnés, dont deux d'entre eux à des peines de prison avec sursis, Fouad Harjane de la CNT Metz condamné à 40 000 euros d'amende par la SNCF, Yann Lemerrer de SUD PTT 92, licencié de La Poste pour ne prendre, une fois de plus, que des exemples parmi d'autres). Une chasse et une criminalisation des militant-e-s qui prend, d'autant plus un sens lourd et grave, dans ce contexte de recul des luttes. Comme s'il s'agissait de réduire au silence les derniers foyers déterminés de la résistance sociale.

Vers enfin une autonomie du mouvement social ?

En ces temps, enfin, de **recul du mouvement social et syndical qui peine à retrouver un second souffle** après les échecs répétés des dernières mobilisations de masse. Des mobilisations pourtant pleines d'espoir mais sabordées par certains responsables syndicaux en 2003 ou lors du mouvement des retraites en 2010. Un recul, surtout, de la confiance en l'action de masse qui ne manque pas d'affecter le moral et la motivation des adhérent-e-s, des militant-e-s et des équipes syndicales...

Un autre facteur qui contribue (même si ce phénomène n'est pas nouveau hélas !) à l'attentisme du syndicalisme, aujourd'hui, réside dans son inféodation (directe ou indirecte) à des impératifs extérieurs.

Les fondateurs de la CGT, en 1895, l'avaient parfaitement compris. Quand un Victor Griffuelhes ou encore un Émile Pouget jetaient les bases théoriques et pratiques d'un syndicalisme fondé sur le boycottage, le sabotage, l'anti-parlementarisme, **l'idée de grève générale expropriatrice et la stricte indépendance de l'action de classe à l'égard des partis politiques, de l'État et du patronat (Charte d'Amiens, en 1906).**

Dans sa brochure, *L'action directe*, Émile Pouget précisait en ces mots ce dernier concept :

« L'action directe signifie que la classe ouvrière, en réaction contre le milieu actuel, n'attend rien des hommes, des puissances et des forces externes à elle, mais qu'elle crée ses propres conditions de lutte et puise en soi les moyens d'action. Elle signifie que, contre la société actuelle qui ne connaît que le citoyen, se dresse désormais le producteur ».

De ce débat ancien, et pourtant toujours d'actualité, **le syndicalisme**, du moins celui dont nous nous réclamons, **se renforcerait en réaffirmant son autonomie d'action et de décision vis à vis des partis politiques.** Quels qu'ils soient.

Pour aller vite, redéfinir un agenda militant qui ignorerait le calendrier électoral. Car, et c'est bien la preuve que cette réalité est prégnante, à la veille d'échéances électorales importantes (du moins pour ceux et celles qui les portent), nous constatons à chaque fois que la lutte des classes, du fait entre autre de certaines Directions syndicales, devient moins prioritaire pour nombre d'organisations.

Une réalité, qui relègue, en conséquence, au second plan la construction du nécessaire rapport de force.

Une réalité, qui a le don d'**anesthésier la colère sociale**, comme si, le « salut » du syndicalisme ne pouvait se concrétiser qu'au prix d'un supposé « débouché électoral », validé par le dépôt d'un bulletin de vote « utile ».

Là réside, une autre vraie question qui se pose à nous. Et la perspective des prochaines échéances électorales, avec comme point d'orgue les élections présidentielles de 2017, ne peut que renforcer notre crainte d'anesthésie de cette colère de classe, d'autant que le chantage au vote « utile » jouera à pleins feux, avec le spectre d'une potentielle victoire de Marine Le Pen.

Les Zapatistes de l'EZLN l'avaient, d'ailleurs, bien compris, en 2012, en pleine campagne présidentielle au Mexique,

avec la *Otra campaña*, leur caravane avait parcouru le pays pour rappeler à la population, que les élections passent, **les gouvernements passent, la lutte des classes demeure**.

Vers un Pôle des convergences des luttes ?

En ces temps maudits d'arrogance patronale et gouvernementale, ne serait-il pas temps d'inverser cette tendance ? Comment redonner du sens à notre militantisme quotidien en tâchant de détacher quelques pistes et perspectives ?

Dans certains pays, **en Espagne ou en Italie** par exemple, des cadres unitaires d'action se sont faits jour ces dernières années. Tournant le dos aux sectarismes, à toute forme de patriotisme d'organisation, dépassant les nuances entre les organisations intervenant dans le même camp de la lutte des classes, des Plate-formes larges se sont mises en place. **Des plate-formes unitaires de masse qui coordonnent et impulsent des luttes d'envergure** sur des thématiques aussi variées que la lutte contre le chômage, les licenciements et la précarité, les expulsions de locataires, la solidarité avec les travailleurs et travailleuses migrant-e-s.

Pourquoi n'en serait-il pas de même, en France, pour le syndicalisme de lutte ?

Des organisations du mouvement syndical (que ce soit au niveau confédéral, fédéral ou au niveau de sections syndicales) présentent des caractéristiques communes. Tant au niveau des pratiques quotidiennes que dans leurs soucis de **faire vivre un syndicalisme différent**, basé sur la parole de la base, sur l'importance de la solidarité interprofessionnelle au travers de notre implication dans nos Unions locales, sur **l'autogestion des luttes et un projet de transformation sociale,** nous ne pouvons que trouver des points de convergence évidents entre des acteurs et actrices de syndicats : qu'ils et elles soient adhérent-e-s à la FSU, CGT, CNT-SO, Solidaires, CNT ou FO.

Au delà des organisations syndicales, il est évident également que des accointances existent avec des **associations intervenant sur certaines questions sociétales** (chômage, précarité, lutte des travailleurs et travailleuses migrant-e-s, féminisme et antifascisme…). Des associations que l'on appuie dans leurs combats, parce que justement l'on se retrouve au coude à coude dans les mêmes luttes, et parce que notre syndicalisme dépasse le cadre étriqué et corporatiste du monde du travail.

Pourquoi, dès lors, ne pas lancer le débat d'un appel à la constitution d'un **Pôle de regroupement des convergences des luttes** qui s'adresserait aux organisations et équipes syndicales comme à des associations de chômeurs et chômeuses (AC !, MNCP, Apeis), celles intervenant sur les questions liées au logement (DAL, Droits devant) ou enfin les divers Collectifs de Sans papiers, féministes et antifascistes… ?

Il ne s'agirait pas, bien sûr, d'une unification organique de nos cadres militants respectifs. Il s'agirait, néanmoins, d'asseoir **la possibilité de travailler ensemble, depuis la base, dans un cadre structurel permanent sur des projets et propositions communes**. Une préoccupation que l'on partage déjà ici localement dans notre département.

Il s'agirait de **trouver ensemble des revendications unifiantes** : campagne pour la réduction du temps de travail à 32h, le droit de véto dans les CE des entreprises qui licencient, la régularisation de tous et toutes les sans papiers, le droit à un logement digne etc.

Sans oublier un approfondissement nécessaire et indispensable de notre travail pour contrer syndicalement l'extrême droite. Un travail initié avec un succès certain, mais qui demeure à renforcer, par le Collectif VISA (Vigilances Initiatives Syndicales Antifascistes).

En un mot, créer les bases d'un travail commun pour redonner du dynamisme à notre camp dans la lutte des classes.

En un mot, sortir notre syndicalisme d'une posture défensive (hélas nécessaire en ces temps d'attaques anti-sociales tous azimuts) et **retrouver le chemin d'un syndicalisme qui réinvente l'utopie d'une alternative** face au rouleau compresseur capitaliste.

Jérémie Berthuin (Solidaires 30),

Niko Sallaberry (CNT 30), Thomas Sattucci (FSU 30),

Bernard Vire

(UL CGT Alès)

La légende noire des soldats du Midi

« ...Surprises sans doute par les effets terrifiants de la bataille, les troupes de l'aimable Provence ont été prises d'un subit affolement. L'aveu public de leur impardonnable faiblesse s'ajoutera à la rigueur des châtiments militaires. » (article du sénateur Gervais *La vérité sur l'affaire du XVe Corps* , le Matin du 24 août 1914 ")

« Août 1914, c'est l'Union Sacrée, tout le monde est d'accord pour aller casser du *boche,* la voix de Jaurès s'est tue, à droite comme à gauche on astique les baïonnettes, on se chauffe la voix aux mâles accents des chansons de Déroulède *(...l'air est pur, la route est large, le clairon sonne la charge...).*

Tout le monde, du Nord au Midi, rêve de batailles.

Joffre, à la tête de l'état-major se félicite de cet état d'esprit et il compte bien en profiter pour pousser les feux : offensive à fond ! Sa tactique est d'une grande clarté : baïonnette au canon et en avant, tous à Berlin !

Le début de la guerre semble donner raison au tenant de cette (absence de) stratégie :

« ...le 7 août Mulhouse est prise, sans grand effort et l'offensive se poursuit jusqu'au 19 pour atteindre les faubourgs de Colmar. Mais le repli des Allemands est purement tactique : leur contre - offensive oblige les Français à battre précipitamment en retraite. » (1)

On pourrait penser que ce premier revers donne à réfléchir à l'état - major. Pas du tout, Joffre ne change rien et il joue la même terrible rengaine qui pourrait se résumer ainsi : *« Allez-y mes braves soldats, poitrine au vent et Rosalie au canon... ».* Refrain que les Français aiment à entendre : c'est l'Union Sacrée, tout le monde contre *le boche*, tous derrière nos braves soldats, sous notre drapeau tricolore pour aller *couper les moustaches à Guillaume.* Et les chefs étoilés lancent l'offensive de Moselle : *« ... le XXe de Nancy, le XVe de Marseille et le XVIe de Montpellier, s'enfoncent donc en territoire ennemi, en direction de Dieuze et de Morhange, tandis que les Allemands se dérobent curieusement au combat. Le 21 le piège se referme sur des Français trop confiants : l'artillerie lourde se déchaîne, les pantalons rouges sont écrasés...c'est la retraite catastrophique... » (2).* Impossible de reconnaitre devant le pays que l'offensive à outrance s'appuyant sur les fantassins français (les meilleurs soldats qu'on puisse imaginer) est une erreur aux conséquences lourdes en termes de pertes humaines. Même si les états-majors sont peu regardants sur la consommation de troupe — on fait la guerre — la population est émue, ce sont des enfants du pays qui sont tombés et particulièrement du Midi : le XVe corps, composé de contingents d'Antibes, de Toulon, de Marseille et d'Aix, paye un lourd tribut.

La cause profonde est plutôt à chercher dans le défaut stratégique de nos chefs étoilés qui sont en retard d'une guerre, et qui, en particulier, méprisent les possibilités d'informations que peut fournir l'aviation. Le capitaine Armengaud qui avait survolé les lignes allemandes le18 août a tenté de mettre en garde, à l'état-major du XXe, le général Duchène lequel, méprisant lui répond : *« ...vous êtes des farceurs... je me moque de vos renseignements... » (3)* et comme l'aviateur insiste le général, excédé qu'on lui tienne tête, le menace du conseil de guerre !

La cause conjoncturelle est due à l'état d'esprit des chefs du XXe corps (en particulier Foch et ses officiers), impatients d'en découdre et passant outre les consignes du général Castelnau qui dirige l'offensive : au lieu de tenir leur position, ils s'avancent seuls et là

ils tombent sur des troupes allemandes regroupées, appuyées par une artillerie conséquente, s'apprêtant à donner l'assaut, le pire moment pour quitter leurs positions. Sous un feu d'enfer le XXe est contraint de se replier, exposant le flanc gauche du XVe sans défense et c'est le carnage : retraite à marche forcée sous une pluie battante, les routes sont un incroyable capharnaüm, les villageois fuyant l'avancée des troupes allemandes se mêlent aux soldats qui se replient. C'en est fini de l'offensive de Moselle qui se termine par un terrible revers. Les responsables sont vite démasqués : ces lâches du Midi !

Entre les officiers du Nord et du Midi on en arrive à échanger des témoins et à promettre de régler le différent sur le pré une fois la guerre terminée ! « *Soldats du Midi ...vous êtes tous des lâches, on devrait tous vous fusiller.» (un commandant du XXe Corps au 173eme R.I. de Corse) (4)*

Joffre ne peut évidemment pas reconnaître que la défaite est la conséquence directe de sa négligence à considérer sérieusement l'artillerie allemande, ce serait avouer que la tactique française, basée essentiellement sur l'infanterie, est totalement inadaptée.

L'échappatoire est facilement trouvée : dans une conversation téléphonique avec le ministre de la guerre Messimy, il explique l'échec : *« L'offensive en Lorraine a été superbement entamée. Elle a été brusquement enrayée par des défaillances individuelles ou collectives qui ont entraîné la retraite générale et de très grosses pertes. J'ai fait replier en arrière le XVe Corps qui n'a pas tenu sous le feu et qui a été la cause de l'échec de notre offensive. J'y fais fonctionner ferme le Conseil de Guerre. »*

Messimy, pour ne pas trop s'exposer, organise le *fuitage* de l'information via le sénateur Gervais, un copain à lui, passé lui aussi par un début de carrière dans l'armée.
Il lui demande d'écrire un article (peut-être même lui dicte-t-il) dénonçant le *XVe* corps composé de ces lâches de méridionaux. L'article paraîtra dans *le Matin* le 24 août 1914 *: « ... Surprises sans doute par les effets terrifiants de la bataille, les troupes de l'aimable Provence ont été prises d'un subit affolement. L'aveu public de leur impardonnable faiblesse s'ajoutera à la rigueur des châtiments militaires. »*

La manœuvre de Joffre relayée par le ministre de la guerre fonctionne à merveille (bien mieux que ses manœuvres sur le terrain des opérations militaires), la France du nord est confortée dans sa perception de ces méridionaux *lâches et indisciplinés* « *...la partie vinasseuse de la République, la Méridionale, profiteuse, resquilleuse, politique, éloquente, creuse. »* comme le dit Louis Ferdinand Céline. Et voilà le chapeau, le casque lourd, sera porté par le XVe Corps. Ça fonctionne trop bien d'ailleurs : la mèche allumée conduit à l'explosion entre le Sud et le Nord alors qu'en temps de guerre le pouvoir a impérativement besoin de l'Union Sacrée. Il faut arrêter ça, la discorde c'est mauvais pour le moral des troupes civiles et militaires et le moral c'est indispensable pour aller se faire tuer sans *trantalher.* La déflagration est d'autant plus forte que Georges Clémenceau, sénateur du Var à l'époque, pas encore Président du Conseil, a cru bon de s'en mêler dans le journal *L'Homme ibre : «Notre XVe Corps a cédé à un moment de panique et s'est enfui en désordre sans que la plupart des officiers aient fait, paraît-il, tout ce qu'il était de leur devoir pour l'empêcher ...**On connaît la nature impressionnable des Méridionaux. [...] Qu'on les encadre et qu'on les mène au plus fort du feu** pour leur donner, sans retard, la chance de réparation à laquelle leur passé leur donne droit ".* Pour paraître bien informé il en rajoute une louche *« ...de bonne source »* il a appris *que **des soldats et des officiers ont été fusillés...et que c'est une bonne chose** » !*

Pour *l'aimable Provence* ça passe mal, très mal, d'autant que beaucoup d'enfants de cette *aimable Provence* se sont fait tuer dans la boue de Lorraine. Et en plus ils se font insulter !! Le Midi s'enflamme, la presse régionale dénonce le sénateur Gervais, le maire d'Aix en Provence l'interpelle : *« Vous vous disiez peut-être, monsieur, qu'étant à peu près tous morts au feu ou blessés, il ne vous resterait plus un enfant de cette aimable Provence pour vous faire rentrer vos insultes dans la gorge... »*

Le nationalisme républicain qui avait pris la forme d'un patriotisme exacerbé, entretenu par les instituteurs en uniformes noirs *« beaux comme des hussards*

noirs. Sveltes, sévères, sanglés, sérieux... » (Charles Péguy), imbibait toutes les classes sociales et les régions. Les Occitans ne faisaient pas exception à cet esprit *d'union sacrée*. Ils tiennent donc, comme tout bon Français, à l'image du citoyen-soldat courageux qui défend sa *patrie* jusqu'à la mort et ils reçoivent l'insulte avec beaucoup de colère.

De l'autre côté, du côté de Paris, de *« Messieurs les Parisiens...qui ne nous aiment pas » (maire d'Aix en Provence*), ces boucs émissaires conviennent parfaitement, l'archétype fonctionne à merveille et ça va un peu trop loin : il faut vite, du côté du gouvernement, désamorcer la bombe, on a besoin d'unité : tous derrière nos braves soldats. Le Ministre de la guerre qui voit le danger pour son poste réagit très vite pour se rattraper et fait paraître un communiqué où il parle de « défaillances individuelles », s'accroche en vain mais son sort est scellé : il est débarqué. Joffre et Gervais essaient eux aussi de se reprendre dans des communiqués ambigus. Mais le mal est fait et durant toute la guerre les Méridionaux auront cette réputation de lâches qui fuient devant le combat.

Les conséquences ne sont pas seulement en terme d'image, elles ont des effets très concrets : refus de soins de la part de certains médecins, relations exécrables avec la population (en particulier lorraine) qui pratique des tarifs prohibitifs pour les produits que le poilu achète pour compléter la cantine.

Les témoignages sont nombreux. Parfois affleurent les rancœurs contre ce Midi rouge qui inquiète la bourgeoisie : tel ce médecin déclarant à un soldat niçois : « *-Ah, ces gens là, ces hommes de la crosse en l'air (*allusion aux évènements de 1907 lorsque le 17 ème de ligne refusa de tirer sur les vignerons de l'Aude) *qui sous prétexte du soleil du Midi qui mûrît leurs idées, sont la plupart des révolutionnaires anarchistes et antipatriotes et si nous avions eu à faire qu'à eux, il y a longtemps que nous serions sous la botte allemande. »(*cité dans le compte-rendu du colloque de « 29 ena Universitat Occitana d'Estiu » de Nimes)

Ah ce soleil ! Comme dit en substance un universitaire de Montpellier *: ces Occitans, ils ont trop de soleil dans la tête, il faudrait y mettre un peu de plomb !*

Parmi tous les préjugés qui ont construit l'ethnotype du méridional, les plus prégnants sont ceux qui ont une couleur scientifique : la fameuse théorie des climats chère à Montesquieu, reprise et approfondie par Alexis Carrel prix Nobel de médecine en 1912 :
« Peut-être une trop riche lumière amène-t-elle à la longue à une diminution de la sensibilité et de l'intelligence . Nous ne devons pas oublier que les races les plus hautement civilisées, les scandinaves par exemple, ont la peau blanche, ...en France, les populations du nord sont bien supérieures à celles du bord de la Méditerranée... »

Ce méridional, parfois ridicule, parfois inquiétant, hâbleur, à la peau un peu trop foncée, est parfait pour porter les fautes de nos grands stratèges, parfait pour permettre aux officiers de se défouler (*« Je voudrais tous vous voir sur les bancs des assises ou de la correctionnelle. »* dit un capitaine à un groupe de méridionaux), parfait pour porter la peau du bouc et toutes les fautes et en Lorraine, le 21 août 1914... la responsabilité de la retraite et des erreurs du haut commandement. Ces Méridionaux ont aussi payé *« ...pour leur climat trop clément, pour le fédéralisme des girondins, les galéjades de Tartarin, l'arrivisme de Numa Roumestan, le républicanisme, le radicalisme, le socialisme et l'antimilitarisme... »* dit en conclusion Jean Yves le Naour dans son livre : ***La Légende noire des soldats du Midi.***

Jaume
(Solidaires Retraité-e-s 30)

(1) (2) (3) (4) *La légende noire des soldats du Midi, Jean Yves le Naour , ed. Vendémiaire**

Lo conscrit

(Claudi Marti)

Ieu soi un paure conscrit
de l'an 1810
cal daissar lo Lengadòc
per se n'anar a la mòrt.

Luènh d'aicí i a un país
de nèu blanca e de cèl gris
nos i cal anar morir
per l'Emperaire e son filh.

Lo rector e lo regent
nos an parlat plan longtemps
partissèm fòrça contents
serem sus lo monument.

Mainatz-vos, Lengadocians
de faire d'autres enfants
n'auràn besonh dins vint ans
Negres o Republicans.

Les Occitans soupçonnés d'anti-militarisme ? Sans doute avec quelques raisons !

Les recettes radicales ...

Or, tandis qu'ils mangeaient, Jésus prit du pain, le bénit, le rompit et le donna aux disciples en disant : « Prenez, mangez, ceci est mon corps. »
Puis, prenant une coupe, il rendit grâces et la leur donna en disant : « Buvez-en tous car ceci est mon sang... » ***Évangile selon Matthieu***

« Le cuisinier, le voleur, sa femme et son amant», Peter Greenaway

«Mange tes morts ! »

C'est la recette radicale que nous vous proposons dans ce numéro de *Solidaritat* elle peut se décliner de deux façons :

- **La pire des malédictions qui appelle une vengeance : « Mange tes morts ! ».**

« Comme les morts veillent sur la régénération de leur descendance, une telle malédiction signifie que l'on souhaite l'extinction de la famille maudite. » (Michel Praneuf in *Les Tsiganes : de la mythologie à l'histoire*). « Lorsque la personne injuriée appartient à un groupe, c'est tout le groupe qui est injurié. L'insulte aux morts signifierait donc que l'on ne craint ni la répercussion sur toute une famille, ni le déclenchement du conflit ». (Sandrine Fallet plasticienne)
Autrement dit : on craint degun !
L'insulte touche les parents, la race, les morts. « Les rituels anthropophages et sacrés d'autrefois se sont transformés en jeu de langage outrageant où l'on joue avec les mots comme l'on joue avec le feu » dit encore Sandrine Fallet.

- **Un rituel funéraire marquant le respect des ancêtres :**

Offrir son corps comme sépulture, n'est-ce pas infiniment plus respectueux que de laisser leur corps pourrir ?

Nous choisirons la première interprétation : la pire des malédictions !!
et le plat que nous vous proposons restera dans le registre du symbolique (nos morts sont trop anciens pour être mangés au sens propre et proprement). Cette recette s'adresse tout particulièrement à nos dirigeants politiques actuels, et elle a bien sa place dans notre époque : rappelons ce que déclarait Bernard Noël dans le N° 4 de *Solidaritat* **: « *Mais qu'est-ce que le socialisme français, mis à part Jaurès, sinon la trahison perpétuelle du « socialisme » ? Seul un poème pourrait redonner du sens à ce mot qui a perdu la pratique sociale du rêve, de l'imagination, du partage et de la générosité… »***

C'est à la clique actuellement au pouvoir qui usurpe honteusement le mot de *Socialiste* et qui nous trahit, que nous lançons : « Mange tes morts ! et disparais, tueuse des espoirs de la classe ouvrière, faussaire des idées socialistes ! »

Nous nous inspirons du célèbre guide culinaire « Escoffier » pour vous proposer des escalopes de veaux parées en forme de cœurs — comme les cœurs de nos camarades qui se sont battus pour la *Sociale* que vous avez trahie — accompagnées d'une sauce provençale à base de tomates *cœur de bœufs* bien mûres, choisies pour leur couleur rouge vermillon, rouge comme le sang des Communards.

***RECETTE : E*scalopes de veaux parées en forme de cœurs sur une sauce à la provençale**
« Les escalopes se prennent de préférence dans le filet ou le contrefilet….après avoir été aplaties très minces, elles sont parées en forme d'ovales ou de cœurs et, étant donné leur peu d'épaisseur elles sont presque toujours pannées et vivement sautées »
(Escoffier, Le guide culinaire, aide-mémoire de cuisine pratique, Flammarion p.478)

Il est indispensable de servir ce plat dans une ambiance de lutte : chants révolutionnaires, lecture de textes choisis par le cuisinier qui piochera dans le répertoire vaste des militants et penseurs du mouvement ouvrier. Personnellement j'ai un faible pour ces quelques phrases *:*

« Je ne plierai pas. Je ne m'en irai pas en silence.
Je ne me soumettrai pas.
Je ne me retournerai pas.
Je ne me conformerai pas.
Je ne me coucherai pas.
Je ne me tairai pas.
Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ;
***ce n'est pas subir la loi du mensonge triomphant. »* JAURÈS**

De quoi achever et faire disparaitre tous nos professionnels de la tambouille politicarde !!!

Jaume (Solidaires Retraité(e)s30)

Capture d'écran, émission *« Les raisins verts »,* réalisateur Jean Christophe Averty

17 octobre 1961

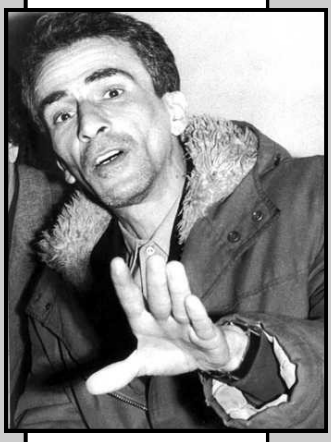
Le 17 octobre 1961 *fut un des derniers épisodes de la* ***Guerre d'Algérie*** *à Paris. La police parisienne, sous les ordres de Papon et de Gaulle, assassina des centaines d'Algériens venus manifester contre le couvre-feu que l'État français et colonialiste leur imposait. Ils étaient venus manifester pacifiquement, en famille, souvent endimanchés.*

Le poème de Kateb Yacine qui invoque le peuple de la ***Commune****, réprimé avec une même atrocité par des militaires qui venaient de participer à la colonisation en cours de l'Algérie, prend un sens encore plus fort quand l'on sait que le 8 mai 1945 son auteur assista au massacre de Sétif.*

Merci pour la traduction en arabe d'Amami Mohamed et pour la revirada en òccitan de Jordi Peladan, Bernard Souyris et Jaume.

DANS LA GUEULE DU LOUP, KATEB YACINE.

Peuple français, tu as tout vu
Oui, tout vu de tes propres yeux.
Tu as vu notre sang couler
Tu as vu la police
Assommer les manifestants
Et les jeter dans la Seine.
La Seine rougissante
N'a pas cessé les jours suivants
De vomir à la face
Du peuple de la Commune
Ces corps martyrisés
Qui rappelaient aux Parisiens
Leurs propres révolutions
Leur propre résistance.
Peuple français, tu as tout vu,
Oui, tout vu de tes propres yeux,
Et maintenant vas-tu parler ?
Et maintenant vas-tu te taire ?



أيها الشعب الفرنسي لقد رأيت كل
شيء
نعم رأيت كل شيء بأم عينيك
رأيت دمنا يسيل
رأيت الشرطة
تطيح بالمتظاهرين
وتلقي بهم في نهر السّان
السّان المحمرة
لم تفتأ في لاحق الأيام
تتقيأ في وجه شعب الكومونة
هذه الأجساد الشهيدة
التي تذكر الباريسيّين
ثوراتهم
مقاومتهم
أيها الشّعب الفرنسي لقد رأيت
كل شيء
نعم رأيت كل شيء بأم عينيك

DINS LA MAiSSA DAU LOP
17 OCTOBRE 1961

Pòble francès, as tot vist
Òc, tot vist de tos quites uèlhs
As vist nòstre sang rajar
As vist la policía
Assucar los manifestants
E los traire dins Sèina.
Sèina rogejanta
Quitèt pas los jorns venents
De racar per la cara
Dau pòble de la Communa
Aqueles còsses matrassats
Que recordavan als Parisencs
Sas quitas revolucions
Sa quita resistància
Pòple francès, as tot vist
Òc, tot vist de tos quites uèlhs
E ara vas parlar ?
E ara te vas calar ?

Contact :
Solidaritat
6 rue porte d'Alès 30000 Nîmes
Tél/Fax :04.66.36.86.70 - Mail : solidaritat@outlook.fr